

2008

RAPPORT FINANCIER
ANNUEL



SOMMAIRE

Déclaration de la personne responsable du rapport	page	2
Structure du Groupe	page	3
Conseil d'Administration / Comité de Direction	page	4
Rapport de gestion du Conseil d'Administration	page	5
Rapport du Président	page	29
Comptes consolidés	page	37
Comptes annuels	page	77

**DECLARATION DE LA PERSONNE
RESPONSABLE DU RAPPORT**

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport

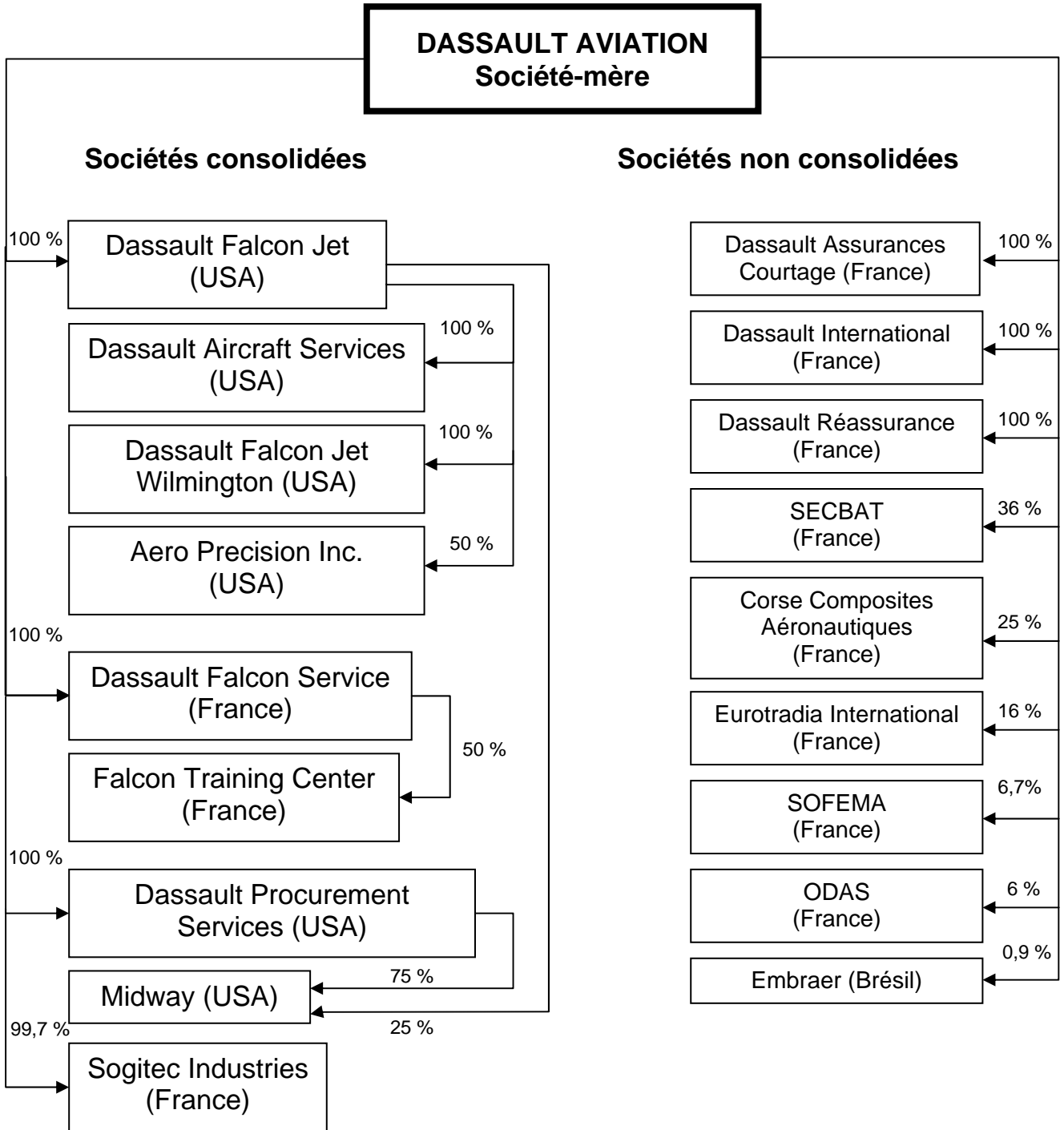
de gestion ci-joint présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Paris, le 19 mars 2009

Charles EDELSTENNE
Président-Directeur Général

STRUCTURE DU GROUPE

Le groupe Dassault Aviation est un groupe international qui englobe la majeure partie de l'activité aéronautique du Groupe Industriel Marcel Dassault.



ACTIONNAIRES DE DASSAULT AVIATION

- 50,55 % GROUPE INDUSTRIEL MARCEL DASSAULT
- 46,32 % EADS France
- 3,13 % PUBLIC

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président d'Honneur
Serge DASSAULT

Président-Directeur Général
Charles EDELSTENNE

Administrateurs
Olivier DASSAULT
Serge DASSAULT
Charles EDELSTENNE
Alain GARCIA
Philippe HUSTACHE
Denis KESSLER
Henri PROGLIO
Pierre-Henri RICAUD

COMITE DE DIRECTION

Président Charles EDELSTENNE	Président-Directeur Général
Alain BONNY	Directeur Général du Soutien Militaire
Claude DEFAWE	Directeur Commercial
Didier GONDOIN	Directeur Général Technique
Gérald MARIA	Directeur Général de la Qualité Totale
Jacques PELLAS	Secrétaire Général
Guy PIRAS	Directeur Général Industriel et Achats
Loïk SEGALEN	Directeur Général des Affaires Economiques et Financières
Eric TRAPPIER	Directeur Général International
Olivier VILLA	Directeur Général Adjoint des Avions Civils

COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT

M. le Contrôleur général des armées Thierry PERRIN

COMMISSAIRES AUX COMPTES

Mazars S.A., représentée par M. Serge CASTILLON, associé
Deloitte & Associés S.A., représentée par M. Dominique JUMAUCOURT, associé



GRUPE DASSAULT AVIATION

Mesdames et Messieurs les Actionnaires,

Avant de soumettre à votre approbation les comptes annuels et consolidés relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2008 et de vous demander de vous prononcer sur l'affectation du résultat, nous vous présentons nos résultats consolidés, les activités du Groupe DASSAULT AVIATION, les activités et les comptes annuels de sa Société Mère DASSAULT AVIATION au cours de l'exercice écoulé, ainsi que les perspectives d'avenir et les autres informations prescrites par la Loi.

RÉSULTATS CONSOLIDÉS :

PRISES DE COMMANDES :

Nos **Prises de Commandes consolidées** 2008 sont de **5,82 Milliards d'Euros**. Elles baissent de 7 % par rapport à 2007.

En particulier, 115 FALCON neufs ont été commandés en 2008 contre 212 en 2007.

L'évolution des Prises de Commandes consolidées est la suivante, en **Millions d'Euros** :

Année	Défense		Falcon	Total	% Export
	France	Export			
2004	1.730	123	2.166	4.019	53 %
2005	315	150	4.061	4.526	93 %
2006	391	142	4.762	5.295	90 %
2007	644	239	5.382	6.265	89 %
2008	956	241	4.625	5.822	81 %

CHIFFRE D'AFFAIRES :

Le **Chiffre d'Affaires consolidé** 2008 est de **3,75 Milliards d'Euros**, en baisse de 8 % par rapport à 2007. Les FALCON en représentent 62 %.

L'évolution du Chiffre d'Affaires consolidé est la suivante, en **Millions d'Euros** :

Année	Défense		Falcon	Total	% Export
	France	Export			
2004	505	838	2.116	3.459	83 %
2005	1.349	428	1.651	3.428	58 %
2006	974	275	2.053	3.302	67 %
2007	883	855	2.347	4.085	77 %
2008	1.166	269	2.313	3.748	66 %

Rapport de gestion

du Conseil d'Administration

RÉSULTAT OPÉRATIONNEL :

Le **Bénéfice opérationnel consolidé** 2008 est de **434 Millions d'Euros**, en baisse de 14 % par rapport à 2007.

La rentabilité opérationnelle s'établit à 11,6 %.

RÉSULTAT NET :

Le **Bénéfice net consolidé** (Groupe et part du Groupe) 2008 s'élève à **373 Millions d'Euros**, en baisse de 2 % par rapport à l'exercice 2007.

La rentabilité nette est de 9,9 %.

COMMUNICATION FINANCIÈRE :

DASSAULT AVIATION retient un secteur d'activité, l'aéronautique, sans distinction géographique pour l'information sectorielle prévue par les normes IFRS.

En effet, DASSAULT AVIATION considère que ses produits militaires et civils présentent des caractéristiques comparables en matière de :

- conception, développement, fabrication et maintenance,
- vente et distribution,
- politique d'établissement des prix de vente qui conduit à des performances économiques proches,

et que leur marché ne présente pas de caractéristiques géographiques particulières.

STRUCTURE FINANCIÈRE :

Notre Groupe n'a pas d'endettement bancaire structurel. Les dettes financières significatives apparaissant au passif du bilan consolidé correspondent à la participation des salariés bloquée en compte courant.

La Trésorerie et équivalents de trésorerie nets des soldes créditeurs de banque s'élèvent à 814 Millions d'Euros.

Cette donnée n'est pas comparable avec la trésorerie en normes françaises. En effet, la majeure partie

des valeurs mobilières de placement dont dispose le Groupe est, en normes IFRS, classée en "actifs non courants" au niveau du bilan et évaluée à la valeur de marché.

Le Groupe a défini un indicateur propre appelé "Trésorerie Disponible" qui reflète le montant des liquidités totales dont dispose le Groupe, déduction faite des dettes financières. Il reprend les postes du bilan suivants :

- trésorerie et équivalents de trésorerie,
- valeurs mobilières de placements disponibles à la vente (à leur valeur de marché),
- dettes financières.

La **Trésorerie Disponible consolidée** s'élève à **4,43 Milliards d'Euros au 31 décembre 2008** contre 4,56 Milliards d'Euros au 31 décembre 2007.

GESTION DES RISQUES FINANCIERS :

Les principaux risques et incertitudes auxquels le Groupe est confronté sont les suivants :

RISQUES DE LIQUIDITÉ ET DE TRÉSORERIE :

Le Groupe n'a pas de risque significatif sur ses dettes financières et sur ses valeurs mobilières de placement (disponibles à la vente ou équivalents de trésorerie). Le portefeuille de valeurs mobilières de placement du Groupe est en effet constitué essentiellement de placements monétaires à court terme.

La trésorerie ainsi que le portefeuille de valeurs mobilières de placement disponibles à la vente permettent au Groupe de faire face à ses engagements sans risque de liquidité.

RISQUES DE CRÉDIT :

Le Groupe réalise ses opérations de trésorerie et de change avec des organismes financiers reconnus. Il répartit ses placements et comptes bancaires au sein de différents organismes qu'il a retenus. Le Groupe n'avait pas de placement ni de compte auprès d'établissements financiers ayant fait faillite en 2008.

Le Groupe limite les risques liés au défaut des contreparties clients en réalisant la majorité de ses

ventes au comptant et en faisant garantir par la COFACE ou par des sûretés réelles les crédits accordés. Le risque de fabrication est aussi garanti auprès de la COFACE pour les contrats militaires exports significatifs.

Compte tenu de la méthode de dépréciation des créances clients retenue pour l'établissement des comptes, la part des créances échues non dépréciée à la clôture n'est pas à risque et n'est par ailleurs pas significative.

RISQUES DE MARCHÉ :

- **Risques de change :**

- Portefeuille de couvertures :

Le Groupe a un risque de change sur les ventes de FALCON qui sont pour la quasi-totalité libellés en dollars US. Le Groupe, au travers de la Société Mère, est exposé à un risque de change, une part des dépenses de la Société Mère étant encourue en euros.

La Société Mère couvre partiellement ce risque en utilisant des contrats de vente à terme et le cas échéant des options de change.

Elle couvre ses flux nets de trésorerie futurs reconnus hautement probables de manière partielle. Elle s'assure ainsi que les premières rentrées de trésorerie futures seront suffisantes pour exercer les couvertures de change mises en place. Le montant de la couverture peut être ajusté en fonction de l'évolution dans le temps des flux nets attendus.

- Titres EMBRAER :

La Société Mère du Groupe détient des titres de la société EMBRAER. Cette dernière est cotée sur le marché brésilien. Elle est valorisée en euros dans les comptes du Groupe sur la base de sa valeur de marché à la clôture, en réal brésilien, convertie en euro. La valeur des titres peut donc fluctuer en fonction de la parité de ces deux devises.

- **Autres risques :**

Le Groupe est soumis à un risque de prix lié à la fluctuation du cours de bourse des titres EMBRAER.

TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES :

Les parties liées au 31 décembre 2008 sont identiques à celles du 31 décembre 2007. Les transactions intervenues au cours de l'exercice 2008 sont décrites en note 26 de l'annexe aux comptes consolidés.

ACTIVITÉS DU GROUPE :

ÉVOLUTION DES PROGRAMMES :

- **Programmes FALCON :**

Concernant les avions d'affaires FALCON, l'exercice 2008 est caractérisé par une activité commerciale soutenue jusqu'au troisième trimestre mais les effets de la crise se sont fait sentir au quatrième trimestre (cf. ci-dessus).

L'exercice a également été marqué par :

- la livraison de 72 FALCON,
- l'annonce, en mai, à l'EBACE, du lancement du programme FALCON 900LX,
- la livraison des premiers FALCON 7X à Net-jets.

- **Programmes DÉFENSE :**

Concernant le RAFALE, l'année 2008 a été marquée par :

- la livraison de 14 RAFALE de série,
- un nouveau déploiement de RAFALE de l'Armée de l'Air en Afghanistan avec tir d'AASM,
- la participation de RAFALE air à l'exercice Red Flag aux États-Unis pendant l'été dans le Nevada et l'embarquement de RAFALE marine au sein du groupe aérien du porte-avions USS Roosevelt,
- la qualification du standard F3 du RAFALE, conférant à l'avion, entre autres, la capacité nucléaire.

Rapport de gestion

du Conseil d'Administration

S'agissant des autres programmes, il convient de noter :

- la livraison de 9 MIRAGE 2000 Grecs retrofités,
- la notification en avril 2008 des travaux de définition détaillée et de réalisation du programme de démonstrateur d'avion de combat sans pilote (UCAV) nEURON. Ce programme, placé sous la maîtrise d'œuvre de DASSAULT AVIATION, associe cinq autres partenaires européens,
- la signature en juin 2008 avec THALES et INDRA d'un accord industriel dans le domaine des drones MALE et la remise d'une offre aux Ministères français et espagnol de la Défense pour un système qui serait développé en coopération,
- la signature avec la société INFOTECH (Inde) d'un protocole d'accord portant sur la collaboration et la mise en place d'activités liées au volet "Compensations" du programme "Medium Multirole Combat Aircraft" (MMRCA) du Ministère indien de la Défense,
- la poursuite de la production d'équipements pyrotechniques et de télémétrie pour ARIANE et VEGA et l'étude sur le mini lanceur aéroporté sous RAFALE (projet MLA) pour le CNES.

SERVICES ET SOUTIEN AUX CLIENTS :

En 2008, nous avons :

- organisé en mars le séminaire mondial "maintenance et opérations FALCON",
- renforcé notre organisation de services clients grâce à l'ouverture de quatre nouveaux centres régionaux de distribution de rechanges, à la création de deux nouveaux centres de maintenance au Brésil et au Nevada et à l'agrandissement des stations service du Bourget et de Little Rock,
- reçu de l'État français un important contrat de Maintien en Condition Opérationnelle (MCO) RAFALE, forfaitisé à l'heure de vol pour les dix prochaines années. Ce contrat couvre aussi bien les matériels DASSAULT AVIATION que

tous les matériels de nos fournisseurs de Catégorie C,

- obtenu des contrats de soutien en rechanges et réparations, en particulier celui signé avec le Ministère de la Défense brésilien pour la maintenance des MIRAGE 2000 des forces aériennes brésiliennes,
- débuté les travaux de remise en vol des 12 premiers MIRAGE F1 libyens,
- créé une société commune avec un partenaire local aux Émirats Arabes Unis dénommée DASBAT AVIATION afin de traiter le soutien des avions militaires DASSAULT AVIATION pour le Moyen-Orient.

ACTIVITÉS DES FILIALES :

- **DASSAULT FALCON JET (États-Unis)** : cette société commercialise nos FALCON et en réalise les aménagements.

Sa Direction Générale est située à Teterboro (New Jersey) et son site industriel à Little Rock (Arkansas).

Ses filiales sont :

- DASSAULT FALCON JET - WILMINGTON (à 100 %), société de services et de maintenance aéronautiques, située à Wilmington (Delaware),
- DASSAULT AIRCRAFT SERVICES (à 100 %), société chargée de la promotion des ventes de services et de maintenance aéronautiques aux États-Unis, également située à Wilmington (Delaware),
- APRO (à 50/50 avec MESSIER-SERVICES INC.), société chargée de la réparation et de la maintenance des trains d'atterrissage et des commandes de vol des avions FALCON et ATR, dont le centre d'activité est situé à Deerfield Beach (Floride).
- **DASSAULT FALCON SERVICE (France)**, implantée sur l'aéroport de Paris-Le Bourget, contribue au support des FALCON dans les deux domaines suivants :

- maintenance et réaménagement des FALCON : station-service dédiée aux FALCON,
 - location et management de FALCON dans le cadre d'une activité de transport public de passagers.
- **DASSAULT PROCUREMENT SERVICES (États-Unis)** est la centrale d'achat aux États-Unis d'équipements aéronautiques pour les FALCON.
 - **MIDWAY (États-Unis)** assure la révision et la réparation d'équipements aéronautiques civils pour les équipementiers français, fournisseurs pour les FALCON ou d'autres avions.
 - **SOGITEC INDUSTRIES (France)** opère dans les domaines de la simulation et de la documentation. En 2008, elle a livré le simulateur pour le RAFALE Standard F2 à Landivisau et la mise à jour du simulateur de MIRAGE 2000-5 à Dijon.

PARTICIPATIONS :

- **CORSE COMPOSITES AÉRONAUTIQUES (France)**, est spécialisée dans la réalisation de pièces aéronautiques en matériaux composites, en particulier pour ses sociétés actionnaires (EADS AIRBUS, LATECOERE, SNECMA et DASSAULT AVIATION).
- **EMBRAER (Brésil)**, acteur important dans l'aéronautique, nous permet de maintenir notre présence en Amérique du Sud, notamment au Brésil. Nous considérons notre participation dans EMBRAER comme stratégique.

ACQUISITION DES TITRES THALES DÉTENUS PAR ALCATEL-LUCENT ET GROUPE INDUSTRIEL MARCEL DASSAULT (GIMD) :

ALCATEL-LUCENT et DASSAULT AVIATION ont signé en décembre 2008 l'accord définitif visant à l'acquisition par notre société du bloc de titres THALES détenu par ALCATEL-LUCENT. La transaction est notamment soumise à l'obtention des autorisations de différentes autorités administratives dont celles relatives au contrôle des concentrations.

Parallèlement, l'État et DASSAULT AVIATION ont conclu un accord permettant à notre société de se substituer à ALCATEL-LUCENT aux côtés de l'État comme actionnaire industriel de référence de THALES. Les relations entre l'État et DASSAULT AVIATION sont régies par un pacte d'actionnaires sensiblement identique à celui liant actuellement l'État et ALCATEL-LUCENT.

Compte tenu, en outre, de l'engagement pris début mars 2009 par DASSAULT AVIATION d'acquérir les 5,1 % du capital de THALES détenus par GIMD sous réserve de la réalisation de l'acquisition du bloc détenu par ALCATEL-LUCENT, le "Secteur public" et DASSAULT AVIATION détiendront ensemble 53 % du capital et 61 % des droits de vote de THALES, assurant à THALES une base actionnariale stable et reposant sur une vision de long terme.

L'acquisition de ces deux blocs d'actions approuvée par le Conseil d'Administration permettra aux deux sociétés de consolider leur excellence dans les activités systèmes et de haute technologie. Le renforcement du partenariat entre THALES et DASSAULT AVIATION établira ainsi un pôle français de dimension mondiale dans le domaine des technologies stratégiques, de l'aéronautique et de l'espace, de la défense et de la sécurité, à l'instar de ce qui s'est fait notamment aux États-Unis, en Grande-Bretagne, en Italie ou en Suède autour d'autres acteurs industriels.

Pour DASSAULT AVIATION, il s'agit d'un investissement industriel de long terme qui devrait permettre d'optimiser les activités des deux sociétés afin d'améliorer leur rentabilité respective.

Ces deux acquisitions constituant un investissement stratégique de long terme, nous avons sous-pondéré les effets de la crise financière et retenu un prix d'acquisition de 38 euros par action, soit la moyenne du cours de bourse de l'action THALES sur un an, ce qui revient à retenir une valeur industrielle de ladite société. Ce prix a été jugé équitable par une banque de premier rang pour les deux blocs.

L'acquisition des 5,1 % détenus par GIMD, permettra à DASSAULT AVIATION d'avoir au total avec 25,9 % un niveau de participation suffisant pour être l'actionnaire industriel privé de référence de THALES.

Rapport de gestion

du Conseil d'Administration

Le prix total d'acquisition de 1,96 milliards d'euros (dont 391 millions d'euros pour l'acquisition à GIMD) sera versé au moment de la transaction, prévue au printemps 2009, au comptant pour ALCATEL-LUCENT et moitié comptant / moitié à crédit (1/4 à un an, 1/4 à deux ans) pour GIMD.

RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT :

En complément de nos programmes, nos travaux de préparation du futur portent sur les études de concepts d'aéronefs, de développements technologiques et d'amélioration de nos processus outillés.

L'année 2008 a été particulièrement active dans l'adaptation des processus avec la préparation du déploiement PLM V6 sur le programme SMS.

Les plans transverses pluriannuels mis en place pour préparer la prochaine génération de FALCON à technologies innovantes se déroulent nominalement avec l'objectif de réduire significativement l'impact environnemental des futurs avions d'affaires et de proposer des services de haute qualité à nos clients.

Lancés en septembre 2008, les travaux menés au titre de l'initiative de partenariat CLEAN SKY s'inscrivent dans notre stratégie de préparation des Falcon futurs. Ceux-ci permettront de valider par des démonstrateurs technologiques et en coopération européenne, des innovations dans le domaine de la gestion de l'énergie à bord, du contrôle avancé de l'avion, de la réduction de la traînée et de l'éco-conception.

Les projets du 7ème Programme Cadre de Recherche Développement (PCRD) européen, auxquels nous participons, contribuent également à cette stratégie. De même, la Direction Générale de l'Aviation Civile (DGAC) soutient certains thèmes de recherche (aérodynamique, bruit interne, fabrication et systèmes embarqués).

Dans le domaine militaire, un certain nombre de Programmes d'Études Amont (PEA) nous ont été notifiés en 2008 : une pré-étude d'architecture de logiciels embarqués, une étude sur les arrière-corps discrets dans un cadre bilatéral avec la Suède et la poursuite de travaux sur l'aéroélasticité.

En complément de nEUROn, nous avons terminé une première phase d'études d'un futur UCAV opérationnel dans le cadre de Programmes d'Études

Amont (PEA) qui nous a permis de proposer trois concepts d'UCAV opérationnels.

En cohérence avec les orientations du nouveau Livre Blanc de la Défense et du cadrage de la prochaine Loi de Programmation Militaire (2009-2014), nous élaborons avec la Direction Générale pour l'Armement une logique pluriannuelle de PEA pour maintenir l'efficacité du RAFALE face aux futurs environnements opérationnels et assurer la maturation des concepts d'UCAV dans le prolongement des travaux du nEUROn.

NOUVELLE RÉVOLUTION INDUSTRIELLE :

Comme indiqué dans les précédents rapports, DASSAULT AVIATION, dans le cadre du FALCON 7X, a fait de l'entreprise numérique étendue et du Product Lifecycle Management (PLM) une réalité, lui conférant une avance technologique et un avantage compétitif significatif. Ainsi, après la conception autour d'un "plateau physique", les partenaires ont poursuivi leur travail sur un "plateau virtuel" dans le cadre d'une maquette numérique unique partagée par tous.

NOUVELLES TECHNIQUES DE FABRICATION :

L'efficacité de l'utilisation des outils Product Lifecycle Management (PLM) a été démontrée par le programme FALCON 7X. Les nouveaux programmes bénéficient de ces progrès.

Dans le cadre des pôles de compétitivité, notamment "usine numérique" en Ile de France et "Aerospace Valley" en Midi Pyrénées/Aquitaine, nous travaillons sur des améliorations des filières numériques type PLM et sur la qualification de nouvelles méthodes de fabrication en composites, assemblage par soudage et sur de nouveaux alliages d'aluminium.

Nous poursuivons nos efforts d'utilisation de la robotisation dans les assemblages de sous-ensembles et les pièces composites.

Enfin, nous menons plusieurs développements pour réduire l'impact environnemental de nos procédés de fabrication :

- nouvelles gammes de peinture à taux de solvants polluants réduits (gammes dites "à l'eau"),



- procédés de remplacement des usinages chimiques de l'aluminium et du titane accompagnés de reconceptions partielles ou totales des éléments concernés,
- procédés et alliages de soudage des composants électroniques,
- remplacement des traitements thermiques ou de surface par des procédés moins polluants (par exemple : élimination des bains de sel en traitement thermique).

MOYENS INDUSTRIELS :

La modernisation et l'adaptation du parc de moyens industriels de DASSAULT AVIATION se sont traduites en 2008 par la mise en service et la commande, notamment :

- de moyens de formage des panneaux Falcon : ligne de formage automatisée et cabines de grenailage,
- de nouvelles robotisations : de placement de fibres, d'assemblage de revêtements Falcon et du plan horizontal Falcon,
- un atelier pour la peinture externe des Falcon et une cabine de peinture supplémentaire pour les fuselages Falcon.

ÉTHIQUE :

La Charte d'Éthique du Groupe vise à fédérer le personnel autour de nos valeurs professionnelles et éthiques. Elle fixe notre code de conduite dans nos comportements quotidiens avec nos clients, partenaires et fournisseurs.

Cette Charte intègre les principes du "Global Compact", notre Société ayant adhéré au Pacte Mondial de l'ONU.

QUALITÉ TOTALE :

Nous avons poursuivi notre politique de Qualité Totale autour de quatre grandes orientations :

- penser satisfaction du Client d'abord,
- être meilleurs que nos concurrents en coût et qualité,
- valoriser les hommes,
- respecter l'environnement.

Ces deux dernières orientations traduisent notre engagement à soutenir des valeurs fondamentales, et ce en cohérence avec notre adhésion au Pacte Mondial de l'ONU.

Nous avons, en novembre 2008, passé avec succès l'audit de suivi de certification EN 9100, norme spécifique au secteur aéronautique englobant l'ISO 9001.

Nous assurons également le suivi de nos agréments de conception, production et entretien des avions civils et nous nous préparons à mettre en place les agréments correspondants pour les avions militaires.

Enfin, nous poursuivons nos actions sur l'ensemble des entités de la Société, Directions et Établissements, en matière de maîtrise des risques programmes, produits, processus et environnement.

RESSOURCES HUMAINES :

Les effectifs du Groupe DASSAULT AVIATION étaient de 12.438 personnes au 31 décembre 2008.

Rapport de gestion

du Conseil d'Administration

DASSAULT AVIATION, SOCIÉTÉ MÈRE

ACTIVITÉS :

Les activités de DASSAULT AVIATION, Société Mère, notamment en matière d'évolution des programmes, de recherche-développement et de production, vous ont été présentées dans le cadre des activités du Groupe.

RÉSULTATS :

PRISES DE COMMANDES :

Les **Commandes** reçues par la Société Mère en 2008 représentent **5,19 Milliards d'Euros**, en baisse de 6 % par rapport à 2007.

Leur évolution au cours des cinq derniers exercices est la suivante, **en Millions d'Euros** :

Année	Défense		Falcon	Total
	France	Export		
2004	1.727	103	1.530	3.360
2005	313	134	3.485	3.932
2006	380	141	3.933	4.454
2007	638	233	4.664	5.535
2008	939	222	4.033	5.194

CHIFFRE D'AFFAIRES :

Le **Chiffre d'Affaires 2008** de la Société Mère s'est élevé à **3,54 Milliards d'Euros**, en baisse de 2 % par rapport à 2007.

Son évolution au cours des 5 derniers exercices est la suivante, **en Millions d'Euros** :

Année	Défense		Falcon	Total
	France	Export		
2004	495	837	1.478	2.810
2005	1.347	419	1.204	2.970
2006	971	252	1.630	2.853
2007	878	844	1.883	3.605
2008	1.159	264	2.117	3.540

RÉSULTAT NET :

Le Bénéfice net de 2008 s'élève à **353 Millions d'Euros**, en hausse de 9 % par rapport à 2007.

Le personnel recevra au titre de la participation et de l'intéressement 136 Millions d'Euros, dont :

- Participation : 122 Millions d'Euros
- Intéressement : 14 Millions d'Euros

Ces sommes représentent 33,5 % des salaires perçus en 2008, à comparer avec un montant de la participation légale obligatoire de 10,5 %.

DIVIDENDES (AFFECTATION DU RÉSULTAT) :

Compte tenu de la crise financière, nous vous proposons de limiter les dividendes à 1/6 du résultat net de la Société Mère, contre 1/3 les autres années.

Cela conduit à **un dividende par action de 5,80 Euros**.

Si vous approuvez les comptes de l'exercice 2008, nous vous proposons donc d'affecter le Bénéfice net de l'exercice, s'élevant à 352.508.278,99 Euros, augmenté du report à nouveau des exercices antérieurs de 1.887.675.268,72 Euros, soit un total de 2.240.183.547,71 Euros, de la manière suivante :

- **distribution au titre des dividendes : 58.730.202,60 Euros**
- solde au report à nouveau 2.181.453.345,11 Euros.

La distribution ci-dessus sera soumise, pour les personnes physiques imposables sur le revenu en France, au barème progressif après l'abattement de 40 % ou, sur option, au prélèvement libératoire. Quelle que soit l'option retenue, cette distribution donnera lieu aux prélèvements sociaux qui seront effectués à la source.

Nous vous rappelons les distributions des trois exercices antérieurs :

Exercice	Dividendes nets distribués (en Euros)	Abattement
2005	9,90	40 % (1)
2006	7,40	40 % (1)
2007	10,60	40 % (2)

- (1) abattement pour les personnes physiques
- (2) abattement ou prélèvement libératoire sur option pour les personnes physiques

TABLEAU DES RÉSULTATS :

Le tableau des résultats de DASSAULT AVIATION au cours des cinq derniers exercices figure dans les annexes aux comptes annuels (élément 34).

INTÉGRATION FISCALE :

Notre Société a opté pour le régime d'intégration fiscale à compter du 1^{er} janvier 1999 avec ses filiales françaises détenues à plus de 95 %. Une convention d'intégration fiscale a été signée avec celles-ci et est renouvelable tacitement par période de cinq exercices.

GESTION DES RISQUES :

Les risques et incertitudes auxquels la Société est confrontée sont les mêmes que ceux exposés dans la partie du Rapport sur la gestion des risques financiers du Groupe, la Société Mère ayant un poids prépondérant dans le Groupe.

ACHATS ET SOUS-TRAITANCE :

Le montant annuel des achats de DASSAULT AVIATION atteint 2,22 Milliards d'Euros, soit 62 % du chiffre d'affaires.

Les achats se répartissent selon trois domaines : équipements et soutien (2/5), semi-produits, accessoires, sous-traitance industrielle et de procédés spéciaux (2/5), achats généraux dont formation et prestations intellectuelles (1/5).

Les fournisseurs pour les produits Défense sont essentiellement localisés en France. Ceux relatifs aux produits Falcon sont principalement en Europe et en Amérique du Nord.

DOMAINE SOCIAL :

EMPLOI :

L'effectif total de notre Société était de 8.343 personnes au 31 décembre 2008.

Effectif au 31/12/2007	Départs	Embauches	Effectif au 31/12/2008
8.327	472	488	8.343

Les 488 recrutements de l'année 2008 ont concerné toutes les catégories professionnelles ainsi que toutes les classes d'âge.

Le dispositif d'intégration des cadres "Journées ENVOL" s'est enrichi avec la mise en place de la seconde partie constituée par la visite de Bases Militaires Aériennes pour que les nouveaux collaborateurs rencontrent et échangent directement avec nos clients.

Notre accord d'entreprise sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes signé le 30 janvier 2007 vise notamment le développement de la mixité, la gestion de carrière et la conciliation de la vie professionnelle et de la vie familiale. En 2008, les embauches féminines ont concerné 22 % du total des embauches.

Par ailleurs, une action de formation sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes a

Rapport de gestion

du Conseil d'Administration

été déployée en 2008 auprès de l'ensemble des équipes Ressources Humaines.

Les actions conduites dans le cadre des relations avec l'enseignement se sont développées. Citons en particulier :

- le renouvellement de notre partenariat avec l'association "Elles bougent" pour la valorisation des métiers d'ingénieur au féminin,
- la prolongation sur un nouvel exercice du Défi Aérospatial Etudiant qui a pour objectif d'associer des équipes d'étudiants au projet d'avion de tourisme spatial mené par Jean-Pierre HAIGNERE.

De nombreuses interventions "métiers" sont également organisées dans les lycées professionnels, IUT, universités ou écoles d'ingénieurs. En parallèle, notre présence sur les forums ou des visites d'étudiants que nous organisons dans nos propres établissements aident le jeune à construire son projet professionnel.

Nous sommes également présents au travers des nombreux cours donnés dans les écoles par nos experts qui viennent ainsi compléter les cursus académiques par leur expérience professionnelle.

Au 31 décembre 2008, le nombre de salariés en contrat à durée déterminée est de 57, soit 0,68 % de l'effectif.

EMPLOI ET INSERTION DES TRAVAILLEURS HANDICAPÉS :

Les actions conduites dans le cadre de l'accord triennal (2007-2009) signé le 14 novembre 2006 avec les cinq organisations syndicales nous ont permis d'axer nos actions sur les aménagements de poste et l'ergonomie.

Nous avons embauché 9 handicapés en 2008 et accueilli 7 stagiaires handicapés.

Des aides financières et de nombreux parrainages ont été mis en œuvre en 2008 portant sur la formation, les adaptations du poste de travail, l'aménagement des locaux, les transports, le logement, les développements technologiques en faveur des personnes handicapées, les actions en faveur des éco-

les et des centres pour handicapés ainsi que vers le secteur protégé.

L'effort global de la Société s'établit à 565 unités face à une obligation d'emploi de 505.

ORGANISATION DU TEMPS DE TRAVAIL ET RÉMUNÉRATION :

Au 31 décembre 2008, le nombre de salariés en forfait de salaire sans référence horaire ou en forfait annuel défini en jours est de 4.154 personnes.

L'horaire effectif hebdomadaire moyen des personnels horaires est de 34,50 heures.

Le nombre de salariés à temps partiel s'établit au 31 décembre 2008 à 3,34% de l'effectif soit 279 personnes.

L'absentéisme moyen est de 3,39% des jours travaillés.

La rémunération annuelle garantie 2008 est de 20.424 Euros.

L'évolution annuelle moyenne des salaires des présents/présents est de 4,47 %.

Les salaires bruts annuels (en Euros) des effectifs présents/présents se répartissent comme suit :

	1er décile	1er quartile	médiane	3ème quartile	9ème décile
2008	26.086	30.132	38.967	55.461	78.395

Au titre de l'exercice 2008, le montant de la participation et l'intéressement moyen par salarié bénéficiaire sera respectivement de 14.205 et 1.629 Euros.

En outre, 30.070.062 Euros ont été versés aux Comités d'Établissement au titre des activités sociales (5% de la masse salariale) ou ont fait l'objet de dépenses sociales diverses : transport, logement, restauration...



NÉGOCIATIONS SOCIALES :

Le programme de concertation et de négociations avec les organisations syndicales s'est poursuivi.

Ainsi en 2008 ont été signés, outre l'accord annuel sur les salaires et l'organisation du temps de travail, les accords d'entreprises portant sur :

- le plan d'épargne d'Entreprise (PEE),
- le déblocage exceptionnel de la participation,
- le compte épargne temps,
- le plan d'épargne pour la retraite collectif (PERCO),
- les frais de santé des cadres et des non cadres,
- le rôle, les moyens et la carrière des représentants du personnel.

Par ailleurs, des groupes de travail ont été mis en place afin d'approfondir, avant négociation, la connaissance des sujets concernant notamment la carrière des représentants du personnel, le PERCO, le PEE, les dotations des Comités d'Établissement et le nettoyage des vêtements de travail.

DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES ET FORMATION :

Nous avons poursuivi, au cours de l'année 2008, la démarche de modernisation de nos politiques de développement des Ressources Humaines, initiée dès le début 2000.

Nos actions, avec pour objectif central de contribuer à accroître la performance de l'entreprise, ont permis de maintenir et de développer le niveau de compétences des collaborateurs en tenant compte d'une part des aspirations individuelles et collectives et d'autre part de l'environnement socio-économique de l'entreprise.

Engagés sur le long terme, certains projets commencent à porter leurs fruits. Ainsi :

- dans le cadre du projet Maîtrise des compétences Société, 97 % des personnels sont aujourd'hui affectés au référentiel des métiers/fonctions de l'entreprise,

- la mobilité professionnelle, outil indispensable, permet de satisfaire aux besoins en ressources de l'entreprise et répond aux souhaits du personnel,
- le transfert des savoirs et des savoir-faire opérationnels au travers du Conservatoire des métiers Dassault (dont le catalogue des formations s'enrichit de façon continue) est déployé dans tous les établissements,
- une culture managériale axée sur une communication de proximité de bonne qualité est diffusée au travers de nombreux séminaires de l'Institut DASSAULT,
- le déploiement du séminaire de formation nommé "DASSAULT Classe Affaires" véhiculant la "culture Client", favorise les réflexes d'ordre commercial et juridique dès la première phase de nos projets,
- la poursuite de nos investissements en matière de formation professionnelle continue répond aux besoins opérationnels des collaborateurs. Elle représente un effort financier équivalent à 3,80 % de la masse salariale pour 190.979 heures de formation.

L'Institut DASSAULT s'est enrichi d'un nouveau dispositif : les "journées CréAction". Ce séminaire réunit le personnel d'encadrement des pôles études de la société, depuis la conception jusqu'à l'après-vente, pour favoriser les échanges entre métiers, découvrir un établissement de production, proposer des démarches innovantes sur des thèmes proches des métiers au quotidien et échanger directement avec la Direction Générale.

Au cours de l'année 2008, 525 stagiaires, bénéficiant de conventions de stages, ont été accueillis par l'ensemble des directions de l'entreprise.

La taxe d'apprentissage s'élève à 3.165.623 Euros.

La communication et l'information à caractère social ont été poursuivies via notamment l'outil Deltanet qui offre à chaque collaborateur des informations en temps réel relevant de l'organisation de la vie courante dans l'entreprise. Les traditionnelles rencontres "Direction/Encadrement/Collaborateurs/Organisations Syndicales" se sont poursuivies, illustrant

Rapport de gestion

du Conseil d'Administration

ainsi le mode de communication direct que l'entreprise entend développer.

SANTÉ - SÉCURITÉ :

L'entreprise a décidé de se doter d'un système de management de la santé et de la sécurité au travail en créant des fonctions centrales dans ces domaines.

Dans ce cadre, DASSAULT AVIATION a mis en place un logiciel d'évaluation des risques professionnels commun à l'ensemble des établissements qui permettra également d'intégrer un logiciel médical.

Au cours de l'année, le nombre d'accidents avec arrêt de travail a été de 181 correspondant à un taux de fréquence ⁽¹⁾ de 14,44 et d'un taux de gravité ⁽²⁾ de 0,43.

Par ailleurs, 11 maladies professionnelles ont été reconnues par la Sécurité Sociale en 2008.

(1) accidents du travail avec arrêt x 1 000 000
heures travaillées

(2) journées perdues par incapacité temporaire x 1 000
jours travaillés

ENVIRONNEMENT :

CONTEXTE

En cohérence avec son adhésion au Pacte mondial de l'ONU, DASSAULT AVIATION a procédé, entre 2003 et 2005, à la certification de tous ses sites selon la norme ISO 14001 relative aux systèmes de management environnemental.

Nous avons ensuite décidé de consolider notre démarche environnementale en mettant en place un système de management global Société, certifié selon la norme ISO 14001 en 2007.

FILIALES À L'ÉTRANGER

Le site industriel principal de notre filiale américaine, DASSAULT FALCON JET, spécialisé dans l'aménagement commercial des FALCON, est également certifié ISO 14001.

PRINCIPALES RÉALISATIONS

Nos principales réalisations en 2008 en matière de protection et/ou d'amélioration de l'environnement ont été les suivantes :

- maintien de la certification du Système de Management Environnemental Société selon la norme ISO 14001 suite à l'audit de suivi en avril 2008,
- démarrage, à la suite de l'adoption du projet CLEAN SKY par le Parlement européen, dont l'objet est de développer des technologies pour l'avion « vert » des années 2020, des activités liées à la plateforme « Ecodesign » dont DASSAULT AVIATION est co-responsable, ainsi que des activités de la plateforme « Smart Fixed Wing Aircraft » pour laquelle DASSAULT AVIATION est fortement impliqué,
- préparation à la nouvelle réglementation REACH,
- démarche de sensibilisation à l'environnement pour nos sous-traitants industriels,
- mise en place de dispositions pour la gestion des équipements contenant des radionucléides.

ORGANISATION INTERNE DE LA SOCIÉTÉ EN MATIÈRE D'ENVIRONNEMENT

- **Le Système de Management Environnemental des sites DASSAULT AVIATION (SME Établissement)**

Le SME de chaque site repose principalement sur les fonctions qualité et environnement, cette dernière représentant la Direction auprès des autorités compétentes locales.

Un réseau de correspondants environnement soutient l'encadrement des sites afin de relayer sur le terrain les consignes, analyses et plans d'actions.

- **Le Système de Management Environnemental de DASSAULT AVIATION (SME Société)**

La Direction Générale de la Qualité Totale (DGQT) pilote le SME Société. Elle propose la



politique environnementale, coordonne les actions des sites et des directions centrales.

La DGQT définit également le référentiel. Elle met à disposition des outils opérationnels communs et donne aux responsables environnement des sites ou aux correspondants des directions centrales des directives alignées sur les meilleures pratiques internes ou externes.

Enfin, la DGQT est chargée d'établir des bilans Société en vue de la définition des axes de progrès Société.

- **Maîtrise des risques environnementaux**

Nos sites industriels sont soumis à la législation sur les Installations Classées Pour l'Environnement (ICPE).

Leur classement est représentatif du niveau de risque :

- faible (déclaration) : Martignas et Saint-Cloud,
- moyen (autorisation) : Argenteuil, Argonay, Biarritz, Istres, Mérignac et Seclin,
- fort (autorisation/Seveso seuil bas) : Poitiers, pour lequel une analyse des risques très poussée est en place.

Nos sites industriels ont, ces dernières années, réalisé des progrès significatifs pour la maîtrise des risques environnementaux :

- analyse exhaustive de leurs risques,
- mise en place d'un plan de réaction aux situations d'urgence,
- exercices de simulation d'accidents.

- **Sensibilisation du personnel**

La quasi-totalité du personnel de DASSAULT AVIATION et des entreprises extérieures travaillant sur nos sites et ayant des activités à impacts environnementaux a été sensibilisée à l'environnement.

PERFORMANCES ENVIRONNEMENTALES

- **Tableau de bord environnement**

Nous avons mis en place un tableau de bord des impacts au niveau Société (consommations de ressources, rejets, déchets, ...).

Chaque site :

- décline localement les indicateurs du tableau de bord Société,
- définit des indicateurs spécifiques pertinents pour ses activités.

Les indicateurs de chaque site sont examinés lors des revues de direction environnementale périodiques, auxquelles assistent des représentants de la DGQT.

- **Consommation de ressources / énergie**

Outre le kérosène employé pour les essais en vol, l'énergie utilisée par DASSAULT AVIATION sur ses différents sites provient aujourd'hui à 53 % de l'électricité, à 46 % du gaz et à 1 % de combustibles liquides (fuel, gazole).

Année	Téra Joules			
	Électricité	Gaz	Fuel	Total
1998	322	321	98	741
2007	350	279	11	640
2008	351	308	6	665

Malgré l'augmentation significative de la charge de production, la consommation énergétique globale reste stable grâce aux programmes d'économie d'énergie réalisés par les sites.

L'électricité est utilisée principalement pour l'éclairage des sites, la climatisation des locaux et pour certains procédés (traitements thermiques, fabrication de composites, ...).

Le gaz fournit l'énergie nécessaire au chauffage des locaux, mais aussi à la mise en œuvre de certains procédés (traitement de surface et ateliers de peinture).

Rapport de gestion

du Conseil d'Administration

Nous avons très fortement diminué depuis 1998 la consommation de fuel au profit d'énergies moins polluantes pour l'air. Les capacités de stockage de fuel qui demeurent sont surtout dédiées au fonctionnement des générateurs électriques de secours.

- **Consommation de ressources / Eau**

L'eau utilisée sur nos sites de production provient des réseaux d'alimentation publique, de pompes en nappe et de récupération des eaux pluviales.

Année	Milliers m ³		
	Eau de ville	Eau de nappe	Total
1998	463	271	734
2007	174	77	251
2008	171	43	214

La diminution significative de la consommation d'eau depuis 1998 est notamment due aux efforts de maîtrise des eaux utilisées pour le refroidissement, la restauration, les sanitaires et l'arrosage des espaces verts (installation de circuits fermés, campagne de détection de fuite, rationalisation de la consommation...). La baisse de la consommation d'eau de nappe en 2008 est liée à l'arrêt d'une pompe à chaleur sur l'établissement d'Istres.

- **Matières premières et autres produits**

Les structures d'avions sont principalement constituées d'aluminium qui est recyclé. Les matériaux composites, les peintures et mastics entrent également dans leur composition. Parmi les consommables, nous utilisons des acides et des bases (bains de traitement de surface), des huiles d'usinage et également des solvants de dégraissage, essentiellement non halogénés.

- **Solvants et rejets associés**

Le tableau ci-dessous illustre l'évolution de la consommation globale de solvants sur nos sites.

Année	Tonnes		
	Non halogénés	Halogénés	Total
2000	144	118	262
2007	119	11	130
2008	129	8	137

Malgré l'augmentation de la charge de production par rapport à 2000, la consommation de solvants baisse, en particulier celle des solvants halogénés. Cette performance est liée au remplacement de ces solvants (par exemple trichloréthylène) par d'autres substances telles que les produits lessiviels à base aqueuse.

Nos sites rejettent, de façon diffuse ou canalisée, des Composés Organiques Volatils (COV) liés aux procédés de dégraissage et d'application de peinture. Les émissions de COV ont baissé d'environ 50 % depuis 2000.

- **Autres rejets atmosphériques**

Les émissions atmosphériques proviennent également des installations classiques de combustion (chaudières et groupes de secours), ainsi que des essais effectués sur les avions.

Ces activités génèrent des rejets de dioxyde de carbone (CO₂), de dioxyde de soufre (SO₂) et d'oxydes d'azote (NO_x).

Année	Kilo Tonnes de CO ₂		
	hors kérosène	part kérosène	Total
1998	26	23	49
2007	17	19	36
2008	18	18	36

Année	Tonnes de SO ₂		
	hors kérosène	part kérosène	Total
1998	17	3	20
2007	0	3	3
2008	0	3	3

Année	Tonnes de NO _x		
	hors kérosène	part kérosène	Total
1998	39	50	89
2007	21	43	64
2008	22	40	62

L'évolution de la répartition des consommations énergétiques vers une part plus importante des énergies « propres » se traduit par une diminution des rejets d'oxydes d'azote et surtout par la quasi disparition des rejets de dioxyde de soufre, en dehors de ceux liés à l'activité aérienne.

- **Rejets aqueux**

Les principaux rejets d'eaux résiduelles industrielles proviennent des activités de traitement de surface.

Afin de prévenir le rejet de métaux lourds dans le milieu naturel, et d'assurer leur conformité à la réglementation, les sites de production concernés sont équipés de stations de détoxification.

Des indicateurs spécifiques montrent que les flux en polluants contenus dans les eaux de traitement de surface en sortie de station d'épuration sont nettement inférieurs aux valeurs limites fixées par les réglementations nationales et locales.

Afin d'empêcher toute pollution pouvant résulter d'un dépotage accidentel ou d'un incendie, nos établissements se sont équipés de séparateurs d'hydrocarbures et de zones de dépotages spécifiques. Ils ont mis en place des bassins de confinement des eaux d'extinction d'incendie.

- **Déchets**

Les déchets générés par nos usines se répartissent en deux grandes catégories : les Déchets Industriels Banals ou DIB (papier, carton, ferraille, etc.) et les Déchets Industriels Dangereux ou DID (huiles, boues d'hydroxydes métalliques, solvants, emballages souillés, etc.).

Notre production globale de déchets est présentée dans le tableau ci-après :

Année	Tonnes		
	Non Dangereux	Dangereux	Total
2005	4.919	2.184	7.103
2007	6.298	2.217	8.515
2008	6.518	2.108	8.626

L'augmentation du tonnage des déchets est liée à la montée des cadences de production. Ces déchets sont générés essentiellement par les activités suivantes :

Année	Tonnes			
	Traitement Surface	Huile	Métaux Usinage	Total
2005	989	423	2.251	3.663
2007	1.177	255	3.077	4.704
2008	997	200	3.843	5.040

- **Bruit et vibrations**

Les éléments bruyants sont autant que possible placés à l'intérieur des bâtiments, et les appareils susceptibles de générer des vibrations sont montés sur des massifs béton équipés de plots antivibratiles.

Les mesures de bruit effectuées ne font pas ressortir de nuisance sonore significative.

La gestion des vols et essais sols est faite de façon à minimiser l'impact sonore sur le voisinage.

Rapport de gestion

du Conseil d'Administration

- **Trafic**

La rationalisation industrielle effectuée ces dernières années a été l'occasion d'une optimisation économique et environnementale des transports inter-établissements.

Les transports de produits chimiques et de déchets dangereux représentent une faible part du trafic de poids-lourds généré par les sites de production.

- **Odeurs**

Nos sites ne sont à l'origine d'aucune nuisance olfactive significative pour le voisinage.

LE COÛT DE L'ENVIRONNEMENT

- **Dépenses engagées pour prévenir les conséquences de l'activité de la Société sur l'environnement**

L'effort d'investissement pour l'environnement engagé par DASSAULT AVIATION en 2008 s'élève à 3,3 millions d'euros. 0,7 million d'euros ont été consacrés à des études en matière de risques, d'impacts et de conformité réglementaire.

- **Domages causés à l'environnement**

DASSAULT AVIATION n'a jamais été, par décision de justice, condamnée pour pollution ni contrainte de verser des indemnités en réparation de dommages causés à l'environnement.

Le site d'Anglet a été soumis en 2006 à un arrêté préfectoral lui prescrivant une analyse d'impact et une étude de traitement pour une pollution historique de la nappe phréatique (chrome et solvants halogénés). La Société a donc procédé à une évaluation des risques sanitaires potentiels liés à la pollution historique qui a migré à l'extérieur du site. Elle a mis en œuvre fin 2007 un traitement de la pollution, conformément à un arrêté préfectoral de juin 2007. Un arrêté municipal de la commune d'Anglet a rappelé l'interdiction d'usage des eaux souterraines. L'installation de traitement a depuis démontré son efficacité et la Société met en place un plan de gestion pour encadrer cette dépollution.

- **Montant des provisions et garanties financières**

DASSAULT AVIATION n'a pas passé de provisions en matière d'environnement et ne se trouve pas soumise au dépôt de garanties financières en vertu des arrêtés préfectoraux actuels d'autorisation d'exploiter.

Rappelons qu'en complément de son contrat d'assurance responsabilité civile exploitation générale (1,5 millions d'euros pour les risques d'atteinte à l'environnement), la Société a mis en place une garantie multirisques environnement à hauteur de 8 millions d'euros.

LES PRIORITÉS ET LES AXES DE PROGRÈS

Nos priorités 2009 en matière d'environnement seront de :

- consolider notre certification ISO 14001 globale Société,
- poursuivre la prise en compte de l'environnement dans la conception de nos nouveaux produits,
- mettre en place l'organisation nécessaire à la mise en œuvre du règlement REACH.

INFORMATION DES ACTIONNAIRES :

STRUCTURE DU CAPITAL

Le capital social de la Société s'élève à 81.007.176 Euros. Il est divisé en 10.125.897 actions d'une valeur nominale de 8 Euros chacune. Elles sont cotées sur le marché "Euronext Paris".

L'actionnariat de DASSAULT AVIATION est le suivant au 31 décembre 2008 :

Actionnaires	Nombre d'actions	Pourcentage du capital et des droits de vote
GIMD	5.118.240	50,55 %
EADS France	4.690.307	46,32 %
Public	317.350	3,13 %
TOTAL	10.125.897	100,00 %

RENSEIGNEMENTS SUR L'ACTIONNARIAT ET LES DROITS DE VOTE

Au 31 décembre 2008, 5.600 actions (soit 0,06 % du capital) étaient détenues par l'un des Fonds Commun de Placement d'Entreprise dont les membres sont des salariés ou d'anciens salariés de la Société.

Les statuts de la Société ne comportent aucune restriction à l'exercice des droits de vote et aux transferts d'actions.

Il n'existe pas de pacte d'actionnaires entre GIMD et EADS France.

Les participations directes ou indirectes dans le capital de la Société dont elle a connaissance en vertu des articles L 233-7 et L 233-12 du Code de Commerce sont celles mentionnées dans le tableau ci-dessus. La Société ne détient pas d'actions d'autocontrôle.

Aucun actionnaire ne bénéficie de droit de contrôle spécial. Notamment, il n'existe pas de système d'actionariat du personnel lui permettant un contrôle particulier.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Les règles applicables à la nomination et au remplacement des membres du Conseil d'Administration et aux modifications statutaires sont celles prévues par la législation en vigueur.

Les pouvoirs du Conseil d'Administration sont ceux prévus par la législation en vigueur. Il ne bénéficie d'aucune autorisation pour émettre des actions nouvelles ou racheter des actions de la Société.

ACCORDS CONCLUS PAR LA SOCIÉTÉ

La Société n'a pas conclu d'accord significatif qui serait modifié ou prendrait fin automatiquement en cas de changement de contrôle de la Société.

Cependant, dans un tel cas, les marchés classés défense nationale conclus avec l'Etat français feraient l'objet d'un réexamen par le Ministère français de la Défense et ce dernier pourrait exiger que tout ou partie de ces marchés soit transféré à une autre société française pour des raisons d'intérêt national.

Il n'existe pas d'accord prévoyant des indemnités :

- pour les membres du Conseil d'Administration en cas de démission ou de révocation,
- pour les salariés, s'ils démissionnent ou sont licenciés sans cause réelle ou sérieuse ou si leur emploi prend fin en raison d'une offre publique, au-delà de ce que prévoit la convention collective.

MODALITÉ D'EXERCICE DE LA DIRECTION GÉNÉRALE :

L'Assemblée Générale Mixte Ordinaire Annuelle et Extraordinaire du 25 avril 2002 a mis les statuts de la Société en conformité avec la Loi du 15 mai 2001 sur les Nouvelles Régulations Economiques.

Le Conseil d'Administration, réuni à l'issue de cette Assemblée, a décidé que la Direction Générale de la Société est assurée par le Président du Conseil d'Administration, Monsieur Charles EDELSTENNE.

MANDATS ET FONCTIONS EXERCÉS PAR LES MANDATAIRES SOCIAUX EN 2008 DANS D'AUTRES SOCIÉTÉS :

PRÉSIDENT D'HONNEUR ET ADMINISTRATEUR :

Serge DASSAULT

Début et fin de mandat : AG 2003 - AG 2009

Nombre d'actions DASSAULT AVIATION détenues : 25

Mandats et fonctions dans d'autres sociétés :

- Président :
 - . Groupe Industriel Marcel Dassault SAS
 - . Groupe Figaro SAS
 - . Rond-Point Immobilier SAS
 - . Cleanova Systèmes SAS
- Président-Directeur Général :
 - . Socpresse SA
- Président du Conseil d'Administration :
 - . Société du Figaro SA
- Directeur Général :
 - . Château Dassault SAS

Rapport de gestion

du Conseil d'Administration

- Administrateur :
 - . Dassault Développement SA
 - . Société de véhicules électriques SAS
 - . Dassault Falcon Jet Corporation (États-Unis)
 - . Dassault International Inc. (États-Unis)
- Gérant :
 - . Rond-Point Investissements SARL
 - . Société Civile Immobilière de Maison Rouge
 - . Société Civile TVES
 - . S.C.I. des Hautes Bruyères

PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL :

Charles EDELSTENNE

Début et fin de mandat : AG 2003 - AG 2009
Nombre d'actions DASSAULT AVIATION détenues : 25

Mandats et fonctions dans d'autres sociétés :

- Président du Conseil d'Administration :
 - . Dassault Systèmes SA
- Membre du Conseil de Surveillance :
 - . Groupe Industriel Marcel Dassault SAS
- Administrateur :
 - . Carrefour SA
 - . Sogitec Industries SA
 - . SABCA (Belgique)
- Chairman :
 - . Dassault Falcon Jet Corporation (États-Unis)
- Président :
 - . Dassault International Inc. (États-Unis)
- Gérant :
 - . Sociétés Civiles ARIE, ARIE 2
 - . Sociétés Civiles NILI, NILI 2

ADMINISTRATEURS :

Olivier ANDRIES

Début et fin de mandat : 29.08.2007 - 28.02.2008
Nombre d'actions DASSAULT AVIATION détenues : 25

Mandats et fonctions dans d'autres sociétés :

- Directeur de la Coordination stratégique :
 - . EADS NV (jusqu'au 28/02/2008)

Olivier DASSAULT

Début et fin de mandat : AG 2003 - AG 2009
Nombre d'actions DASSAULT AVIATION détenues : 25

Mandats et fonctions dans d'autres sociétés :

- Président :
 - . Dassault Communications SAS
- Vice-Président :
 - . Valmonde et Cie SA
- Administrateur :
 - . Socpresse SA
 - . Société du Figaro SA
 - . Valmonde et Cie SA
- Président du Conseil de Surveillance :
 - . Journal des Finances SA
- Membre du Conseil de Surveillance :
 - . Groupe Industriel Marcel Dassault SAS
 - . Rubis SA
- Gérant :
 - . SCI ROD SPONTINI

Louis GALLOIS

Début et fin de mandat : 14.02.2007 - 26.11.2008
Nombre d'actions DASSAULT AVIATION détenues : 25

Mandats et fonctions dans d'autres sociétés :

- Chief Executive Officer
 - . EADS N.V. (Pays-Bas)
 - . EADS PARTICIPATIONS B.V. (Pays-Bas)
- Président :
 - . EADS FRANCE SAS (France)
- Administrateur :
 - . SOGEP SA (France)
- Membre du Conseil de Surveillance :
 - . CIE GENERALE DES ETS MICHELIN SA (France)



Philippe HUSTACHE*Début et fin de mandat : AG 2003 - AG 2009**Nombre d'actions DASSAULT AVIATION détenues : 50***Mandats et fonctions dans d'autres sociétés :**

- Conseiller du Président
 - . Groupe Industriel Marcel Dassault SAS
- Membre du Conseil de Surveillance :
 - . Groupe Industriel Marcel Dassault SAS

Denis KESSLER*Début et fin de mandat : AG 2003 - AG 2009**Nombre d'actions DASSAULT AVIATION détenues : 25***Mandats et fonctions dans d'autres sociétés :**

- Président-Directeur Général :
 - . SCOR SE
- Administrateur :
 - . BNP Paribas SA
 - . Bolloré SA
 - . Cogedim SAS (2)
 - . INVESCO Ltd (US)
 - . DEXIA SA (Belgique)
 - . SCOR Global Life SE
 - . SCOR Canada Reinsurance Company (Canada)
- Censeur :
 - . FINANCIERE ACOFI SA
 - . Gimar Finance et Cie SCA
- Président :
 - . SCOR Global P & C SE
 - . SCOR Holding (SWITZERLAND) AG (Suisse)
 - . SCOR Reinsurance Company (États-Unis)
 - . SCOR US Corporation (États-Unis)
 - . SCOR Global Life US Re Insurance Company (États-Unis)
 - . SCOR Global Life Re Insurance Company of Texas (États-Unis)
- Membre du Conseil de Surveillance :
 - . YAM INVEST N.V. (Pays Bas)

Henri PROGLIO*Début et fin de mandat : AG 2008 - AG 2014**Nombre d'actions DASSAULT AVIATION détenues : 25***Mandats et fonctions dans d'autres sociétés :**

- Président-Directeur Général :
 - . VEOLIA Environnement SA
- Président du Conseil d'Administration :
 - . VEOLIA Propreté SA
 - . VEOLIA Transport SA
 - . VEOLIA Water SA
- Président :
 - . Campus VEOLIA SAS
- Administrateur :
 - . EDF SA
 - . CNP Assurances SA
 - . SARP Industries SA
 - . DALKIA International SA
 - . Société des Eaux de Marseille SA
 - . VEOLIA ES Australia
 - . VEOLIA Transport Australasia (Australie)
 - . VEOLIA Environmental Services (UK) PLC
 - . SIRAM (Italie)
 - . VEOLIA Transport Northern Europe (Suède)
 - . VEOLIA ES North America Corp (États-Unis).
- Gérant :
 - . VEOLIA EAU - Cie Générale des Eaux SCA
- Président du Conseil de Surveillance :
 - . DALKIA France SCA
- Membre du Conseil de Surveillance :
 - . NATIXIS SA
 - . LAGARDERE SCA
- Membre des Conseils de Surveillance A et B :
 - . DALKIA SAS
- Censeur au Conseil de Surveillance :
 - . Caisse Nationale des Caisses d'Épargne SA

Rapport de gestion

du Conseil d'Administration

Bruno REVELLIN-FALCOZ

Début et fin de mandat : AG 2002 - 23.04.2008
Nombre d'actions DASSAULT AVIATION détenues : 37

Pas de mandats ni de fonctions dans d'autres sociétés.

Pierre-Henri RICAUD

Début et fin de mandat : AG 2004 - AG 2010
Nombre d'actions DASSAULT AVIATION détenues : 25

Mandats et fonctions dans d'autres sociétés :

- Gérant :
 . PRAGMA (France)

RÉMUNÉRATION DES MANDATAIRES SOCIAUX EN 2008 :

RÉMUNÉRATION DU PRÉSIDENT D'HONNEUR :

- Au titre de GIMD qui contrôle DASSAULT AVIATION :

M. Serge DASSAULT a perçu une rémunération annuelle brute de 400.000 Euros et 20.000 Euros de jetons de présence.

Il a bénéficié d'une voiture de fonction.

- Au titre de DASSAULT AVIATION :

M. Serge DASSAULT, Administrateur, a perçu :
- 22.000 Euros de jetons de présence au Conseil d'Administration et
- 9.148 Euros de rémunération annuelle brute pour sa mission de Conseiller.

Il a bénéficié de la mise à disposition d'un chauffeur pour l'accomplissement de sa mission précitée de Conseiller.

Il a également eu droit au remboursement de ses frais engagés dans l'intérêt de la Société dans le cadre de cette mission.

- Au titre des sociétés françaises et étrangères contrôlées par DASSAULT AVIATION au sens de l'article L 233-16 du Code de Commerce

(i.e. sociétés comprises dans le périmètre de consolidation) :

M. Serge DASSAULT n'a pas reçu de rémunération, de jeton de présence, ni bénéficié d'avantages en nature.

RÉMUNÉRATION DU PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL :

- Au titre de GIMD qui contrôle DASSAULT AVIATION :

M. Charles EDELSTENNE a perçu 20.000 Euros de jetons de présence.

- Au titre de DASSAULT AVIATION :

M. Charles EDELSTENNE a perçu une rémunération annuelle brute au titre de ses fonctions de Président-Directeur Général de 667.170 Euros.

Il a bénéficié d'une voiture de fonction avec chauffeur et du remboursement de ses frais réels exposés dans le cadre de ses fonctions.

En outre, il a perçu 44.000 Euros de jetons de présence au Conseil d'Administration (double jeton).

Dans le cadre de son mandat actuel se terminant avec l'assemblée statuant sur les comptes 2008, M. Charles EDELSTENNE :

- aura droit, à son départ en retraite (son contrat de travail ayant été suspendu lorsqu'il est devenu Président-Directeur Général), à une indemnité de départ et à une retraite selon les règles Société applicables aux salariés de sa catégorie.

- s'est également vu attribuer par le Conseil d'Administration, un complément annuel de pension de retraite égal à 3 % de sa rémunération annuelle brute à la date de son départ en retraite multiplié par le nombre d'années pendant lequel il aura été P-DG et plafonné de telle façon que l'ensemble de ses pensions de retraite ne dépasse pas 60 % de sa dernière rémunération annuelle brute.

Ces éléments seront revus dans le cadre de l'application des recommandations AFEP/MEDEF sous réserve de son renouvellement comme Président-Directeur Général.

- Au titre des sociétés françaises et étrangères contrôlées par DASSAULT AVIATION :

M. Charles EDELSTENNE n'a pas reçu de rémunération, de jeton de présence, ni bénéficié d'avantages en nature.

RÉMUNÉRATION DES AUTRES ADMINISTRATEURS :

- Au titre de GIMD qui contrôle DASSAULT AVIATION :

MM. Olivier DASSAULT et Philippe HUSTACHE ont perçu chacun 20.000 Euros de jetons de présence.

- Au titre de DASSAULT AVIATION :

MM. Olivier DASSAULT, Philippe HUSTACHE, Louis GALLOIS, Denis KESSLER et Pierre-Henri RICAUD ont perçu chacun 22.000 Euros de jetons de présence au Conseil d'Administration.

MM. Olivier ANDRIES, Henri PROGLIO et Bruno REVELLIN-FALCOZ ont perçu respectivement 8.643 Euros, 9.594 Euros et 12.406 Euros de jetons de présence au Conseil d'Administration.

- Au titre des sociétés françaises et étrangères contrôlées par DASSAULT AVIATION :

Les huit Administrateurs précités n'ont pas reçu de rémunération, de jeton de présence, ni bénéficié d'avantages en nature.

ADHESION AUX RECOMMANDATIONS AFEP/MEDEF

La Société a adhéré le 18 décembre 2008 aux recommandations de l'AFEP et du MEDEF sur la rémunération des Dirigeants mandataires sociaux.

Concernant M. EDELSTENNE, ces recommandations s'appliqueront lors du Conseil qui va suivre l'Assemblée afin de statuer sur son éventuel renouvellement comme Président-Directeur Général.

REMUNERATIONS ATTRIBUEES AU PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL

Tableau 1

Synthèse des rémunérations, options et actions (en euros) attribuées à M. Charles Edelstenne, Président-Directeur Général		
	2007	2008
Rémunérations dues au titre de l'exercice (détail au tableau 2)	688.553	717.173
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	-	-
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice	-	-
TOTAL	688.553	717.173

Tableau 2

Détail des rémunérations (en euros) de M. Charles Edelstenne, Président-Directeur Général		
	Montants au titre de l'exercice 2007	Montants au titre de l'exercice 2008
- rémunération fixe	638.550	667.170
- rémunération variable	-	-
- rémunération exceptionnelle	-	-
- jetons de présence	44.000	44.000
- avantages en nature	6.003	6.003
TOTAL	688.553	717.173

Rapport de gestion

du Conseil d'Administration

JETONS DE PRESENCE ALLOUES AUX ADMINISTRATEURS PAR LA SOCIETE

Jetons de présence (en euros)		
Membres du Conseil	Versés en 2007	Versés en 2008
Serge Dassault	22.000	22.000
Charles Edelstenne	44.000	44.000
Olivier Andries	1.955	8.643
Olivier Dassault	22.000	22.000
Louis Gallois	13.750	22.000
Philippe Hustache	22.000	22.000
Denis Kessler	22.000	22.000
Henri Proglio	-	9.594
Bruno Revellin-Falcoz	22.000	12.406
Pierre-Henri Ricaud	22.000	22.000
TOTAL	191.705	206.643

PERSPECTIVES D'AVENIR :

Le Chiffre d'Affaires 2009 de la Société Mère devrait être de l'ordre de 3 Milliards d'Euros.

OBJET DES RÉSOLUTIONS :

Les résolutions ordinaires soumises à votre vote portent sur :

- l'approbation des comptes annuels,
- l'approbation des comptes consolidés,
- l'approbation des conventions visées dans le Rapport Spécial des Commissaires aux comptes, soit :
 - les modalités de celles antérieures à 2008 dont l'exécution s'est poursuivie en 2008,

- les nouveaux baux relatifs à la location auprès de GIMD et de deux de ses filiales immobilières de locaux, terrains et installations industrielles qui ont remplacé, avec effet au 1er janvier 2008, ceux signés en 2006, étant précisé que GIMD a accepté de geler la formule de révision du loyer pour 2008, générant une économie de 1,3 millions d'euros,

- le quitus de gestion aux Administrateurs,
- l'affectation des résultats,
- le renouvellement du mandat de cinq Administrateurs : MM. Serge DASSAULT, Charles EDELSTENNE, Olivier DASSAULT, Philippe HUSTACHE et Denis KESSLER,
- la ratification de la nomination de M. Alain GARCIA comme nouvel Administrateur.

La résolution à caractère extraordinaire répond aux dispositions de l'article L 225-129-6 alinéa 2 du Code de Commerce. Celles-ci prévoient que lorsque le rapport de gestion à l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle constate que les actions détenues par les salariés de la Société ou de celles qui lui sont liées au sens de l'article L 225-180 du Code de Commerce représentent moins de 3 % du capital social, une Assemblée Générale Extraordinaire (AGE) doit être convoquée tous les trois ans pour se prononcer sur un projet de résolution tendant à réaliser une augmentation de capital réservée aux adhérents du Plan d'Épargne d'Entreprise ou de Groupe.

DASSAULT AVIATION ayant un actionariat salarié inférieur à 3 % et tenu une telle AGE le 20 avril 2006 doit donc, pour se conformer à ces dispositions, vous demander de vous prononcer à nouveau sur un projet de résolution concernant une augmentation de capital réservée aux salariés adhérents au Plan d'Épargne d'Entreprise, la liste des bénéficiaires étant arrêtée par le Conseil d'Administration sur délégation de l'Assemblée.

Le Conseil d'Administration estime que ce dispositif d'ouverture du capital aux salariés est inadapté à l'actionariat de la Société.

Dès lors, cette résolution vous est présentée pour satisfaire aux dispositions légales précitées mais le Conseil vous invite donc à rejeter purement et simplement cette résolution.



Nous vous informons néanmoins, en application des articles R 225-113 et R 225-114 du Code du Commerce, que :

- les indications sur la marche des affaires sociales pendant l'exercice précédent et depuis le début de l'exercice en cours vous ont été données au début du présent Rapport,
- le montant maximal de l'augmentation de capital proposée est de 800.000 Euros,
- la suppression du droit préférentiel de souscription est motivée par la réservation de cette augmentation aux salariés précités,
- le prix de souscription sera déterminé dans les conditions définies à l'article L 3332-19 du Code du Travail.

CONCLUSION :

L'année 2008 restera dans notre histoire comme une année charnière, marquée par les premiers effets de la crise financière. Partie des États-Unis, cette crise se transforme en une dépression économique mondiale sans précédent. Comme tous les autres secteurs industriels, l'aéronautique entre dans une zone de turbulences.

L'impact de cette conjoncture sur notre activité Falcon est sensible depuis quelques mois déjà : baisse des ventes, annulations et reports de commandes, gel du marché des avions d'occasion. Nous devons dès à présent faire preuve de flexibilité et ajuster nos cadences de production à la nouvelle situation.

De plus, nous sommes toujours impactés par le niveau du dollar qui est loin de la parité équilibrée de 1 pour 1 qui nous mettrait sur un pied d'égalité avec nos concurrents nord-américains.

En ce qui concerne nos activités Défense, le Livre blanc a entériné le principe d'une aviation de combat française à 300 appareils, ce qui est cohérent avec le nombre de RAFALE prévu à terme. Mais ce terme s'éloigne puisque la Loi de Programmation Militaire 2009-2014 organise un étalement des livraisons. Il nous faut donc plus que jamais finaliser des contrats export. Nos équipes sont en discussion avec plusieurs pays et bénéficient du soutien sans faille du Président de la République.

Dans le domaine des drones, le programme nEURon avance de façon nominale, avec des premiers essais statiques très satisfaisants. Nous avons également pris position sur le segment des MALE en proposant à la France et à l'Espagne une solution en coopération avec THALES, INDRA et IAI.

Quelles que soient les évolutions à venir dans nos activités civiles et militaires, nous devons rester fermes sur nos exigences de compétitivité, de maîtrise des coûts, de flexibilité et d'innovation afin de nous adapter pour relever les défis qui nous attendent.

Pour 2009, nos principaux objectifs sont :

- d'obtenir la certification du FALCON 2000LX,
- d'ajuster la définition du SMS afin d'aboutir aux objectifs techniques et financiers que nous nous étions fixés,
- de poursuivre le développement de notre réseau de stations-services FALCON,
- de faire en sorte que le RAFALE remporte à l'export le succès qu'il mérite,
- de lancer les travaux de définition détaillée des systèmes et de la cellule équipée du nEURon,
- et, d'assurer la préparation du futur par nos études de concepts d'aéronefs, de développements technologiques et d'amélioration des processus.

Le Conseil exprime ses remerciements à l'ensemble du Personnel pour son efficacité et sa compétence dans la réalisation de nos programmes.

Le Conseil d'Administration

Rapport du Président du Conseil d'Administration

Mesdames et Messieurs les actionnaires,

Je vais vous rendre compte de la composition, des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'Administration ainsi que des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place par la Société.

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION :

ADMINISTRATEURS

Le Conseil d'Administration se compose de 8 membres disposant de l'expérience et de l'expertise nécessaires pour remplir leur mandat.

Durant l'exercice 2008, le Conseil d'Administration a constaté la démission de MM. Olivier ANDRIES et Louis GALLOIS.

L'Assemblée Générale du 23 avril 2008 a nommé M. Henri PROGLIO comme Administrateur, en remplacement de M. Bruno REVELLIN-FALCOZ.

Le Conseil d'Administration du 13 mars 2009 a coopté M. Alain GARCIA comme Administrateur, en remplacement de M. Louis GALLOIS, dernier Administrateur démissionnaire, pour la durée de son mandat. La ratification de cette nomination est soumise à l'Assemblée.

Le Conseil d'Administration est ainsi composé de Messieurs :

- Charles EDELSTENNE,
- Serge DASSAULT,
- Olivier DASSAULT,
- Alain GARCIA,
- Philippe HUSTACHE,
- Denis KESSLER,
- Henri PROGLIO,
- Pierre-Henri RICAUD.

CONDITIONS DE PRÉPARATION ET D'ORGANISATION DES TRAVAUX :

INFORMATIONS DES ADMINISTRATEURS

Pour s'assurer de la présence des Administrateurs, le Conseil d'Administration arrêtant les comptes semestriels fixe le calendrier des réunions du Conseil d'Administration de l'année suivante.

Les convocations aux séances du Conseil précisant l'ordre du jour sont généralement adressées aux Administrateurs entre 15 et 8 jours à l'avance.

Préalablement à chaque Conseil, je veille à ce que le dossier de la réunion soit communiqué à chaque Administrateur avec un délai suffisant.

ACTIVITÉ DU CONSEIL EN 2008

En 2008, le Conseil d'Administration s'est réuni quatre fois, le 20 février, le 27 août, le 26 novembre et le 18 décembre. Le taux moyen de participation au Conseil a été de 84 %.

Le Conseil d'Administration a veillé à la mise en œuvre des orientations décidées et contrôlé la marche générale de la Société. Il a en particulier :

- analysé le montant des prises de commandes, du carnet de commandes et du chiffre d'affaires,
- examiné les budgets en matière d'investissements technologiques autofinancés et d'investissements industriels,
- étudié la situation du plan de charges par rapport au potentiel industriel, le déroulement des programmes civils et militaires et la mise en œuvre de la politique sociale.

Rapport du Président du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration a, en outre :

- arrêté les comptes annuels et consolidés de l'exercice 2007,
- réuni les actionnaires en Assemblée Générale le 23 avril 2008
- arrêté les comptes du 1er semestre 2008,
- examiné les documents de gestion prévisionnelle en février 2008 et révisé le compte de résultat prévisionnel en août 2008,
- renouvelé l'autorisation annuelle donnée au Président-Directeur Général pour consentir des cautions, avals ou garanties,
- constaté la démission de deux administrateurs,
- approuvé une convention réglementée,
- approuvé le projet d'acquisition des actions THALES détenues par ALCATEL-LUCENT et GIMD,
- adhéré aux recommandations du MEDEF et de l'AFEP sur la rémunération des dirigeants mandataires sociaux,
- et arrêté les termes des communiqués financiers.

POUVOIRS DU PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL

Conformément aux dispositions de la loi NRE, la possibilité de dissocier les fonctions de Président du Conseil d'Administration de celles de Directeur Général a été introduite dans les statuts de la Société lors de l'Assemblée Générale du 25 avril 2002.

Le Conseil d'Administration du 25 avril 2002 a décidé que la Direction Générale de la Société est exercée par le Président du Conseil d'Administration.

Les pouvoirs du Président-Directeur Général ne sont pas limités par les statuts de la Société ou par le Conseil d'Administration.

PROCÉDURES DE CONTRÔLE INTERNE ET DE GESTION DES RISQUES :

OBJECTIFS DU CONTRÔLE INTERNE :

Les procédures de contrôle interne mises en place dans notre Société ont pour objet :

- de veiller à ce que la réalisation des opérations et les actes de gestion ainsi que les comportements des personnels s'inscrivent dans le cadre défini par la Direction Générale, les lois et règlements en vigueur, les valeurs et règles internes à notre Société,
- de vérifier que les informations données et les communications faites au Conseil d'Administration et aux Assemblées Générales d'Actionnaires sont fiables et reflètent avec sincérité l'activité de notre Société.

L'un des principaux objectifs de notre système de contrôle interne est de prévenir et maîtriser les risques résultant de l'activité de l'entreprise et les risques d'erreurs ou de fraudes, particulièrement dans le domaine comptable et financier. Comme tout système de contrôle, il ne peut cependant fournir une garantie absolue que ces risques soient totalement éliminés.

ENVIRONNEMENT ET ORGANISATION GÉNÉRALE DU CONTRÔLE INTERNE :

• **Documents de référence du contrôle interne**

Notre contrôle interne s'appuie sur les documents de référence suivants :

- la Charte d'Éthique qui définit nos valeurs et notre code de conduite,
- le Manuel Qualité décrivant les processus Société,
- le Manuel d'Organisation décrivant les missions et l'organisation de chaque Direction,
- pour les activités comptables et financières, le processus "Gérer les données économiques et financières" décrit dans le Manuel Qualité.

• **Acteurs du contrôle interne :**

Les principaux acteurs exerçant des activités de contrôle interne au sein de DASSAULT AVIATION sont les suivants :

- le Comité de Direction :

Il comprend les responsables des différentes fonctions de la Société (voir premières pages du rapport financier annuel). Il traite de tous les sujets concernant la marche et le fonctionnement de la Société dans ses différents aspects. Il se réunit chaque semaine.

Chaque membre de ce Comité assure le contrôle interne de sa fonction.

Les actions et recommandations décidées sont confiées à un ou plusieurs de ses membres avec un responsable désigné pour la coordination. Le secrétaire du Comité suit, à chaque ré-

union, l'avancement de ces actions jusqu'à leur réalisation effective.

- la Direction Générale de la Qualité Totale (DGQT) :

- au travers de la Direction de la Maîtrise des Risques :

Cette Direction a pour mission de s'assurer du bon fonctionnement du processus de gestion des risques associés aux programmes avions et aux produits. Elle identifie les risques critiques et assure la fonction d'alerte auprès de la Direction Générale.

- au travers du Système de Management de la Qualité (SMQ) :

Le pilotage du SMQ est assuré par la DGQT et s'appuie sur les Responsables Qualité-Contrôle des établissements et les Correspondants Qualité des Directions fonctionnelles.

Il fait l'objet d'un référentiel documentaire structuré rassemblant les descriptions de processus, les procédures et instructions qualité.

La surveillance du SMQ s'exerce au travers d'un programme d'audits internes, de bilans qualité et des revues de Direction.

- les Directions de Programmes à travers le Management de Programme :

Le Pilotage du Management de Programme est assuré par chaque Directeur de Programme rattaché au Président-Directeur Général. Il s'appuie sur les Responsables de Programme des Directions fonctionnelles.

Rapport du Président du Conseil d'Administration

- la Direction Générale des Affaires Économiques et Financières (DGAEF) au travers du Contrôle de gestion :

Le contrôle de gestion tant "structure" que "programmes", piloté par la DGAEF, assure en particulier la maîtrise du processus budgétaire.

Il est constitué d'un réseau de contrôleurs de gestion dans toutes les Directions de la Société. La DGAEF organise des revues budgétaires trimestrielles permettant en particulier un reporting vers le Président-Directeur Général.

- **Contrôle des filiales :**

La stratégie de DASSAULT AVIATION est de détenir, sauf à de très rares exceptions, le contrôle majoritaire de ses filiales (voir annexe aux Comptes annuels de la Société Mère).

La Société assure une présence effective aux Conseils d'Administration et organes de gestion des filiales.

Notre Société est, de plus, représentée à l'Executive Committee de DASSAULT FALCON JET, filiale la plus importante du Groupe.

Un reporting de gestion périodique est assuré par chaque filiale auprès de la Société Mère qui décide de lancer toute action appropriée.

- **Éléments externes de contrôle :**

Notre Société est placée dans un environnement de contrôle externe particulier du fait de nos marchés publics français et de notre activité aéronautique :

- le calcul de nos éléments de coûts de revient (taux horaires, frais d'approvisionnement et frais hors production) ainsi que les

coûts de revient de nos activités liées aux marchés publics français sont contrôlés par la Délégation Générale pour l'Armement (DGA),

- la surveillance des produits, dans le domaine de l'aviation militaire, est assurée par la DGA,
- la Société, dans le domaine de l'aviation civile, détient les agréments de conception, de production et d'entretien. Ces agréments sont soumis à une surveillance continue de la Direction Générale de l'Aviation Civile .

Dans le cadre d'une démarche volontariste, la Société est certifiée EN 9100 et son Système de Management de la Qualité (SMQ) est audité chaque année par un organisme extérieur (Bureau Veritas Certification).

La Société est certifiée ISO 14001 et fait l'objet d'un audit annuel par le Bureau Veritas Certification.

PROCÉDURES DE GESTION DES RISQUES :

La maîtrise des risques chez DASSAULT AVIATION s'appuie sur la démarche suivante :

- identification des risques critiques par programme produits,
- analyse des risques (évaluation et hiérarchisation),
- traitement des risques dans le but de les réduire.

L'identification des risques se fait principalement par des revues régulières des risques critiques tenues avec les Directions de programmes, les Directions opérationnelles et les établissements.

Chaque grande fonction de l'entreprise dispose d'une cartographie des risques recensant ceux liés à son activité.

Chaque risque critique fait l'objet d'une fiche établie par le responsable programme de la DGQT.

Les risques sont suivis aux différents stades de la vie d'un produit au travers de différentes revues :

- revue de lancement de programme,
- revue d'offre,
- revue de contrat.

Elles ont pour but d'identifier les nouveaux risques critiques, suivre ceux existants et les réduire.

La Direction de la Maîtrise des risques assure la fonction d'alerte en transmettant à la Direction générale la liste des risques critiques.

PROCÉDURES DE CONTRÔLE INTERNE À FINALITÉ COMPTABLE ET FINANCIÈRE :

- **Organisation de la fonction comptable et financière :**

Cette fonction, décrite dans le manuel qualité, est assurée par la DGAEF, tant pour la Société Mère que pour la consolidation du Groupe.

Cette Direction a en outre la responsabilité de :

- la validation et du contrôle du système d'information comptable et financière centralisé de la Société, mis en œuvre par la Direction du Système d'Information,
- l'actualisation du paramétrage du logiciel de consolidation utilisé par la Société Mère, ses filiales ou Sous-Groupes de filiales.

- **Références générales :**

Les états financiers sont établis suivant :

- les normes comptables applicables aux sociétés et groupes français :
 - arrêté du 22 juin 1999 homologuant les règlements 99-03 et 02 du 29 avril 1999 du Comité de la Réglementation Comptable et règlements ultérieurs applicables,
 - avis et recommandations ultérieurs du Conseil National de la Comptabilité,
- les normes internationales d'évaluation et de présentation de l'information financière IFRS en vigueur au 31 décembre 2008, telles qu'adoptées par l'Union Européenne,
- les procédures de fonctionnement et de contrôle décrites dans le processus "Gérer les données économiques et financières", complétées par les procédures spécifiques d'arrêtés des comptes semestriels et annuels de la Société Mère et du Groupe consolidé.

Ces procédures, ainsi que les applications informatiques utilisées par la fonction comptable et financière, font régulièrement l'objet de revues par les Commissaires aux comptes, dans le cadre de leur mission annuelle de certification des comptes.

- **Processus d'élaboration de l'information comptable et financière :**

Au sein de la DGAEF, la Direction des Affaires Économiques centralise les données comptables et produit les états financiers de la Société Mère et du Groupe.

Elle communique aux différents acteurs concernés de la Société Mère et des filiales un planning comportant les tâches et contrôles à réaliser pour

chaque arrêté. Ce planning prévoit le début d'intervention des Commissaires aux comptes pour les travaux de certification environ quatre semaines avant la date des Conseils d'Administration qui arrêtent les comptes.

Le Directeur Général des Affaires Économiques et Financières a, en parallèle, mis en place un comité de relecture des rapports et états financiers, indépendant des équipes participant à l'établissement de ceux-ci.

ACTIONS 2008 :

La DGAEF et la DGQT ont poursuivi la formalisation des dispositifs de contrôle interne pour chaque acteur concerné, en s'appuyant sur la cartographie des risques actualisée au cours de l'exercice.

Les deux Directions précitées se sont concertées pour décider de la répartition des audits.

Elles ont conduit des audits qui ont permis de vérifier la bonne application des procédures de contrôle interne.

PLAN D'ACTIONS 2009 :

J'ai confié pour 2009 à la DGAEF et la DGQT la mission de poursuivre les audits visant à vérifier la bonne application des procédures de contrôle interne.

GOVERNEMENT DE L'ENTREPRISE :

Le Conseil d'Administration a choisi la modalité d'exercice de la Direction Générale qui lui a paru le mieux adaptée aux spécificités de l'Entreprise. Il a donc décidé de ne pas dissocier les fonctions de Président du Conseil et de Directeur Général. Les actionnaires et les tiers sont parfaitement informés de cette décision dans le rapport de gestion.

La Société a adhéré aux recommandations de l'AFEP et du MEDEF d'octobre 2008 sur la rémunération des dirigeants mandataires sociaux, qui s'appliqueront lors du renouvellement éventuel du Président-Directeur Général.

MODALITÉS PARTICULIÈRES DE PARTICIPATION DES ACTIONNAIRES A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE :

ADMISSION:

Les modalités de participation des actionnaires aux Assemblées Générales sont prévues aux articles 29 et 31 des statuts. Ces modalités sont les suivantes :

- le droit de participer aux Assemblées est subordonné :
 - pour les propriétaires d'actions nominatives, à l'inscription de l'actionnaire dans les comptes de titres nominatifs tenus par la Société ,
 - pour les propriétaires d'actions au porteur, à l'inscription de l'actionnaire dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité (banque, établissement financier ou prestataire de services d'investissement) et à la production d'une attestation de participation délivrée par ledit intermédiaire,
- le délai au cours duquel ces formalités doivent être accomplies expire trois jours ouvrés, zéro heure, heure de Paris, précédant la date de réunion de l'Assemblée,
- le Conseil d'Administration a toujours la faculté d'accepter l'attestation de participation en dehors du délai prévu ci-dessus,

- les actionnaires peuvent se faire représenter dans les conditions légales.

Ces modalités sont rappelées dans l'avis de réunion puis dans l'avis de convocation de l'Assemblée qui sont publiés au BALO et mis en ligne sur le site internet de la Société.

DROIT DE VOTE :

Sauf dans les cas spéciaux prévus par la loi, chaque membre de l'Assemblée a autant de voix, sans limitation, qu'il possède ou représente d'actions libérées des versements exigibles.

Le vote s'exprime à mains levées et/ou par bulletins de vote.

Le scrutin secret peut être réclamé, soit par le Conseil d'Administration, soit par des actionnaires représentant au moins le quart du capital et à la condition qu'ils en aient fait la demande écrite au Conseil d'Administration ou à l'autorité convocatrice, trois jours au moins avant la réunion.

Les actionnaires peuvent aussi voter par correspondance dans les conditions légales.

PRINCIPES ET RÈGLES POUR DÉTERMINER LES RÉMUNÉRATIONS ET AVANTAGES DE TOUTE NATURE ACCORDÉS AUX MANDATAIRES SOCIAUX :

Le montant global annuel des jetons de présence alloués aux Administrateurs a été fixé par l'Assemblée Générale.

Le Conseil d'Administration a réparti ce montant global entre les Administrateurs à parts égales, avec double jeton pour le Président.

La rémunération et les avantages en nature du Président-Directeur Général ont été fixés par un

Comité composé de deux Administrateurs puis ensuite approuvés par le Conseil d'Administration.

INFORMATIONS MENTIONNÉES A L'ARTICLE L 225-100-3 DU CODE DE COMMERCE :

Comme prévu par l'article L225-100-3 du Code de Commerce, les informations prévues audit article sont mentionnées dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration auquel le présent rapport est annexé, étant précisé que ces deux rapports sont intégrés dans le Rapport Financier annuel 2008 qui sera diffusé par voie électronique et déposé à l'AMF via notre diffuseur HUGIN, et mis en ligne sur le site internet de notre Société dans la rubrique Finances/publications.

Le Président du Conseil d'Administration





**COMPTES CONSOLIDÉS
AU 31 DECEMBRE 2008**

En milliers d'euros

Comptes Consolidés

BILAN ACTIF

(en milliers d'euros)	ÉLÉMENTS DE L'ANNEXE	31.12.2008	31.12.2007
ACTIFS NON COURANTS			
ÉCARTS D'ACQUISITION	3	14 366	14 366
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	4	70 634	73 717
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	4	438 016	412 725
TITRES MIS EN ÉQUIVALENCE	5	4 592	4 246
TITRES DISPONIBLES A LA VENTE	5	3 942 973	3 662 732
AUTRES ACTIFS FINANCIERS	5	30 591	31 366
IMPÔTS DIFFÉRÉS ACTIFS	21	28 618	10 002
TOTAL ACTIFS NON COURANTS		4 529 790	4 209 154
ACTIFS COURANTS			
STOCKS ET EN-COURS	6	3 428 827	3 003 615
CRÉANCES CLIENTS ET AUTRES CRÉANCES	7	396 052	501 040
AVANCES ET ACOMPTES VERSÉS SUR COMMANDES		147 297	89 088
INSTRUMENTS DE COUVERTURE	24	446 605	512 715
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	8	824 194	1 265 505
TOTAL ACTIFS COURANTS		5 242 975	5 371 963
TOTAL ACTIF		9 772 765	9 581 117

BILAN PASSIF

(en milliers d'euros)	ÉLÉMENTS DE L'ANNEXE	31.12.2008	31.12.2007
CAPITAL ET RÉSERVES			
CAPITAL	9	81 007	81 007
RÉSERVES		2 692 791	2 394 212
RÉSERVES D'ÉVALUATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS		899 746	893 360
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (Part du Groupe)		372 958	382 278
CAPITAUX PROPRES - PART GROUPE		4 046 502	3 750 857
CAPITAUX PROPRES - MINORITAIRES		138	106
TOTAL CAPITAUX PROPRES		4 046 640	3 750 963
PASSIFS NON COURANTS			
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIÈRES A PLUS D'UN AN	11	209 083	197 427
IMPÔTS DIFFÉRÉS PASSIFS	21	12 289	116 972
TOTAL PASSIFS NON COURANTS		221 372	314 399
PASSIFS COURANTS			
DETTE FOURNISSEURS ET DIVERSES	13	955 948	904 149
DETTE FISCALES ET SOCIALES	13	209 174	274 299
AVANCES ET ACOMPTES REÇUS SUR COMMANDES	14	3 414 927	3 589 685
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIÈRES A MOINS D'UN AN	11	48 654	65 183
PROVISIONS COURANTES	12	876 050	682 439
TOTAL PASSIFS COURANTS		5 504 753	5 515 755
TOTAL PASSIF		9 772 765	9 581 117

Comptes Consolidés

COMPTE DE RÉSULTAT

(en milliers d'euros)	ÉLÉMENTS DE L'ANNEXE	2008	2007
CHIFFRE D'AFFAIRES	15	3 748 146	4 084 741
AUTRES PRODUITS DE L'ACTIVITÉ	16	8 347	22 752
PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES		3 756 493	4 107 493
VARIATION DES STOCKS DE PRODUITS EN-COURS ET FINIS		464 542	221 412
ACHATS CONSOMMÉS		-2 281 401	-2 619 315
CHARGES DE PERSONNEL (1)		-1 029 716	-987 506
IMPÔTS ET TAXES		-63 111	-54 360
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	4	-79 724	-65 777
DOTATIONS AUX PROVISIONS	12	-854 510	-648 568
REPRISES DE PROVISIONS	12	519 477	526 929
AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION	17	2 115	-3 322
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT		434 165	476 986
AUTRES PRODUITS ET CHARGES NON COURANTS	19	0	26 401
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL		434 165	503 387
RÉSULTAT FINANCIER	20	60 586	61 605
QUOTE-PART DANS LES RÉSULTATS NETS DES SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE	5	95	152
IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS	21	-121 856	-182 848
RÉSULTAT NET (2)		372 990	382 296
<i>Dont part du Groupe</i>		<i>372 958</i>	<i>382 278</i>
<i>Dont intérêts minoritaires</i>		<i>32</i>	<i>18</i>
Résultat par action en euros (de base)	22	36,8	37,8
Résultat par action en euros (dilué)	22	36,8	37,8

(1) intéressement et participation inclus dans les charges de personnel

-140 456 -117 807

(2) le résultat net est intégralement attribuable au résultat des activités poursuivies (pas d'abandon d'activités).

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers d'euros)	31.12.2008	31.12.2007
RÉSULTAT NET	372 990	382 296
Annulation des résultats des sociétés mises en équivalence, nets des dividendes reçus	-95	-152
Annulation des résultats sur cessions d'actifs immobilisés	1 610	-25 556
Charge d'impôt (y compris impôts différés)	121 856	182 848
Montant net des dotations et reprises aux comptes d'amortissements et de provisions (à l'exclusion de celles liées au besoin en fonds de roulement)	300 344	198 175
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT AVANT IMPÔT (A)	796 705	737 611
IMPÔTS VERSÉS (B)	-216 949	-208 361
Variation des stocks et en-cours (valeur nette)	-425 212	-182 756
Variation des avances et acomptes versés	-58 209	17 113
Variation des créances clients et autres créances (valeur nette)	104 988	-57 493
Variation des primes sur couverture de change	2 863	-2 910
Variation des avances et acomptes reçus	-174 758	686 692
Variation des dettes fournisseurs et diverses	51 799	109 873
Variation des dettes fiscales et sociales	-65 125	23 643
Reclassements et retraitements de consolidation (1)	-40 420	-36 130
AUGMENTATION (-) OU DIMINUTION (+) DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT (C)	-604 074	558 032
FLUX DE TRÉSORERIE NET PROVENANT DES OPÉRATIONS D'EXPLOITATION (D=A+B+C)	-24 318	1 087 282
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	-140 826	-93 679
Acquisition d'immobilisations financières	-2 300	-3 334
Cessions ou réductions d'actifs immobilisés	14 916	91 675
Dividendes reçus des sociétés en équivalence	0	0
Trésorerie nette sur acquisitions et cessions de filiales	0	0
FLUX DE TRÉSORERIE NET PROVENANT DES OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT (E)	-128 210	-5 338
Variation des valeurs mobilières de placement disponibles à la vente (au coût historique)	-193 403	-830 185
Augmentation de capital	0	0
Variation des autres fonds propres	0	0
Augmentation des dettes financières	108 628	83 696
Remboursement des dettes financières	-100 892	-88 674
Dividendes versés au cours de l'exercice	-107 335	-74 932
FLUX DE TRÉSORERIE NET PROVENANT DES OPÉRATIONS DE FINANCEMENT (F)	-293 002	-910 095
VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE (D+E+F)	-445 530	171 849
Trésorerie nette à l'ouverture (2)	1 242 674	1 126 173
Variation de la trésorerie nette	-445 530	171 849
Variations de taux de change	16 828	-55 348
Trésorerie nette à la clôture (2)	813 972	1 242 674

(1) 40 420 K€ liés au reclassement en impôt différé actif de la variation de l'impôt payé d'avance sur les plus values de valeurs mobilières de placement.

(2) la trésorerie nette est détaillée dans l'Élément 8 de l' Annexe. Les équivalents de trésorerie (valeurs mobilières de placement) y contribuent pour leur valeur de marché.

Comptes Consolidés

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

La variation des capitaux propres est détaillée dans la tableau ci-après, où :

- la rubrique "capital" reprend le capital social de la société mère, DASSAULT AVIATION,
- la rubrique "réserves liées au capital" regroupe les primes d'émission, d'apport, de fusion,
- la rubrique "réserves et résultats consolidés" inclut le résultat net de l'exercice, ainsi que les réserves légales,
- la rubrique "écart de change" enregistre les écarts de change provenant de la conversion des états financiers des filiales hors zone euro,
- la rubrique "réserves d'évaluation des instruments financiers" met en évidence les résultats enregistrés directement en capitaux propres. Ces résultats sont générés pour le Groupe par les variations nettes d'impôts de juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente ainsi que celles des instruments de couverture de change.

La réévaluation des instruments financiers est détaillée en annexe :

- élément 5 pour les actifs financiers disponibles à la vente,
- élément 24 pour les instruments de couverture de change,
- élément 21 pour les impôts différés correspondants.

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES (suite)

(en milliers d' euros)	Capital	Réserves liées au capital	Réserves et résultats consolidés	Écart de change	Réserves d'évaluation des instruments financiers	Total part Groupe	Minoritaires	Total
Au 31.12.2006	81 007	19 579	2 595 846	-99 619	860 450	3 457 263	88	3 457 351
Mouvements 2007								
Dividendes versés			-74 932			-74 932		-74 932
Résultat de l'exercice			382 278			382 278	18	382 296
Variation de l'écart de conversion				-46 662		-46 662		-46 662
<i>Écarts de réévaluation à la juste valeur</i>								
- Actifs financiers disponibles à la vente					75 188	75 188		75 188
- Instruments de couverture					-16 725	-16 725		-16 725
<i>Impôts différés relatifs à ces écarts</i>					-25 553	-25 553		-25 553
Résultat enregistré directement en capitaux propres					32 910	32 910	0	32 910
Autres mouvements						0	0	0
Au 31.12.2007	81 007	19 579	2 903 192	-146 281	893 360	3 750 857	106	3 750 963
Mouvements 2008								
Dividendes versés			-107 335			-107 335		-107 335
Résultat de l'exercice			372 958			372 958	32	372 990
Variation de l'écart de conversion				23 636		23 636		23 636
<i>Écarts de réévaluation à la juste valeur</i>								
- Actifs financiers disponibles à la vente					82 892	82 892		82 892
- Instruments de couverture					-63 247	-63 247		-63 247
<i>Impôts différés relatifs à ces écarts</i>					-13 259	-13 259		-13 259
Résultat enregistré directement en capitaux propres					6 386	6 386	0	6 386
Autres mouvements						0	0	0
Au 31.12.2008	81 007	19 579	3 168 815	-122 645	899 746	4 046 502	138	4 046 640

Comptes Consolidés

DASSAULT AVIATION

9, ROND-POINT DES CHAMPS-ÉLYSÉES-MARCEL DASSAULT- 75008 PARIS

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 81.007.176 EUROS, COTÉE ET IMMATRICULÉE EN FRANCE

712 042 456 RCS PARIS

SIRET : 712 042 456 00111

En date du 18 mars 2009, le Conseil d'Administration a arrêté les états financiers consolidés du Groupe pour l'année 2008 et en a autorisé la publication.

ANNEXE / SOMMAIRE

Éléments N°	ANNEXE AUX ÉTATS DE SYNTHÈSE du 01.01.2008 au 31.12.2008
1	I - PRINCIPES COMPTABLES
	II - COMPLÉMENTS D'INFORMATION RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RÉSULTAT
2	Périmètre de consolidation
3	Écarts d'acquisition
4	Immobilisations incorporelles et corporelles
5	Actifs financiers non courants <ul style="list-style-type: none"> Titres mis en équivalence Titres disponibles à la vente Autres actifs financiers
6	Stocks et travaux en-cours
7	Créances clients et autres créances <ul style="list-style-type: none"> Échéancier des créances clients et autres créances - valeur brute
8	Trésorerie et équivalents de trésorerie <ul style="list-style-type: none"> Trésorerie nette Trésorerie disponible
9	Capital social et gestion du capital
10	Identité de la société mère consolidant globalement les comptes du Groupe
11	Emprunts et dettes financières
12	État des provisions <ul style="list-style-type: none"> Détail des provisions pour risques et charges
13	Dettes d'exploitation
14	Avances et acomptes reçus sur commandes
15	Chiffre d'affaires
16	Autres produits de l'activité
17	Autres produits et charges d'exploitation
18	Frais de recherche et développement
19	Autres produits et charges non courants
20	Résultat financier
	III - ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS
21	Situation fiscale
22	Résultat par action
23	Dividendes payés et proposés
24	Gestion des risques financiers <ul style="list-style-type: none"> Natures , étendue et gestion des risques Instruments financiers : valeur, impact en résultat et en capitaux propres
25	Engagements financiers
26	Transactions avec les parties liées
27	Effectif moyen
28	Informations environnementales
29	Honoraires versés aux Commissaires aux comptes
30	Événements postérieurs à la clôture

ÉLÉMENT 1

PRINCIPES COMPTABLES

A/ PRINCIPES GÉNÉRAUX

- A1 Conformité aux normes comptables

Le Groupe DASSAULT AVIATION établit ses comptes consolidés en conformité avec les normes IFRS (International Financial Reporting Standards) en vigueur au 31 décembre 2008 telles qu'adoptées par l'Union Européenne.

Le Groupe n'applique pas de façon anticipée les normes et interprétations publiées au 31 décembre 2008, mais dont la mise en œuvre n'est obligatoire qu'à compter des exercices ouverts à partir du 1er janvier 2009. Pour celles qui le concernent, et compte tenu de ses principes comptables actuels, le Groupe ne serait pas impacté en termes de résultat et de situation financière par leur application. Seules des évolutions de présentation seraient à faire.

- A2 Choix comptables clés et estimations de la direction

L'établissement des états financiers du Groupe oblige la direction à réaliser des estimations et émettre des hypothèses susceptibles d'avoir un impact sur les montants inscrits à l'actif et au passif.

Ces estimations concernent notamment les résultats sur les contrats en-cours et les passifs éventuels.

Elles sont chiffrées en prenant en considération l'expérience passée, les éléments connus à la clôture des comptes ainsi que des hypothèses raisonnables d'évolution. Les résultats réalisés ultérieurement pourraient donc présenter des différences par rapport à ces estimations.

- A3 Présentation des comptes consolidés

Le bilan consolidé est présenté sous la forme Courant / Non Courant. Sont considérés comme courants les actifs et passifs directement liés au cycle d'exploitation, à l'exception de la part à plus d'un an des dettes financières, classées en passifs non courants.

Le compte de résultat consolidé est présenté par nature.

Le résultat opérationnel regroupe l'ensemble des charges et produits ne résultant pas des activités financières, des sociétés mises en équivalence, des activités arrêtées ou en-cours de cession et de l'impôt.

Le résultat opérationnel est composé de deux parties distinctes : le "résultat opérationnel courant" et les "autres produits et charges non courants". Seuls les éléments inhabituels significatifs sont inscrits en "autres produits et charges non courants".

B/ PRINCIPES ET MÉTHODES DE CONSOLIDATION

- B1 Choix des sociétés et méthodes de consolidation

B1-1 Participation dans les filiales

Les sociétés contrôlées directement ou indirectement de manière exclusive sont consolidées par intégration globale si leur importance relative le justifie.

B1-2 Participation dans les entreprises associées

Les sociétés dans lesquelles DASSAULT AVIATION exerce directement ou indirectement une influence notable sont consolidées par mise en équivalence si leur importance relative le justifie.

En 2007 et 2008, le Groupe n'a pas de participations significatives de ce type.

B1-3 Participation dans les coentreprises

Les sociétés dans lesquelles DASSAULT AVIATION partage le contrôle avec d'autres parties sont consolidées par intégration proportionnelle si leur importance relative le justifie.

En 2007 et 2008, le Groupe n'a pas de participation significative de ce type.

B1-4 Seuils de consolidation pour les sociétés contrôlées ou dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable

Pour l'application du facteur d'importance relative, une société est incluse dans la consolidation si tous les critères suivants sont remplis :

- total du bilan supérieur à 2% de celui du Groupe,
- chiffre d'affaires supérieur à 2% de celui du Groupe,
- montant des capitaux propres supérieur à 3% de ceux du Groupe.

B1-5 Éliminations des opérations internes au Groupe

Toutes les transactions significatives entre les sociétés consolidées sont éliminées, ainsi que les résultats internes non réalisés, compris dans l'actif immobilisé, dans les stocks et les en-cours des sociétés consolidées.

• B2 Dates de clôture

Toutes les sociétés consolidées clôturent leur exercice social au 31 décembre.

• B3 Conversion des comptes annuels des filiales hors zone euro

Les comptes annuels des filiales hors zone euro sont convertis en euros de la manière suivante :

- actifs et passifs au cours de clôture,
- compte de résultat au taux moyen.

La différence de conversion est incluse dans les capitaux propres et n'affecte pas le résultat.

C/ PRINCIPES D'ÉVALUATION

• C1 Écarts d'acquisition (IFRS 3)

DASSAULT AVIATION a choisi de ne pas retraiter de façon rétrospective les écarts d'acquisition antérieurs au 1er janvier 2004. En conséquence, les écarts d'acquisition à cette date correspondent à la valeur nette des amortissements antérieurement pratiqués.

Depuis le 1er janvier 2004, en conformité avec la norme IFRS 3, les écarts d'acquisition ne sont plus amortis. Ils font l'objet de tests de perte de valeur, selon la méthode décrite dans le paragraphe C5, à chaque clôture annuelle ainsi

qu'à chaque fois qu'il existe un indice de perte de valeur.

• C2 Principes de comptabilisation et d'amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles (IAS 16 et 38)

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou de production (hors frais financiers), diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur. Chacun des composants identifiés d'une immobilisation fait l'objet d'une comptabilisation et d'amortissements séparés.

L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire. Aucune valeur résiduelle n'est prise en compte, sauf pour les avions.

Les durées d'amortissement retenues sont fonction des durées d'utilité estimées des actifs. Ces dernières sont revues à chaque clôture pour les actifs immobilisés significatifs.

La durée d'utilité initiale est prolongée ou réduite si les conditions d'utilisation du bien le justifient.

Les frais de développement sont activés s'ils satisfont à l'ensemble des trois critères déterminants pour le Groupe : faisabilité technique, faisabilité économique et fiabilité de l'information relative au coût. Ils devront dégager de façon probable des avantages économiques futurs clairement identifiables et liés à un produit spécifique. Leur amortissement est fonction du nombre d'avions livrés dans l'année, rapporté à une estimation du nombre d'avions à livrer au titre du programme (y compris ceux de l'année).

• C3 Durées d'utilité

Les durées d'utilité s'établissent comme suit :

Logiciels	3-4 ans
Frais de développement	fonction du nombre d'unités à produire
Bâtiments industriels	25-30 ans
Immeubles de bureau	25-35 ans
Agencements et aménagements	7-15 ans
Installations techniques, matériel et outillage	3-15 ans
Avions	4 à 10 ans
Matériel roulant	3-4 ans
Autres immobilisations corporelles	3-8 ans
Biens d'occasion	au cas par cas

Comptes Consolidés

- C4 Décomptabilisation des immobilisations incorporelles et corporelles

Tout gain ou perte constaté lors de la décomptabilisation d'un actif (différence entre le produit net de cession et la valeur comptable) est inclus dans le compte de résultat l'année de sa sortie.

- C5 Perte de valeur et valeur recouvrable des actifs non courants

Pour chaque rapport financier (au sens de l'IAS 34), le Groupe apprécie s'il existe un indice de perte de valeur et effectue un test de dépréciation si un indice de perte de valeur est détecté. Dans le cadre de la clôture annuelle, un test de dépréciation est systématiquement effectué.

Ces indices de perte de valeur comprennent, notamment, des changements significatifs défavorables, présentant un caractère durable, affectant l'environnement économique (débouchés commerciaux, sources d'approvisionnement, évolution d'indices ou de coûts,...) ou les hypothèses ou objectifs retenus par le Groupe (études de rentabilité, carnet de commandes, évolution de la réglementation).

Le Groupe déprécie les immobilisations corporelles et incorporelles (y compris les écarts d'acquisition) d'une unité génératrice de trésorerie lorsque la valeur nette comptable de l'unité génératrice de trésorerie est supérieure à sa valeur recouvrable. Le montant de la dépréciation comptabilisée en résultat est égal à l'écart constaté entre la valeur nette comptable et la valeur recouvrable.

La valeur recouvrable d'une unité génératrice de trésorerie correspond à sa valeur d'utilité.

La valeur d'utilité d'une unité génératrice de trésorerie est calculée selon la méthode des flux de trésorerie futurs actualisés, avec un taux d'actualisation après impôts de 8,9% (8,8% au 31.12.2007) et un taux de croissance de 2% (identique au 31.12.2007). Le taux d'actualisation retenu intègre les taux en vigueur dans le secteur aéronautique. Il a été calculé selon la même méthode qu'en 2007.

Les flux après impôts sont projetés sur une période de cinq ans et la méthode tient compte d'une valeur terminale.

Chaque société du périmètre de consolidation constitue une unité génératrice de trésorerie car c'est le plus petit ensemble ayant des entrées de trésorerie indépendantes et cernables.

Si une unité génératrice de trésorerie incluant un écart d'acquisition doit être dépréciée, c'est l'écart d'acquisition qui est déprécié en priorité. Le solde de la dépréciation est répartie entre les autres actifs composant l'unité génératrice de trésorerie au prorata de leur valeur comptable.

La dépréciation d'un écart d'acquisition est définitive. Pour tout autre actif inclus dans une unité génératrice de trésorerie, une dépréciation antérieure peut être reprise en résultat lorsque l'évolution de la valeur recouvrable de l'actif le permet.

- C6 Contrats de location financement

Lorsque le Groupe finance l'acquisition d'une immobilisation corporelle significative par un contrat de type "crédit-bail", sa valeur est portée en immobilisation et amortie selon le mode et la durée décrits ci-dessus. L'endettement correspondant figure au passif.

- C7 Titres et autres actifs financiers non courants

Ils sont initialement comptabilisés à la juste valeur qui correspond au prix payé augmenté des coûts d'acquisition.

Ils relèvent de deux catégories :

C7-1 Prêts et créances

Ils se composent principalement de dépôts de garantie et de prêts accordés au personnel dans le cadre du prêt logement.

Les prêts sont comptabilisés au coût amorti (coût historique diminué des remboursements). Les autres actifs sont comptabilisés à leur valeur historique.

C7-2 Actifs disponibles à la vente

Ils correspondent essentiellement à des placements de trésorerie sous forme de valeurs mobilières de placement et à des titres de participation non consolidés que le Groupe n'a pas l'intention de céder à court terme.

Ils sont inscrits dans le poste "titres disponibles à la vente".

Ils sont comptabilisés à leur juste valeur.

Pour les actifs cotés (valeurs mobilières et titres de participation), la juste valeur correspond au cours de marché à la date d'arrêté des comptes.

Pour les titres de participation non cotés, la juste valeur correspond à la quote-part de situation nette s'il n'y a pas de plus-value latente significative. Elle est calculée sur la base des états financiers les plus récents disponibles au moment de l'arrêté des comptes.

Les plus ou moins-values nettes des impôts différés applicables sont constatées directement dans les capitaux propres (réserves d'évaluation des instruments financiers), à l'exception des moins-values jugées définitives.

Dès que ces actifs sont vendus ou que leur valeur est définitivement altérée, la plus ou moins-value cumulée antérieurement constatée dans les capitaux propres est incluse dans les "autres produits et charges financiers" du résultat financier pour les valeurs mobilières de placement et en "autres produits et charges non courants" du résultat opérationnel dans le cas des titres de participation.

En cas de cession partielle d'une ligne de titre, la méthode du "premier titre entré, premier titre sorti" est retenue pour déterminer le résultat de cession recyclé des capitaux propres.

• C8 Stocks et travaux en-cours

Les articles entrant en stock de matières premières, produits intermédiaires ou produits finis sont évalués au coût d'acquisition pour les articles achetés et au coût de production pour les articles fabriqués. Les sorties de stocks sont valorisées au prix moyen pondéré, à l'exception des avions qui sont sortis à leur coût d'acquisition.

Les travaux en-cours sont évalués en coût de production et ne comprennent pas de frais financiers.

Les stocks et travaux en-cours sont dépréciés si leur valeur nette de réalisation est inférieure à leur valeur constatée dans les comptes. La valeur nette de réalisation correspond au prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et la réalisation de la vente.

• C9 Créances

Les créances en devises sont converties en monnaie nationale sur la base du cours de clôture, les écarts constatés étant enregistrés en résultat opérationnel.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable.

La valeur recouvrable d'une créance est estimée en prenant en considération la nature du client, ainsi que l'historique des règlements.

En cas de risque de défaillance du client, la créance est dépréciée à hauteur du risque estimé pour la part non couverte par une assurance crédit (Coface ou sûretés réelles).

Les créances non dépréciées sont des créances récentes et sans risque de crédit significatif.

• C10 Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le poste trésorerie et équivalents de trésorerie, comptabilisé à l'actif du bilan, est constitué des disponibilités, des dépôts à vue et des équivalents de trésorerie.

Les équivalents de trésorerie sont des valeurs mobilières de placement répondant aux critères de la norme IAS 7 : placements à court terme, aisément convertibles en un montant connu de liquidités et non soumis à des risques significatifs de variation de valeur.

Elles sont initialement comptabilisées au coût d'acquisition, puis évaluées à leur juste valeur, correspondant, pour ces valeurs cotées, au cours de marché à la date d'arrêté des comptes.

Comptes Consolidés

La variation de juste valeur est inscrite dans le résultat financier, en coût de l'endettement financier net.

Les produits ou charges nets de cession sont constatés dans le résultat financier, en coût de l'endettement financier net.

- **C11 Provisions pour risques et charges**

- **C11-1 Coût des départs à la retraite et médailles du travail**

Les engagements envers le personnel en matière de coût des départs à la retraite et des médailles du travail sont provisionnés pour les obligations restant à courir. Ils sont estimés pour l'ensemble du personnel sur la base des droits courus et d'une projection des salaires actuels, avec la prise en compte du risque de mortalité, de la rotation des effectifs et d'une hypothèse d'actualisation. Les taux utilisés ont été déterminés selon la même méthode qu'en 2007.

Les écarts actuariels ou analysés comme tels sont intégralement comptabilisés en résultat dans l'exercice au cours duquel ils sont constatés.

- **C11-2 Autres provisions pour risques et charges**

Dans le cadre de ses activités, le Groupe est amené à consentir à ses clients des garanties de fonctionnement sur les matériels livrés.

Des provisions pour risques sont constituées pour couvrir la quote-part de charges futures jugées probables au titre de ces engagements.

Ces provisions sont déterminées sur la base de dossiers techniques ou sur une base statistique.

- **C12 Dettes**

Les dettes en devises sont converties en monnaie nationale sur la base du cours de clôture, les écarts constatés étant enregistrés en résultat opérationnel.

- **C13 Actualisation des créances, dettes et provisions**

Le Groupe n'ayant aucune créance ou dette significative avec différé de paiement important sans intérêt, il n'y a pas lieu de procéder à une actualisation de ces postes.

La provision relative au coût des départs à la retraite et prestations assimilées est actualisée suivant la norme IAS 19.

Les autres provisions sont évaluées, de fait, en valeur actuelle.

Conformément aux prescriptions des normes IFRS, les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

- **C14 Instruments financiers dérivés**

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés pour se couvrir contre les risques de change liés à l'exploitation.

Ces risques résultent essentiellement des ventes réalisées en dollar US. Les flux de trésorerie futurs correspondants sont partiellement couverts par des opérations de change à terme fermes ou optionnelles.

Lors de la comptabilisation initiale, les instruments dérivés sont inscrits au bilan pour leur coût d'acquisition. Ils sont évalués par la suite à leur juste valeur calculée sur la base du prix du marché communiqué par les organismes financiers concernés.

Le Groupe applique la comptabilisation de couverture pour ses opérations de change suivant les critères définis par la norme IAS 39 :

- les variations de juste valeur de l'instrument de couverture sont comptabilisées, nettes d'impôt, en capitaux propres, à l'exception des éventuelles variations correspondant à la part non efficace de la couverture comptabilisées en résultat opérationnel,
- lorsque le flux de trésorerie est encaissé, le profit ou la perte lié à l'instrument de couverture est constaté en résultat opérationnel.

Si un instrument dérivé, choisi pour l'efficacité de la couverture économique qu'il procure au Groupe, ne remplit pas les conditions requises par la norme pour la comptabilité de couverture, les variations de sa juste valeur sont comptabilisées dans le résultat financier.

• C15 Constatation du chiffre d'affaires et des résultats

C15-1 Reconnaissance du chiffre d'affaires et résultat opérationnel

Les produits des ventes de biens sont comptabilisés lors du transfert à l'acquéreur des risques et avantages de la propriété. En règle générale, il s'agit du transfert de propriété pour le Groupe.

Les prestations de services sont constatées à l'avancement selon les étapes convenues au contrat. Les résultats sont constatés au fur et à mesure de cet avancement s'ils peuvent être déterminés de façon fiable.

Les éventuelles pertes à terminaison sont comptabilisées dès qu'elles sont connues.

C15-2 Résultat financier

Le résultat financier est principalement constitué :

- des plus ou moins values latentes sur valeurs mobilières de placement équivalents de trésorerie,
- des produits de cession de valeurs mobilières de placement,
- des dividendes perçus, comptabilisés lorsque le Groupe - actionnaire - est en droit d'en percevoir le paiement,
- des frais financiers, essentiellement ceux liés aux intérêts versés sur le compte courant de participation du personnel.

• C16 Imposition différée

Les impôts différés sont calculés par société pour les différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs et leur valeur fiscale.

Dans le cadre des règles définies par la norme IAS 12, les actifs d'impôts ne sont constatés, société par société, que dans la mesure où les

bénéfices futurs estimés sont suffisants pour couvrir ces actifs et où leur échéance n'est pas supérieure à dix ans.

Les éventuels impôts de distribution dus au titre des dividendes proposés par les filiales sont provisionnés.

Les retraitements liés aux contrats de location financement donnent lieu à des impôts différés.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt locaux (et réglementations fiscales) qui ont été adoptés à la date de clôture.

Les impôts relatifs aux éléments reconnus directement en capitaux propres sont comptabilisés en capitaux propres.

Les impôts différés actifs et passifs sont, pour la présentation au bilan, compensés par société.

D/ INFORMATION SECTORIELLE

DASSAULT AVIATION retient un secteur d'activité, l'aéronautique, sans distinction géographique, pour l'information sectorielle prévue par les normes IFRS.

En effet, DASSAULT AVIATION considère que ses produits militaires et civils présentent des caractéristiques comparables en matière de :

- conception, développement, fabrication et maintenance,
- vente et distribution,
- politique d'établissement des prix de vente qui conduit à des performances économiques proches,

et que leur marché ne présente pas de caractéristiques géographiques particulières.

Comptes Consolidés

ÉLÉMENT 2

PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Les états financiers consolidés comprennent les états financiers de la société DASSAULT AVIATION et des filiales suivantes :

Nom	Pays	% intérêts des capitaux propres (identique à % contrôle)	
		31.12.2008	31.12.2007
<u>Consolidées par intégration globale</u>			
DASSAULT AVIATION	France	Consolidante	Consolidante
DASSAULT FALCON JET	États-Unis	100	100
DASSAULT FALCON SERVICE	France	100	100
DASSAULT PROCUREMENT SERVICES	États-Unis	100	100
SOGITEC INDUSTRIES	France	100	100
<u>Consolidée par mise en équivalence</u>			
DASSAULT INTERNATIONAL INC (USA)	États-Unis	100	100

ÉLÉMENT 3

ÉCARTS D'ACQUISITION

(en milliers d'euros)	31.12.2007	AUTRES MOUVEMENTS	ACQUISITIONS	CESSIONS	31.12.2008
DASSAULT FALCON SERVICE	3 702	0	0	0	3 702
DASSAULT PROCUREMENT SERVICES	5 887	0	0	0	5 887
SOGITEC INDUSTRIES	4 777	0	0	0	4 777
TOTAL DES ÉCARTS D'ACQUISITION (1)	14 366	0	0	0	14 366

(1) acquis dans le cadre de regroupement d'entreprises.

NOTA : les tests effectués au titre de l'IAS 36 n'indiquant aucune perte de valeur, aucune provision pour dépréciation des écarts d'acquisition n'a été constatée.

ÉLÉMENT 4

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

(en milliers d'euros)	31.12.2007	AUTRES MOUVEMENTS	ACQUISITIONS DOTATIONS	CESSIONS REPRISES	31.12.2008
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
Valeur brute					
Coûts de développement	137 480	0	0	0	137 480
Logiciels, brevets, licences et valeurs similaires	74 375	2 646	7 764	-811	83 974
Immobilisations en-cours ; avances et acomptes	2 501	-2 501	1 602	0	1 602
	214 356	145	9 366	-811	223 056
Amortissements					
Coûts de développement	-73 180	0	-7 000	0	-80 180
Logiciels, brevets, licences et valeurs similaires	-67 459	-145	-5 442	804	-72 242
	-140 639	-145	-12 442	804	-152 422
Valeur nette					
Coûts de développement	64 300				57 300
Logiciels, brevets, licences et valeurs similaires	6 916				11 732
Immobilisations en-cours ; avances et acomptes	2 501				1 602
TOTAL	73 717	0	-3 076	-7	70 634

Coûts de développement :

Dans le cadre de l'application de la norme IAS 38 sur les coûts de développement, le Groupe détermine la part du développement de ses programmes qui répond aux critères de capitalisation. Ces critères sont au nombre de trois : faisabilité technique, faisabilité économique et fiabilité de l'information relative au coût. Ils doivent tous être remplis pour que les dépenses d'un programme soient immobilisables. L'immobilisation devra dégager de façon probable des avantages économiques futurs clairement identifiables et attribuables à un produit spécifique.

En pratique pour le Groupe :

- le critère technique est rempli lorsque le délai de validation des résultats après le premier vol est écoulé sans que le projet n'ait été remis en cause,
- le critère économique est validé par les prises de commande ou options obtenues le jour où le critère technique est réputé satisfait,
- le critère de fiabilité de l'information financière est rempli sur les programmes importants car le système d'information permet de distinguer les phases de recherche et de développement. Si la distinction ne peut être faite, comme c'est le cas sur des petits développements (par exemple : modification, amélioration,...), les coûts ne sont pas immobilisés.

Les immobilisations sont valorisées au coût de production. Elles sont amorties sur une évaluation des unités à produire.

Comptes Consolidés

ÉLÉMENT 4 (suite)

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

(en milliers d'euros)	31.12.2007	AUTRES MOUVEMENTS	ACQUISITIONS DOTATIONS	CESSIONS REPRISES	31.12.2008
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
Valeur brute					
Terrains	26 087	0	426	-238	26 275
Constructions	325 465	15 991	15 171	-1 825	354 802
Location financement (constructions)	3 150	0	0	-3 150	0
Installations techniques, matériel et outillage	478 943	1 887	24 008	-9 739	495 099
Autres immobilisations corporelles	205 977	3 931	53 661	-19 855	243 714
Immobilisations en-cours ; avances et acomptes	14 659	-10 436	38 194	-618	41 799
	1 054 281	11 373	131 460	-35 425	1 161 689
Amortissements					
Terrains	-3 807	0	-440	165	-4 082
Constructions	-156 325	-1 198	-15 991	1 384	-172 130
Location financement (constructions)	-2 550	0	0	2 550	0
Installations techniques, matériel et outillage	-380 714	-1 169	-26 912	9 443	-399 352
Autres immobilisations corporelles	-98 160	-1 104	-23 939	6 434	-116 769
	-641 556	-3 471	-67 282	19 976	-692 333
Dépréciations					
Autres immobilisations corporelles (1)	0	-592	-30 748	0	-31 340
	0	-592	-30 748	0	-31 340
Valeur nette					
Terrains	22 280				22 193
Constructions	169 140				182 672
Location financement (constructions)	600				0
Installations techniques, matériel et outillage	98 229				95 747
Autres immobilisations corporelles	107 817				95 605
Immobilisations en-cours ; avances et acomptes	14 659				41 799
TOTAL	412 725	7 310	33 430	-15 449	438 016

(1) Tests de dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles (cf. paragraphe C5 des principes comptables) :

- Les tests de dépréciation réalisés au niveau des unités génératrices de trésorerie n'ont mis en évidence aucune dépréciation à enregistrer au 31.12.2008.
- Une provision de 30 748 milliers d'euros a été comptabilisée en résultat en 2008 sur les avions immobilisés pour tenir compte de l'impact de la crise sur le marché des avions d'affaires d'occasion. Cette provision est égale à la différence constatée entre la valeur nette comptable des avions immobilisés et leur valeur recouvrable. La valeur recouvrable d'un avion immobilisé correspond au montant le plus élevé entre sa valeur de marché (diminuée des coûts de vente) et sa valeur d'utilité. La valeur d'utilité de chaque avion immobilisé est calculée selon la méthode des flux de trésorerie actualisée, avec un taux d'actualisation après impôt de 8,9%, un taux de croissance de 2%, une période de projection des flux égale à la durée de location de l'avion et une valeur de revente de l'avion à l'issue de cette période de location.

ÉLÉMENT 5

ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

TITRES MIS EN EQUIVALENCE

Le Groupe détient 100% de la société DASSAULT INTERNATIONAL INC. (États-Unis d'Amérique). Il s'agit d'une société holding, dont DFJ constitue la seule détention (à hauteur de 12,53%). Elle est consolidée par mise en équivalence et non par intégration globale car ses actifs et passifs, autres que les titres DFJ, ont une valeur négligeable.

Le tableau suivant résume les informations concernant l'investissement dans DASSAULT INTERNATIONAL INC. :

Évolution de la valeur d'équivalence (en milliers d'euros)

Au 31.12.2007	4 246
Quote-part du résultat net	95
Change	251
Au 31.12.2008	4 592

TITRES DISPONIBLES A LA VENTE

Les actifs financiers disponibles à la vente comprennent en particulier des placements de trésorerie du Groupe sous forme de valeurs mobilières de placement. A noter que d'autres valeurs mobilières de placement sont regroupées sous la rubrique "équivalents de trésorerie" (cf. Élément 8). L'analyse des risques relatifs à l'ensemble des titres disponibles à la vente du Groupe est décrite à l'Élément 24 de la présente annexe.

(en milliers d'euros)	31.12.2007	AUTRES MOUVEMENTS	VARIATION DE JUSTE VALEUR	ACQUISITIONS DOTATIONS	CESSIONS REPRISES	31.12.2008
Valeur brute						
Actions cotées (EMBRAER)	51 554	0	-33 433	0	0	18 121
Valeurs mobilières de placement (cotées)	3 556 012	0	116 325	379 327	-185 924	3 865 740
Titres non cotés	55 301	2 102	0	1 851	0	59 254
	3 662 867	2 102	82 892	381 178	-185 924	3 943 115
Provisions						
Actions cotées (EMBRAER)	0	0	0	0	0	0
Valeurs mobilières de placement (cotées)	0	0	0	0	0	0
Titres non cotés	-135	-8	0	0	1	-142
	-135	-8	0	0	1	-142
VALEUR NETTE	3 662 732	2 094	82 892	381 178	-185 923	3 942 973

Comptes Consolidés

ÉLÉMENT 5 (suite)

ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

(en milliers d'euros)	31.12.2008			31.12.2007		
	Valeur au coût historique	Plus ou moins value	Valeur à l'actif consolidé	Valeur au coût historique	Plus ou moins value	Valeur à l'actif consolidé
Actions (EMBRAER) (1)	32 120	-13 999	18 121	32 120	19 434	51 554
Valeurs mobilières de placement (cotées) (2)	2 921 960	943 780	3 865 740	2 728 557	827 455	3 556 012
Titres non cotés	59 254	-142	59 112	55 301	-135	55 166
Titres disponibles à la vente	3 013 334	929 639	3 942 973	2 815 978	846 754	3 662 732

Comptabilisation dans les comptes consolidés du Groupe (cf. paragraphe C7-2 des principes comptables) :

(1) cette perte de valeur est due essentiellement à la baisse du cours de Bourse de l'action EMBRAER au cours de l'exercice 2008. La volonté de DASSAULT AVIATION de maintenir sa présence au sein du capital d'EMBRAER, qu'elle considère comme stratégique, est inchangée : DASSAULT AVIATION n'a pas l'intention de céder cet actif à court terme. De plus, DASSAULT AVIATION considère que la perte de valeur observée en 2008 est temporaire. Cette dernière est donc constatée en capitaux propres (dans la rubrique "Réserves d'évaluation des instruments financiers") et non en résultat.

(2) plus-value comptabilisée en capitaux propres (rubrique "Réserves d'évaluation des instruments financiers").

AUTRES ACTIFS FINANCIERS

(en milliers d'euros)	31.12.2007	AUTRES MOUVEMENTS	ACQUISITIONS DOTATIONS	CESSIONS REPRISES	31.12.2008
Valeur brute					
Titres détenus jusqu'à échéance	0	0	0	0	0
Loyers versés d'avance	29 163	0	107	-656	28 614
Prêts logements et autres	2 339	8	342	-414	2 275
TOTAL (1)	31 502	8	449	-1 070	30 889
Provisions	-136	-8	-155	1	-298
VALEUR NETTE	31 366	0	294	-1 069	30 591

(1) dont à plus d'un an : 30 210 au 31.12.2008 et 30 854 au 31.12.2007.

ÉLÉMENT 6

STOCKS ET TRAVAUX EN-COURS

(en milliers d'euros)	31.12.2008			31.12.2007 (NET)
	BRUT	PROVISION	NET	
Matières premières	170 853	-60 642	110 211	132 385
Travaux en-cours de production	2 905 345	-31 942	2 873 403	2 432 788
Produits intermédiaires et finis	666 546	-221 333	445 213	438 442
TOTAL	3 742 744	-313 917	3 428 827	3 003 615

ÉLÉMENT 7

CRÉANCES CLIENTS ET AUTRES CRÉANCES

(en milliers d'euros)	31.12.2008			31.12.2007 (NET)
	BRUT	PROVISION	NET	
Clients et comptes rattachés	446 658	-152 780	293 878	368 819
Autres créances	92 623	0	92 623	123 519
Comptes de régularisation	9 551	0	9 551	8 702
TOTAL	548 832	-152 780	396 052	501 040

ÉCHÉANCIER DES CRÉANCES CLIENTS ET AUTRES CRÉANCES - VALEUR BRUTE

(en milliers d'euros)	31.12.2008			31.12.2007		
	TOTAL	Moins d'un an	Plus d'un an	TOTAL	Moins d'un an	Plus d'un an
Clients et comptes rattachés	446 658	323 546	123 112	536 672	395 155	141 517
Autres créances	92 623	92 623	0	123 519	123 519	0
Comptes de régularisation	9 551	9 551	0	8 702	8 702	0
TOTAL - VALEUR BRUTE	548 832	425 720	123 112	668 893	527 376	141 517

Comptes Consolidés

ÉLÉMENT 8

TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

TRÉSORERIE NETTE

(en milliers d'euros)	31.12.2008			31.12.2007
	BRUT	DÉPRÉCIATION	NET	(NET)
Valeurs mobilières de placement (1)	523 306	0	523 306	1 057 168
Disponibilités	300 888	0	300 888	208 337
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE A L'ACTIF DU BILAN	824 194	0	824 194	1 265 505
- Concours bancaires et soldes créditeurs de banque	-10 222	0	-10 222	-22 831
= TRÉSORERIE NETTE AU TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE	813 972	0	813 972	1 242 674

(1) l'analyse des risques correspondante est décrite à l'Élément 24 de la présente annexe.

TRÉSORERIE DISPONIBLE

(en milliers d'euros)	31.12.2008	31.12.2007
Valeurs mobilières de placement disponibles à la vente (en valeur de marché) (1)	3 865 740	3 556 012
Valeurs mobilières de placement équivalents de trésorerie (en valeur de marché)	523 306	1 057 168
Total des valeurs mobilières de placement (en valeur de marché) (2)	4 389 046	4 613 180
+ Disponibilités	300 888	208 337
- Emprunts et dettes financières (3)	-257 737	-262 610
= TRÉSORERIE DISPONIBLE	4 432 197	4 558 907

(1) cf. Élément 5.

(2) si le Groupe le décidait, les valeurs mobilières de placement disponibles à la vente pourraient être cédées à très court terme, compte tenu de leur liquidité.

(3) cf. Élément 11.

ÉLÉMENT 9

CAPITAL SOCIAL ET GESTION DU CAPITAL

Le capital social autorisé s'élève à 81 007 milliers d'euros, composé de 10 125 897 actions ordinaires de 8 euros chacune, émises et entièrement libérées. Le nombre et la valeur nominale des actions n'ont pas varié au cours de l'exercice.

Le Groupe ne détient pas d'actions propres et n'a pas attribué à ses salariés et cadres dirigeants d'options d'achat d'actions.

Le Groupe n'ayant pas d'emprunts ni de dettes auprès des établissements de crédit, il n'a pas d'engagements contractuels de respect de ratios d'endettement. Par ailleurs le Groupe distribue régulièrement des dividendes.

ÉLÉMENT 10

IDENTITÉ DE LA SOCIÉTÉ MÈRE CONSOLIDANT GLOBALEMENT LES COMPTES DU GROUPE

	% contrôle (identique à % intégration)
GROUPE INDUSTRIEL MARCEL DASSAULT 9, Rond Point des Champs Élysées - Marcel Dassault 75008 Paris	50,55%

ÉLÉMENT 11

EMPRUNTS ET DETTES FINANCIÈRES

(en milliers d'euros)	31.12.2008 TOTAL	Dont PART A MOINS D'UN AN	Dont PART A PLUS D'UN AN		
			Total part à plus d'un an	Dont > à 1 an et < à 5 ans	Dont > à 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits (1)	10 292	10 234	58	46	12
Emprunts auprès des établissements de crédit-bail	0	0	0	0	0
Emprunts et dettes financières diverses (2)	247 445	38 420	209 025	209 025	0
TOTAL	257 737	48 654	209 083	209 071	12

(en milliers d'euros)	31.12.2007 TOTAL	Dont PART A MOINS D'UN AN	Dont PART A PLUS D'UN AN		
			Total part à plus d'un an	Dont > à 1 an et < à 5 ans	Dont > à 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits (1)	22 912	22 842	70	46	24
Emprunts auprès des établissements de crédit-bail	0	0	0	0	0
Emprunts et dettes financières diverses (2)	239 698	42 341	197 357	197 357	0
TOTAL	262 610	65 183	197 427	197 403	24

(1) dont concours bancaires courants: 10 222 au 31.12.2008 et 22 831 au 31.12.2007.

(2) les emprunts et dettes financières diverses comprennent essentiellement la participation des salariés bloquée.

Comptes Consolidés

ÉLÉMENT 12

ÉTAT DES PROVISIONS

Nature des provisions (en milliers d'euros)	31.12.2007	Autres (écarts de change, variation de périmètre, etc.)	Augmentations dotations	Diminutions reprises	31.12.2008
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES					
Opérationnels - courants	682 376	3 892	361 628	-171 846	876 050
Financiers	63	0	0	-63	0
TOTAL I	682 439	3 892	361 628	-171 909	876 050
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION					
Sur immobilisations financières et valeurs mobilières de placement	271	16	155	-2	440
Sur immobilisations corporelles	0	592	30 748	0	31 340
Sur stocks et en-cours	179 748	4 471	309 473	-179 775	313 917
Clients et comptes rattachés	167 853	122	152 661	-167 856	152 780
TOTAL II	347 872	5 201	493 037	-347 633	498 477
TOTAL GÉNÉRAL (I + II)	1 030 311	9 093	854 665	-519 542	1 374 527

Dont dotations et reprises

- opérationnelles (1)	854 510	-519 477
- financières	155	-65
	<u>854 665</u>	<u>-519 542</u>

(1) Détail

Dotation aux provisions	854 510	
Reprise de provisions		-519 477
	<u>854 510</u>	<u>-519 477</u>

ÉLÉMENT 12 (suite)

DÉTAIL DES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Nature des provisions (en milliers d'euros)	31.12.2007	Autres (écarts de change, variation de périmètre, etc.)	Augmentations dotations	Diminutions reprises	31.12.2008
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES					
Garantie	303 944	2 375	204 044	-98 253	412 110
Prestations de service et travaux restant à réaliser	124 815	2 254	102 511	-46 085	183 495
Coûts des départs retraites et médailles du travail	243 186	316	47 826	-24 763	266 565
Divers opérationnels	10 431	-1 053	7 247	-2 745	13 880
Opérationnels - courants (A)	682 376	3 892	361 628	-171 846	876 050
Divers financiers	63	0	0	-63	0
Financiers (B)	63	0	0	-63	0
TOTAL PROVISIONS COURANTES (A+B)	682 439	3 892	361 628	-171 909	876 050

Comptes Consolidés

ÉLÉMENT 12 (suite)

DÉTAIL DES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

- **Provisions pour garantie** : les provisions pour garantie sont ajustées pour tenir compte de l'évolution de la flotte en service et des marchés livrés.
- **Provisions pour coûts des départs retraites et médailles du travail** :

Les engagements liés aux coûts des départs retraites et des médailles du travail sont calculés s'il y a lieu pour l'ensemble du personnel du Groupe suivant la méthode des unités des crédits projetés. Ils sont provisionnés en totalité pour les obligations restant à courir.

La simulation de la projection de carrière est pondérée par la table de mortalité du code des assurances et par le taux de rotation du personnel constaté (variable suivant l'âge). Le coût de départ est retenu au prorata du nombre d'années d'ancienneté du salarié à la clôture de l'exercice par rapport à son espérance totale d'années de carrière.

➤ Hypothèses retenues :

	Sociétés françaises		Sociétés américaines	
	2008	2007	2008	2007
Taux d'inflation	2,00%	2,00%	3,00%	3,00%
Taux d'actualisation	4,30%	4,40%	6,00%	5,80%
Taux moyen pondéré d'augmentation des salaires	4,15%	4,15%	4,23%	4,23%

Ces taux ont été déterminés selon les mêmes méthodes qu'en 2007.

➤ Sociétés françaises :

L'évolution du niveau de provision au cours de la période s'analyse comme suit :

(en milliers d'euros)	2008	2007
A l'ouverture de l'exercice	240 251	201 926
Impact changement actuariel	2 340	-3 698
Droits supplémentaires et mouvements (entrées/départs)	18 135	42 023
A la clôture de l'exercice	260 726	240 251

➤ Sociétés nord américaines :

Aux États-Unis, les engagements de retraites à prestations définies font l'objet d'un financement par capitalisation externe. La part des engagements non couverte par les actifs des fonds est comptabilisée dans les comptes.

La valeur des fonds est de 151 millions de dollars au 31.12.2008, contre 147 au 31.12.2007.

ÉLÉMENT 13

DETTES D'EXPLOITATION

(en milliers d'euros)	31.12.2008			31.12.2007		
	TOTAL	Moins d'un an	Plus d'un an	TOTAL	Moins d'un an	Plus d'un an
Dettes fournisseurs	758 812	758 812	0	733 086	733 086	0
Autres dettes diverses	142 927	142 927	0	120 719	120 719	0
Comptes de régularisation	54 209	31 590	22 619	50 344	29 900	20 444
Dettes fournisseurs et diverses	955 948	933 329	22 619	904 149	883 705	20 444
Dettes fiscales et sociales	209 174	208 321	853	274 299	272 568	1 731

ÉLÉMENT 14

AVANCES ET ACOMPTES REÇUS SUR COMMANDES

(en milliers d'euros)	31.12.2008			31.12.2007		
	TOTAL	Moins d'un an	Plus d'un an	TOTAL	Moins d'un an	Plus d'un an
Avances et acomptes reçus sur commandes en-cours	3 414 927	1 758 888	1 656 039	3 589 685	2 229 175	1 360 510
TOTAL	3 414 927	1 758 888	1 656 039	3 589 685	2 229 175	1 360 510

Il s'agit d'avances et acomptes reçus sur des biens et services non encore facturés.

Comptes Consolidés

ÉLÉMENT 15

CHIFFRE D'AFFAIRES

(en milliers d'euros)	2008			2007		
	France	Export	TOTAL	France	Export	TOTAL
CHIFFRE D'AFFAIRES	1 268 177	2 479 969	3 748 146	959 859	3 124 882	4 084 741

(en milliers d'euros)	2008	2007
Premier trimestre	754 746	724 184
Deuxième trimestre	789 425	1 065 961
Troisième trimestre	989 257	900 083
Quatrième trimestre	1 214 718	1 394 513
TOTAL	3 748 146	4 084 741

ÉLÉMENT 16

AUTRES PRODUITS DE L'ACTIVITÉ

(en milliers d'euros)	2008	2007
Revenus financiers de nature opérationnelle (1)	881	4 593
Production immobilisée (2)	127	10 796
Subventions d'exploitation	67	118
Transferts de charges	12	103
Autres produits d'exploitation	7 260	7 142
TOTAL	8 347	22 752

(1) intérêts moratoires.

(2) dont frais de développement immobilisés : 0 10 600

ÉLÉMENT 17

AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION

(en milliers d'euros)	2008	2007
Résultat de cessions d'éléments d'actifs immobilisés	-1 610	-884
Pertes et gains de change relatifs à des opérations commerciales (1)	3 585	-3 455
Résultat d'opérations de gestion	-202	-64
Autres charges d'exploitation	-285	-240
Quote-part de résultats sur opérations faites en commun	627	1 321
TOTAL	2 115	-3 322

(1) notamment pertes et gains de change sur comptes clients et fournisseurs ; celles relatives aux opérations admises en couverture sont, elles, comptabilisées en chiffre d'affaires.

ÉLÉMENT 18

FRAIS DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Les dépenses de Recherche et Développement non activées sont enregistrées en charge dans l'exercice au cours duquel elles sont constatées et représentent :

(en milliers d'euros)	2008	2007
CHARGES DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT	-272 730	-254 428

La stratégie et les axes d'efforts du Groupe en matière de Recherche et Développement sont décrits dans le rapport de gestion.

ÉLÉMENT 19

AUTRES PRODUITS ET CHARGES NON COURANTS

(en milliers d'euros)	2008	2007
Coûts CASA constatés	0	-3 014
Reprise de provision CASA	0	3 014
Résultat de cession EMBRAER	0	26 401
TOTAL	0	26 401

ÉLÉMENT 20

RÉSULTAT FINANCIER

(en milliers d'euros)	2008	2007
Intérêts générés par la trésorerie et les équivalents de trésorerie	34 080	49 215
Résultat de cession et variation de juste valeur d'équivalents de trésorerie	22 469	18 895
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	56 549	68 110
Charges d'intérêts sur opérations de financement	-11 632	-11 264
Coût de l'endettement financier brut	-11 632	-11 264
COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	44 917	56 846
Dividendes et autres produits de participation	5 283	3 229
Produits d'intérêts et produits de cession des autres actifs financiers (hors trésorerie et équivalents de trésorerie)	13 339	1 410
Gain de change	0	183
Produits financiers	18 622	4 822
Perte de change	-2 798	0
Autres charges financières	-155	-63
Charges financières	-2 953	-63
AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS	15 669	4 759
RÉSULTAT FINANCIER	60 586	61 605

Comptes Consolidés

ÉLÉMENT 21

SITUATION FISCALE

(en milliers d'euros)

EFFET NET DES IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT	2008	2007
Charges d'impôts courants	-216 949	-208 361
Impôts différés	95 093	25 513
TOTAL	-121 856	-182 848

EFFET NET DES IMPÔTS SUR LA RÉSERVE D'ÉVALUATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS DES CAPITAUX PROPRES	2008	2007
Sur les couvertures de flux de trésorerie	21 776	5 758
Sur les actifs financiers disponibles à la vente	-35 035	-31 311
CHARGE D'IMPÔT IMPUTÉE SUR LES CAPITAUX PROPRES	-13 259	-25 553

RAPPROCHEMENT ENTRE LA CHARGE D'IMPÔT THÉORIQUE ET CELLE COMPTABILISÉE	2008	2007
- Impôt théorique au taux en vigueur (1)	-170 343	-194 527
- Impact des différences de taux d'impôts étrangers et impôts différés	20	-3 083
- Incidence de la variation de charges et recettes non fiscalisées	48 467	14 762
- Impôt comptabilisé	-121 856	-182 848

(1) 34,43% en 2008 (idem 2007).

ÉLÉMENT 21 (suite)

SITUATION FISCALE

SOURCES D'IMPÔTS DIFFÉRÉS	Bilan consolidé		Compte de résultat consolidé	
	31.12.2008	31.12.2007	2008	2007
Actifs d'impôt différé				
Décalages temporaires sur provisions (participation, retraite,...)	51 386	3 396	23 313	925
Écritures de consolidation et divers (1)	-21 207	6 656	2 970	2 869
Réévaluation à la juste valeur des titres disponibles à la vente et autres valeurs mobilières de placement	-787	-356	-432	-31
Réévaluation à la juste valeur des contrats de change (couvertures de flux de trésorerie)	-774	306		
TOTAL IMPÔT DIFFÉRÉ ACTIF (2)	28 618	10 002		
Passifs d'impôt différé				
Décalages temporaires sur provisions (participation, retraite,...)	137 189	118 630	39 614	21 016
Écritures de consolidation et divers (1)	741	-56 792	29 277	1 428
Réévaluation à la juste valeur des titres disponibles à la vente et autres valeurs mobilières de placement	2 100	-2 915	-369	-631
Réévaluation à la juste valeur des contrats de change (couvertures de flux de trésorerie)	-152 319	-175 895	720	-63
TOTAL IMPÔT DIFFÉRÉ PASSIF (2)	-12 289	-116 972		
PRODUIT (+) / CHARGE (-) D'IMPÔT DIFFÉRÉ			95 093	25 513

(1) retraitement des provisions fiscales, marges internes, frais de développement immobilisés.

(2) l'échéancier des impôts différés n'est pas établi car certaines bases d'imposition différée ne peuvent être ventilées par année de façon pertinente.

ALLÈGEMENT DE LA DETTE FUTURE D'IMPÔTS	2008	2007
- Solde actif d'impôts différés non pris en compte	59 107	62 871

Comptes Consolidés

ÉLÉMENT 22

RÉSULTAT PAR ACTION

RÉSULTAT PAR ACTION DE BASE	2008	2007
Bénéfice net attribuable aux actionnaires (en milliers d'euros) (1)	372 958	382 278
Nombre moyen pondéré des actions ordinaires en circulation	10 125 897	10 125 897
Bénéfice par action de base (en euros)	36,8	37,8

(1) le résultat net est intégralement attribuable au résultat des activités poursuivies (pas d'abandon d'activités).

Cette information se calcule en divisant le résultat net distribuable aux actionnaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice, à l'exclusion des actions ordinaires achetées par le Groupe et détenues comme actions propres. Le Groupe ne détenant pas d'actions propres et n'ayant pas de plans d'options d'achat d'actions, le résultat par action dilué est identique au résultat de base.

ÉLÉMENT 23

DIVIDENDES PAYÉS ET PROPOSÉS

(en milliers d'euros)	2008	2007
<u>Décidés et payés dans l'année</u>		
Dividendes sur les actions ordinaires		
- Dividendes définitifs pour 2007 : 10,6 euros par action (2006 : 7,4)	107 335	74 932
- Dividendes provisoires pour 2008	sans objet	
<u>Proposé pour approbation à l'Assemblée Générale</u>		
(non reconnu comme un passif au 31 décembre) :		
Dividendes sur les actions ordinaires		
- Dividendes proposés pour 2008 : 5,80 euros par action (2007 : 10,6)	58 730	

ÉLÉMENT 24

GESTION DES RISQUES FINANCIERS

NATURES, ETENDUE ET GESTION DES RISQUES

RISQUES DE LIQUIDITE ET TRESORERIE

Le Groupe n'a pas de risque significatif sur ses dettes financières et sur ses valeurs mobilières de placement (disponibles à la vente ou équivalents de trésorerie). Le portefeuille de valeurs mobilières de placement du Groupe est en effet constitué essentiellement de placements monétaires à court terme :

(en milliers d'euros)	31.12.2008			
	Valeur au coût historique	Plus value	Valeur à l'actif consolidé	En %
Disponibilités, placements monétaires, dépôts à terme, Placements diversifiés (référence AMF, majoritairement monétaires)	3 721 448 10 626	953 660 4 200	4 675 108 14 826	99,7% 0,3%
Total valeurs mobilières de placement (disponibles à la vente et équivalents de trésorerie) et disponibilités	3 732 074	957 860	4 689 934	100%

La trésorerie ainsi que le portefeuille de valeurs mobilières de placement disponibles à la vente permettent au Groupe de faire face à ses engagements sans risque de liquidité.

RISQUES DE CREDIT

Le Groupe réalise ses opérations de trésorerie et de change avec des organismes financiers reconnus. Il répartit ses placements et comptes bancaires au sein des différents organismes qu'il a retenus.

Le Groupe n'avait pas de placement ni de compte auprès d'établissements financiers ayant fait faillite en 2008.

Le Groupe limite les risques liés au défaut des contreparties clients en réalisant la majorité de ses ventes au comptant et en faisant garantir par la COFACE ou par des sûretés réelles les crédits accordés. Le montant des garanties COFACE et des sûretés réelles obtenues et non exercées à la clôture figurent dans le tableau des engagements financiers hors bilan (cf. Élément 25).

Le risque de fabrication est aussi garanti auprès de la COFACE pour les contrats militaires exports significatifs.

Compte tenu de la méthode de dépréciation des créances clients décrite au paragraphe C9 des principes comptables, la part des créances échues non dépréciée n'est pas à risque et n'est par ailleurs pas significative.

Comptes Consolidés

ÉLÉMENT 24 (suite)

GESTION DES RISQUES FINANCIERS

RISQUES DE MARCHÉ

- **RISQUES DE CHANGE**

- ✓ **PORTEFEUILLE DE COUVERTURE**

Le Groupe a un risque de change au travers de la Société Mère sur les ventes de FALCON qui sont pour la quasi-totalité libellées en dollars US.

Ce risque est couvert partiellement en utilisant des contrats de vente à terme et des options de change.

Le Groupe couvre ses flux de trésorerie reconnus hautement probables de manière partielle. Il s'assure que les premières rentrées de trésorerie futures seront suffisantes pour exercer les couvertures de change mises en place. Le montant de la couverture peut être ajusté en fonction de l'évolution dans le temps des flux nets attendus.

Une analyse de sensibilité a été réalisée afin de déterminer l'impact d'une variation du cours du dollar US par rapport à l'euro de plus ou moins 10 centimes.

VALEUR DE MARCHÉ DU PORTEFEUILLE (en milliers d'euros)	31.12.2008		31.12.2007	
Position nette au bilan	446 605		512 715	
Cours du dollar à la clôture	1 euro = 1,3917 dollar		1 euro = 1,4721 dollar	
Variation du cours du dollar à la clôture	1 euro = 1,4917 dollar	1 euro = 1,2917 dollar	1 euro = 1,5721 dollar	1 euro = 1,3721 dollar
Variation de la position nette au bilan	+300 580	-344 060	+110 100	-114 230

- ✓ **TITRES EMBRAER**

La Société Mère du Groupe détient des titres de la société EMBRAER. Cette dernière est cotée sur le marché brésilien. Elle est valorisée en euros dans les comptes du Groupe sur la base de sa valeur de marché à la clôture, en réal brésilien, convertie en euro. La valeur des titres peut donc, en particulier, fluctuer en fonction de la parité de ces deux devises.

Une analyse de sensibilité a été réalisée afin de déterminer l'impact sur la réserve spéciale d'évaluation des instruments financiers d'une variation du cours du réal brésilien par rapport à l'euro de plus ou moins 10 centimes.

VALEUR DE MARCHÉ DES TITRES EMBRAER DETENUS PAR LE GROUPE (en milliers d'euros)	31.12.2008		31.12.2007	
Position nette au bilan	18 121		51 554	
Cours du réal à la clôture	1 euro = 3,2436 réals		1 euro = 2,6075 réals	
Variation du cours du réal à la clôture	1 euro = 3,3436 réals	1 euro = 3,1436 réals	1 euro = 2,7075 réals	1 euro = 2,5075 réals
Variation de la position nette au bilan	-542	+ 576	-1 904	+ 2 056

ÉLÉMENT 24 (suite)

GESTION DES RISQUES FINANCIERS

• **AUTRES RISQUES**

Le Groupe est soumis à un autre risque de prix lié à la fluctuation du cours des titres EMBRAER. Une analyse de sensibilité a été réalisée afin de déterminer l'impact sur la réserve spéciale d'évaluation des instruments financiers d'une variation de plus ou moins 10% du cours des titres EMBRAER.

VALEUR DE MARCHÉ DES TITRES EMBRAER DETENUS PAR LE GROUPE (en milliers d'euros)	31.12.2008		31.12.2007	
	Position nette au bilan	18 121		51 554
Cours d'une action EMBRAER en réals	8,81 réals		20,15 réals	
Variation du cours de l'action EMBRAER	+ 10%	- 10%	+ 10%	- 10%
Variation de la position nette au bilan	+ 1 812	- 1 812	+ 5 155	- 5 155

INSTRUMENTS FINANCIERS : VALEUR, IMPACT EN RESULTAT ET EN CAPITAUX PROPRES

Les différents types d'instruments financiers utilisés par le Groupe (instruments de couverture de change) sont décrits au paragraphe C14 des principes comptables ainsi que leur comptabilisation en application de la comptabilité de couverture telles que définie par la norme IAS 39.

Le portefeuille d'instruments financiers dérivés est le suivant :

VALEUR DE MARCHÉ	31.12.2008		31.12.2007	
	Milliers de dollars	Milliers d'euros	Milliers de dollars	Milliers d'euros
Options de change	- 2 841	- 2 041	24 633	16 733
Opérations à terme	624 381	448 646	730 135	495 982
TOTAL	621 540	446 605	754 768	512 715

L'état des comptabilisations au bilan des instruments financiers dérivés, ainsi que l'impact sur le résultat et les capitaux propres, sont les suivants :

(en milliers d'euros)	Valeur de marché au 31.12.2008	Valeur de marché au 31.12.2007	Comptabilisation de la variation de la juste valeur		
			Dans les capitaux propres (1)	Au compte de résultat	
				Dans le résultat opérationnel	Dans le résultat financier
Instruments à l'actif du bilan	446 605	512 715			
dont primes sur instruments financiers	1 956	2 727			
Plus values sur instruments financiers	444 649	509 988	-63 247	0	- 2 092
Instruments au passif du bilan	0	0			
dont primes	0	0			
Moins values sur instruments financiers	0	0	0	0	0

(1) comptabilisation dans la rubrique spécifique "Réserves d'évaluation des instruments financiers".

Comptes Consolidés

ÉLÉMENT 25

ENGAGEMENTS FINANCIERS

(en milliers d'euros)

ENGAGEMENTS DONNÉS	31.12.2008	31.12.2007
Avals et cautions	185 486	142 232
TOTAL	185 486	142 232

ENGAGEMENTS RECUS	31.12.2008	31.12.2007
Garanties Coface	51 092	190 989
Sûretés réelles	0	0
TOTAL	51 092	190 989

ENGAGEMENTS RÉCIPROQUES	31.12.2008	31.12.2007
Marchés à livrer à terme - Solde à facturer	17 065 400	14 992 000
Marchés à recevoir à terme - Solde à payer	2 929 749	2 495 329
Commandes d'immobilisations	43 500	28 000
TOTAL	20 038 649	17 515 329

DETTES ET CREANCES GARANTIES PAR DES CAUTIONS BANCAIRES	31.12.2008	31.12.2007
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	500 689	557 272
Avances et acomptes versés sur commandes en cours	3 834	1 877
TOTAL	504 523	559 149

CONTRATS DE LOCATION SIMPLE			
Les principaux contrats de location simple du Groupe concernent des ensembles immobiliers de bureaux à usage industriels.			
	TOTAL	Moins d'un an	Plus d'un an
Montant des paiements minimaux futurs non résiliables (non actualisés)	326 502	29 682	296 820

ÉLÉMENT 26

TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Les parties liées avec le Groupe sont :

- le Groupe Industriel Marcel Dassault, et ses filiales,
- le Président-Directeur Général de DASSAULT AVIATION,
- les administrateurs de DASSAULT AVIATION.

(en milliers d'euros)		Ventes aux parties liées	Achats auprès des parties liées	Créances sur les parties liées	Dettes envers les parties liées
GIMD	Exercice 2008	23 276	67 914	27 459	2 032
	Exercice 2007	34 793	63 382	20 508	4 172

Personnel clé du Groupe

Emprunt des dirigeants	Exercice 2008	Néant
	Exercice 2007	Néant
Autres intérêts des dirigeants	Exercice 2008	Néant
	Exercice 2007	Néant

Rémunération et autres engagements

Le montant global des rémunérations perçues par les mandataires sociaux, dont le détail est communiqué dans le rapport de gestion, s'élève au titre de 2008 à 888 964 euros pour la Société Mère, 0 dollar pour les filiales et 480 000 euros pour GIMD.

Autres engagements : engagement envers le Président-Directeur Général au titre du mandat s'achevant avec l'Assemblée Générale statuant sur les comptes 2008.

- A son départ en retraite, M. EDELSTENNE dont le contrat de travail a été suspendu lorsqu'il est devenu Président-Directeur Général aura droit à une indemnité de départ et à une retraite selon les règles Société applicables aux salariés de sa catégorie.

Le Conseil d'Administration a également attribué à M. EDELSTENNE un complément annuel de pension de retraite égal à 3 % de sa rémunération annuelle brute à la date de son départ en retraite multiplié par le nombre d'années pendant lequel il aura été Président-Directeur Général et plafonné de telle façon que l'ensemble de ses pensions de retraite ne dépasse pas 60 % de sa dernière rémunération annuelle brute.

- La Société a adhéré le 18 décembre 2008 aux recommandations de l'AFEP et du MEDEF sur la rémunération des Dirigeants mandataires sociaux.

Concernant M. EDELSTENNE, ces recommandations s'appliqueront lors du Conseil qui va suivre l'Assemblée afin de statuer sur son éventuel renouvellement comme Président-Directeur Général.

Termes et conditions des transactions avec les parties liées

Les ventes et achats sont réalisés aux prix de marché. Les soldes en cours à la fin de l'exercice ne sont pas garantis et les règlements se font en trésorerie. Il n'y pas eu de garanties fournies ou reçues pour les créances sur les parties liées. Pour l'exercice 2008, le Groupe n'a pas enregistré de provisions pour créances douteuses relatives aux montants dus par les parties liées. Cette évaluation est effectuée lors de chaque exercice en examinant la situation financière des parties liées ainsi que le marché dans lequel elles opèrent.

Comptes Consolidés

ÉLÉMENT 27

EFFECTIF MOYEN

	2008	2007
Ingénieurs et cadres	5 137	5 203
Agents de maîtrise et techniciens	2 408	2 495
Employés	1 464	1 387
Ouvriers	3 382	3 051
TOTAL	12 391	12 136

ÉLÉMENT 28

INFORMATIONS ENVIRONNEMENTALES

Le Groupe DASSAULT AVIATION a comptabilisé à l'actif du bilan au titre des investissements environnementaux un montant de 3 530 milliers d'euros et a porté en charges environ 820 milliers d'euros dans l'exercice 2008, consacrés à des études de risques, d'impacts et de conformité réglementaire.

ÉLÉMENT 29

HONORAIRES VERSÉS AUX COMMISSAIRES AUX COMPTES

(en euros)	DELOITTE & ASSOCIES		MAZARS	
	2008	2007	2008	2007
Audit				
<u>Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés :</u> (1)				
DASSAULT AVIATION	124 967	152 500	175 467	107 500
Filiales intégrées globalement	0	0	406 943	343 932
<u>Missions accessoires</u> (2)				
DASSAULT AVIATION	24 994	15 000	72 534	64 000
Filiales intégrées globalement	0	0	25 629	8 975
TOTAL	149 961	167 500	680 573	524 407

(1) Ces honoraires concernent principalement la revue et la certification des comptes consolidés du Groupe, la certification des états financiers statutaires de DASSAULT AVIATION S.A. et de ses filiales et le respect des réglementations au plan local.

(2) Ces honoraires concernent des services entrant dans le champ des prestations habituellement rendues dans le prolongement de la mission de commissariat aux comptes (rédaction d'attestations particulières, avis et opinions liés aux normes comptables, ...).

De plus, il convient d'ajouter à ces montants les honoraires versés par les filiales intégrées globalement à des Commissaires aux comptes autres que les cabinets DELOITTE & ASSOCIÉS et MAZARS : 42 000 euros en 2008 et 40 000 en 2007 (montants hors taxe).

ÉLÉMENT 30

ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS A LA CLÔTURE

Aucun événement n'a eu lieu après le 31 décembre 2008 pouvant avoir un impact significatif sur les comptes.

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX
COMPTES SUR LES COMPTES
CONSOLIDES**

Exercice clos le 31 décembre 2008

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société DASSAULT AVIATION relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2008, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Ces comptes ont été préparés conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne.

OPINION SUR LES COMPTES CONSOLIDES

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Les Commissaires aux Comptes

Mazars

Serge Castillon

Deloitte & Associés

Dominique Jumaucourt

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

La préparation des états financiers au 31 décembre 2008 a été réalisée dans le contexte financier décrit en conclusion du Rapport de gestion de votre Conseil d'Administration.

C'est dans ce contexte, que conformément aux dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce, nous avons procédé à nos propres appréciations que nous portons à votre connaissance.

Nos travaux ont notamment consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent les estimations des provisions pour risques, telles que décrites en note 1-C11 de l'annexe aux comptes, à revoir les calculs effectués par la société, à comparer les estimations comptables des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes et à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la Direction. Nous avons procédé sur ces bases à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées sur ces éléments s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et ont donc contribué à la formation de l'opinion sans réserve exprimée dans la première partie du rapport.

VERIFICATION SPECIFIQUE

Par ailleurs, nous avons également procédé à la vérification des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion conformément aux normes professionnelles applicables en France. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Courbevoie et Neuilly-sur-Seine, le 19 mars 2009



**COMPTES ANNUELS
AU 31 DÉCEMBRE 2008**

En milliers d'euros

Comptes Annuels

BILAN ACTIF

(en milliers d'euros)	ÉLÉMENTS DE L'ANNEXE	31.12.2008			31.12.2007
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	2	73 368	-60 734	12 634	8 323
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2	893 074	-596 133	296 941	301 876
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	3	227 071	-14 154	212 917	225 816
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ		1 193 513	-671 021	522 492	536 015
STOCKS ET EN-COURS	4	2 986 207	-204 573	2 781 634	2 524 112
AVANCES ET ACOMPTES VERSÉS SUR COMMANDES		196 953	0	196 953	183 335
CRÉANCES CLIENTS ET COMPTES RATTACHÉS	6	462 039	-139 074	322 965	359 588
AUTRES CRÉANCES ET COMPTES DE RÉGULARISATION	7	423 048	0	423 048	411 539
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT ET INSTRUMENTS DE TRESORERIE	10	3 132 893	0	3 132 893	3 079 215
DISPONIBILITÉS		200 795	0	200 795	75 354
TOTAL ACTIF CIRCULANT		7 401 935	-343 647	7 058 288	6 633 143
TOTAL ACTIF		8 595 448	-1 014 668	7 580 780	7 169 158

BILAN PASSIF

(en milliers d'euros)	ÉLÉMENTS DE L'ANNEXE	31.12.2008	31.12.2007
CAPITAL	11	81 007	81 007
PRIMES D'ÉMISSION, DE FUSION, D'APPORT		19 579	19 579
RÉSERVES	13	1 971 413	1 755 252
RÉSULTAT DE L'EXERCICE		352 508	323 496
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES	15	273 194	267 450
CAPITAUX PROPRES		2 697 701	2 446 784
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	15	781 363	608 100
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIÈRES (1)	16	256 101	261 020
AVANCES ET ACOMPTES RECUS SUR COMMANDES		2 828 489	2 792 243
DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHÉS	17	663 449	682 746
AUTRES DETTES ET COMPTES DE RÉGULARISATION	18	353 677	378 265
TOTAL DETTES		4 101 716	4 114 274
TOTAL PASSIF		7 580 780	7 169 158

(1) Dont soldes créditeurs de banque :

10 222

22 831

Comptes Annuels

COMPTE DE RÉSULTAT

(en milliers d'euros)	ÉLÉMENTS DE L'ANNEXE	2008	2007
CHIFFRE D'AFFAIRES NET	21	3 540 455	3 605 350
PRODUCTION IMMOBILISÉE		127	196
VARIATION DES EN-COURS DE PRODUCTION		288 423	83 450
REPRISES PROVISIONS ET AMORTISSEMENTS, TRANSFERTS DE CHARGES		406 824	385 368
AUTRES PRODUITS		7 311	7 244
PRODUITS D'EXPLOITATION		4 243 140	4 081 608
ACHATS CONSOMMÉS		-1 881 689	-1 939 564
CHARGES DE PERSONNEL		-636 900	-627 347
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION		-298 218	-317 997
IMPÔTS ET TAXES		-56 874	-48 918
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS	2	-54 950	-44 206
DOTATIONS AUX PROVISIONS	15	-654 393	-514 039
CHARGES D'EXPLOITATION		-3 583 024	-3 492 071
RÉSULTAT D'EXPLOITATION		660 116	589 537
RÉSULTAT FINANCIER	23	19 107	17 121
RÉSULTAT COURANT		679 223	606 658
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	24	-6 503	17 371
PARTICIPATION ET INTÉRESSEMENT DES SALARIÉS		-136 203	-114 747
IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS	25	-184 009	-185 786
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE		352 508	323 496

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers d'euros)		
Libellé	31.12.2008	31.12.2007
FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES OPÉRATIONS D'EXPLOITATION		
Résultat net	352 508	323 496
Annulation du résultat sur cessions d'actifs immobilisés	665	-25 875
Annulation subventions d'investissements rapportées au résultat	0	0
Net des dotations et reprises aux comptes d'amortissements et de provisions	255 116	183 625
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT (A)	608 289	481 246
Impact de la :		
Variation des stocks et en-cours	-257 522	-93 112
Variation des avances et acomptes versés	-13 618	24 821
Variation des créances clients et comptes rattachés	36 623	-55 617
Variation des autres créances et comptes de régularisation	-11 509	-61 159
Variation des avances et acomptes reçus	36 246	422 107
Variation des dettes fournisseurs et comptes rattachés	-19 297	107 080
Variation des autres dettes et comptes de régularisation	-24 588	53 074
AUGMENTATION (-) OU DIMINUTION (+) DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT (B)	-253 665	397 194
(A+B)	354 624	878 440
FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT		
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	-75 869	-51 357
Acquisition d'immobilisations financières	-2 258	-3 043
Cessions ou réductions d'actifs immobilisés	14 876	89 282
	-63 251	34 882
FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES OPÉRATIONS DE FINANCEMENT		
Augmentation de capital	0	0
Augmentation des autres fonds propres	0	0
Diminution des autres fonds propres	0	0
Augmentation des dettes financières	107 448	83 217
Remboursement des dettes financières	-99 758	-88 347
Dividendes versés au cours de l'exercice	-107 335	-74 932
	-99 645	-80 062
VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE	191 728	833 260
TRÉSORERIE AU 1er JANVIER (1)	3 131 738	2 298 478
VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE	191 728	833 260
TRÉSORERIE A FIN DE PÉRIODE (1)	3 323 466	3 131 738

(1) La trésorerie ainsi définie correspond aux postes du bilan suivants :

[Disponibilité] + [valeurs mobilières de placement au coût historique] - [concours bancaires et soldes créditeurs de banque]

Comptes Annuels

DASSAULT AVIATION

9, ROND-POINT DES CHAMPS-ÉLYSÉES-MARCEL DASSAULT- 75008 PARIS

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 81.007.176 EUROS

712 042 456 RCS PARIS

SIRET : 712 042 456 00111

ANNEXE

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le **31 décembre 2008**, dont le total est de **7 580 780 milliers d'euros** et au compte de résultat de l'exercice, dont le total est de **4 355 794 milliers d'euros** et dégageant un bénéfice de **352 508 milliers d'euros**.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du **1er janvier 2008** au **31 décembre 2008**.

Les notes (ou tableaux) n° 1 à 35, font partie intégrante des comptes annuels.

ANNEXE : SOMMAIRE

Élément N°	Annexe au bilan et au compte de résultat du 01.01.2008 au 31.12.2008
1	I - RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES
	II - COMPLÉMENTS D'INFORMATION RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RÉSULTAT
2	Immobilisations incorporelles et corporelles
3	Immobilisations financières État des échéances des immobilisations financières Liste des filiales et participations dont la valeur brute excède 1% du capital de la société et dont la société détient au moins 10% des actions Autres filiales et participations Renseignements globaux sur les titres
4	Stocks et travaux en-cours
5	Intérêts sur éléments de l'actif circulant
6	État des échéances de l'actif circulant
7	Autres créances et comptes de régularisation
8	Produits à recevoir
9	Charges et produits constatés d'avance
10	Différences d'évaluation sur éléments fongibles de l'actif circulant
11	Composition du capital social
12	Identité de la société mère consolidant globalement les comptes de la société
13	Réserves Réserve d'écarts de réévaluation
14	Variation des capitaux propres au cours de l'exercice
15	État des provisions Détail des provisions pour risques et charges
16	Emprunts et dettes financières
17	État des échéances des dettes
18	Autres dettes et comptes de régularisation
19	Charges à payer
20	Éléments relevant de plusieurs postes du Bilan
21	Ventilation du chiffre d'affaires
22	Frais de recherche et de développement
23	Résultat financier
24	Résultat exceptionnel
	III - ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS
25	Ventilation de la charge d'impôt sur les bénéfices
26	Engagements financiers
27	Dettes et créances garanties par des cautions bancaires
28	Instruments financiers : portefeuille d'opérations de change en dollars
29	Incidence des évaluations fiscales dérogatoires
30	Accroissements et allègements de la dette future d'impôts
31	Rémunérations des mandataires sociaux
32	Effectif moyen
33	Informations environnementales
34	Résultats de la société au cours des cinq derniers exercices
35	Inventaire des valeurs mobilières détenues en portefeuille au 31.12.2008

Comptes Annuels

ÉLÉMENT 1

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les comptes individuels sont établis conformément au règlement 99-03 du Comité de la Réglementation Comptable homologué par l'arrêté du 22 juin 1999, ainsi qu'aux avis et recommandations ultérieurs du Conseil National de la Comptabilité.

Les méthodes qui ont présidé à la présentation des comptes annuels sont comparables d'un exercice à l'autre.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

A) IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou de production, diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur. Par exception, les immobilisations acquises avant le 31 décembre 1976 ont fait l'objet d'une réévaluation. Les frais financiers ne sont pas immobilisés. Chacun des composants identifiés d'une immobilisation fait l'objet d'une comptabilisation et d'amortissements séparés.

L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire sans déduction d'une valeur résiduelle, à l'exception des avions.

Les durées d'amortissement retenues sont fonction des durées d'utilité estimées des actifs. Ces dernières sont revues à chaque clôture pour les actifs immobilisés significatifs.

La durée d'utilité initiale est prolongée ou réduite si les conditions d'utilisation du bien le justifient.

Les durées d'utilité s'établissent comme suit :

Logiciels	3-4 ans
Bâtiments industriels	25-30 ans
Immeubles de bureau	25-35 ans
Agencements et aménagements	7-15 ans
Installations techniques, matériel et outillage	3-15 ans
Avions	4-10 ans
Matériel roulant	3-4 ans
Autres immobilisations corporelles	3-8 ans
Biens d'occasion	au cas par cas

B) PERTE DE VALEUR DES ACTIFS

A chaque clôture, la société apprécie s'il existe un indice de perte de valeur et effectue un test de dépréciation si un indice de perte de valeur est détecté. Dans le cadre de la clôture annuelle, un test de dépréciation est systématiquement effectué.

Ces indices de perte de valeur comprennent, notamment, des changements significatifs défavorables, présentant un caractère durable, affectant l'environnement économique (débouchés commerciaux, sources d'approvisionnement, évolution d'indices ou de coûts,...) ou les hypothèses ou objectifs retenus par la Société (études de rentabilité, carnet de commandes, évolution de la réglementation).

La Société déprécie les immobilisations corporelles et incorporelles d'un actif lorsque la valeur nette comptable de l'actif est supérieure à sa valeur actuelle. Le montant de la dépréciation comptabilisée en résultat est égal à l'écart constaté entre la valeur nette comptable et la valeur actuelle.

La valeur actuelle d'un actif correspond au montant le plus élevé entre sa valeur vénale (diminuée des coûts de vente) et sa valeur d'usage.

La valeur d'usage d'un actif est calculée selon la méthode des flux de trésorerie futurs actualisés, avec un taux d'actualisation après impôts de 8,9% et un taux de croissance de 2%. Le taux d'actualisation retenu intègre les taux en vigueur dans le secteur aéronautique. Les flux après impôts sont projetés sur une période de cinq ans et la méthode tient compte d'une valeur terminale.

C) PARTICIPATIONS, AUTRES TITRES IMMOBILISÉS ET VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires, à l'exception de celles qui ont fait l'objet de la réévaluation légale 1976. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire (déterminée par l'entreprise) est inférieure à la valeur brute.

D) STOCKS ET TRAVAUX EN-COURS

Les articles entrant en stock de matières premières, produits intermédiaires ou produits finis sont évalués en coût d'acquisition pour les articles achetés et en coût de production pour les articles fabriqués. Les sorties de stocks sont valorisées au prix moyen pondéré, à l'exception des avions qui sont sortis à leur coût d'acquisition.

Les travaux en-cours sont évalués en coût de production et ne comprennent pas de frais financiers.

Les stocks et travaux en-cours sont dépréciés si leur valeur nette de réalisation est inférieure à leur valeur constatée dans les comptes. La valeur nette de réalisation correspond au prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et la réalisation de la vente.

E) CRÉANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable.

F) PROVISIONS RÉGLEMENTÉES

Les provisions réglementées figurant au bilan comprennent :

- les provisions pour investissements,
- les provisions pour hausse des prix,

- les provisions pour risques crédits moyen terme export,
- les amortissements dérogatoires.

G) PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Coût des départs à la retraite et prestations assimilées :

Les engagements envers le personnel en matière de coût des départs à la retraite et des prestations assimilées (médailles du travail...) sont provisionnés pour les obligations restant à courir. Ils sont estimés pour l'ensemble du personnel sur la base des droits courus et d'une projection des salaires actuels, avec la prise en compte du risque de mortalité, de la rotation des effectifs et d'une hypothèse d'actualisation.

Les écarts actuariels ou analysés comme tels sont intégralement comptabilisés en résultat dans l'exercice au cours duquel ils sont constatés.

Autres provisions pour risques et charges :

Dans le cadre de ses activités, la Société est amenée à consentir à ses clients des garanties de fonctionnement sur les matériels livrés.

Des provisions pour risques sont constituées pour couvrir la quote-part de charges futures jugées probables au titre de ces engagements.

Ces provisions sont déterminées sur la base de dossiers techniques ou sur une base statistique.

H) COUVERTURE DE CHANGE

La Société utilise des instruments financiers dérivés pour se couvrir contre les risques de change liés à l'exploitation.

Ces risques résultent essentiellement des ventes réalisées en dollars US. Les flux de trésorerie futurs correspondants sont partiellement couverts par des opérations de change à terme fermes ou optionnelles.

Les primes payées ou encaissées sur les achats ou ventes éventuelles d'options ne sont portées en

Comptes Annuels

résultat qu'à l'échéance de ces options, à l'exception des primes concernant les stratégies « à prime zéro » qui sont portées immédiatement en résultat, afin de ne pas créer de décalages temporaires.

I) OPÉRATIONS EN DEVICES ÉTRANGÈRES

Les charges et produits en devises étrangères sont enregistrés pour leur contrevaletur en euro à la date de l'opération de paiement ou d'encaissement, à l'exception des flux nets associés à la couverture de change globale, qui sont comptabilisés au cours de cette couverture pour l'année.

Les créances et les dettes en devises étrangères non soldées sont converties en euro sur la base du cours de clôture. Lorsque l'application du taux de conversion à la date d'arrêté des comptes a pour effet de modifier les montants en euro précédemment comptabilisés, les différences de conversion sont inscrites à des comptes transitoires:

- à l'actif du bilan, écart de conversion actif lorsque la différence correspond à une perte latente,
- au passif du bilan, écart de conversion passif lorsque la différence correspond à un gain latent.

Les pertes latentes entraînent la constitution d'une provision pour risques.

Les écarts de conversion sur les disponibilités au 31 décembre sont portés au compte de résultat.

J) CONSTATATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES ET DES RÉSULTATS

Les produits des ventes de biens sont comptabilisés lors du transfert à l'acquéreur des risques et avantages de la propriété. En règle générale, il s'agit du transfert de propriété pour la Société.

Les prestations de services sont constatées à l'avancement selon les étapes convenues au contrat.

Les résultats sont constatés au fur et à mesure de cet avancement s'ils peuvent être déterminés de façon fiable. Les éventuelles pertes à terminaison sont comptabilisées dès qu'elles sont connues.

K) PLUS VALUES LATENTES SUR VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT

Les plus values latentes sur valeurs mobilières de placement ne sont enregistrées que lors de leur réalisation effective.

Suivant le code de commerce (article 8), les charges d'impôts ne sont comptabilisées qu'avec les produits constatés. L'impôt sur les dites plus values latentes est donc enregistré en charges payées d'avance jusqu'à prise en compte de la plus value en résultat financier.

Cette méthode qui déroge au principe de non constatation partielle d'impôts différés a été adoptée pour donner une image plus fidèle du résultat de la Société.

L) INTÉGRATION FISCALE

Depuis le 1er janvier 1999, la Société DASSAULT AVIATION fait partie du groupe fiscal constitué par la Société DASSAULT AVIATION, 9 Rond-Point des Champs-Élysées Marcel Dassault 75008 PARIS, en application des articles 223 A et suivants du CGI.

Cette intégration fiscale est renouvelable tacitement par période de cinq exercices.

Par convention, son incidence est neutre sur les résultats des sociétés intégrées : les charges d'impôt sont prises en compte par les sociétés intégrées comme en l'absence d'intégration fiscale.

ÉLÉMENT 2**IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES**

(en milliers d'euros)	31.12.2007	AUTRES MOUVEMENTS	ACQUISITIONS DOTATIONS	CESSIONS REPRISES	31.12.2008	VALEURS ORIGINE HORS REEVALUATION LEGALE
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						
Valeur brute						
Logiciels, brevets, licences et valeurs similaires	62 242	2 497	7 559	-531	71 767	71 767
Immobilisations en-cours ; avances et acomptes	2 497	-2 497	1 601		1 601	
TOTAL	64 739	0	9 160	-531	73 368	71 767
Amortissements						
Logiciels, brevets, licences et valeurs similaires	-56 416	0	-4 849	531	-60 734	
TOTAL	-56 416	0	-4 849	531	-60 734	
Valeur nette						
Logiciels, brevets, licences et valeurs similaires	5 826				11 033	
Immobilisations en-cours ; avances et acomptes	2 497				1 601	
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	8 323	0	4 311	0	12 634	

Comptes Annuels

ÉLÉMENT 2 - (suite)

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

(en milliers d'euros)	31.12.2007	AUTRES MOUVEMENTS	ACQUISITIONS DOTATIONS	CESSIONS REPRISES	31.12.2008	VALEURS ORIGINE HORS REEVALUATION LEGALE
IMMOBILISATIONS CORPORELLES						
Valeur brute						
Terrains	25 827	0	426	-238	26 015	22 231
Constructions	227 991	17	6 116	-1 823	232 301	222 500
Installations techniques, matériel et outillage	438 070	92	18 763	-9 291	447 634	446 806
Autres immobilisations corporelles	163 336	146	18 291	-18 971	162 802	162 520
Immobilisations en-cours ; avances et acomptes	2 081	-255	23 113	-617	24 322	
TOTAL	857 305	0	66 709	-30 940	893 074	854 057
Amortissements						
Terrains	-3 807	0	-440	165	-4 082	
Constructions	-123 748	0	-10 912	1 383	-133 277	
Installations techniques, matériel et outillage	-350 740	0	-23 202	9 042	-364 900	
Autres immobilisations corporelles	-77 134	0	-15 547	5 811	-86 870	
TOTAL	-555 429	0	-50 101	16 401	-589 129	
Dépréciations						
Autres immobilisations corporelles (1)	0	0	-7 004	0	-7 004	
TOTAL	0	0	-7 004	0	-7 004	
Valeur nette						
Terrains	22 020				21 933	
Constructions	104 243				99 024	
Installations techniques, matériel et outillage	87 330				82 734	
Autres immobilisations corporelles	86 202				68 928	
Immobilisations en-cours ; avances et acomptes	2 081				24 322	
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	301 876	0	9 604	-14 539	296 941	

(1) Tests de dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles (Cf. paragraphe B des principes comptables)

Une provision de 7 004 milliers d'euros a été comptabilisée en résultat en 2008 sur les avions immobilisés pour tenir compte de l'impact de la crise sur le marché des avions d'affaires d'occasion.

Cette provision est égale à la différence constatée entre la valeur nette comptable des avions immobilisés et leur valeur actuelle. La valeur actuelle d'un avion immobilisé correspond au montant le plus élevé entre sa valeur vénale (diminuée des coûts de vente) et sa valeur d'usage. La valeur d'usage de chaque avion immobilisé est calculée selon la méthode des flux de trésorerie futurs actualisés, avec un taux d'actualisation après impôts de 8,9% et un taux de croissance de 2%, une période de projection des flux égale à la durée de location de l'avion et une valeur de revente de l'avion à l'issue de cette période de location.

Les tests de dépréciation réalisés au niveau des autres immobilisations corporelles n'ont mis en évidence aucune autre dépréciation à enregistrer au 31.12.2008.

ÉLÉMENT 3**IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES**

(en milliers d'euros)	31.12.2007	AUTRES MOUVEMENTS	ACQUISITIONS DOTATIONS	CESSIONS REPRISES	31.12.2008	VALEURS ORIGINE HORS REEVALUATION LEGALE
Participations	191 452		51	0	191 503	191 134
Autres titres immobilisés	4 094		1 800	0	5 894	5 742
Prêts	2 203		342	-414	2 131	2 131
Autres immobilisations financières	28 067		65	-589	27 543	27 543
TOTAL	225 816	0	2 258	-1 003	227 071	226 550
Provisions	0		-14 154		-14 154	-14 154
VALEUR NETTE	225 816	0	-11 896	-1 003	212 917	212 396

ÉTAT DES ÉCHÉANCES DES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

(en milliers d'euros)	Montant brut	Dont à un an au plus	Dont à plus d'un an
Prêts	2 131	389	1 742
Autres immobilisations financières	27 543	0	27 543
TOTAL GÉNÉRAL	29 674	389	29 285

Comptes Annuels

ÉLÉMENT 3 - (suite)

A. LISTE DES FILIALES ET PARTICIPATIONS dont la valeur brute excède 1% du capital de la société et dont la société détient au moins 10% des actions

(en milliers d'euros)										
Sociétés ou groupes de sociétés	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part capital détenue en %	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société	Montant des cautions et avals fournis par la société	Chiffre d'affaires du dernier exercice	Bénéfice net ou perte (-) du dernier exercice	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
				Brute	Nette					
1. FILIALES (détenues à + de 50%)										
a. Filiales françaises										
DASSAULT FALCON SERVICE	3 680	55 530	99,99%	59 453	59 453	0	0	125 451	3 380	0
DASSAULT INTERNATIONAL	1 529	16 466	99,63%	19 236	19 236	0	0	2 558	965	0
DASSAULT-REASSURANCE	10 459	7 214	99,99%	10 132	10 132	0	0	2 274	332	0
SOGITEC INDUSTRIES	4 578	46 398	99,74%	25 348	25 348	0	0	85 764	11 618	0
Total des filiales françaises				114 169	114 169	0	0			0
b. Filiales étrangères										
DASSAULT FALCON JET (1)	10 097	420 999	87,47%	7 767	7 767	0	185 486	1 416 991	5 849	0
DASSAULT INTERNATIONAL INC (USA)	3 629	34 893	100,00%	3 727	3 727	0	0	991	489	0
DASSAULT PROCUREMENT SERVICES INC (USA)	72	34 471	100,00%	28 965	28 965	0	0	394 481	4 596	0
Total des filiales étrangères				40 459	40 459	0	185 486			0
Total FILIALES				154 628	154 628	0	185 486			0
2. PARTICIPATIONS (détenues entre 10 et 50%)										
a. Participations françaises										
CORSE COMPOSITES AERONAUTIQUES	1 707	6 099	24,81%	996	996	0	0	30 908	560	0
EUROTRADIA INTERNATIONAL (2)	3 000	32 865	16,20%	3 099	3 099	0	0	38 624	1 816	292
Total participations françaises				4 095	4 095	0	0			292
b. Participations étrangères										
Total participations étrangères				0	0	0	0			0
Total PARTICIPATIONS				4 095	4 095	0	0			292

(1) Détention directe, les autres actions, soit 12,53% du capital, sont détenues par Dassault International Inc (USA), elle-même filiale à 100% de Dassault Aviation

(2) Informations exercice 2007

ÉLÉMENT 3 - (suite)**B. AUTRES FILIALES ET PARTICIPATIONS**

(en milliers d'euros)					
Renseignements globaux	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société	Montant des cautions et avals fournis par la société	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
	Brute	Nette			
1. FILIALES					
a. Filiales françaises	600	600	0	0	0
b. Filiales étrangères	0	0	0	0	0
Total filiales	600	600	0	0	0
2. PARTICIPATIONS					
a. Participations françaises	5 903	5 903	0	0	2 471
b. Participations étrangères	32 171	18 172	0	0	1 319
Total participations	38 074	24 075	0	0	3 790

C. RENSEIGNEMENTS GLOBAUX SUR LES TITRES (A+B)

(en milliers d'euros)					
Renseignements globaux	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société	Montant des cautions et avals fournis par la société	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
	Brute	Nette			
1. FILIALES					
a. Filiales françaises	114 769	114 769	0	0	0
b. Filiales étrangères	40 459	40 459	0	185 486	0
Total	155 228	155 228	0	185 486	0
2. PARTICIPATIONS					
a. Participations françaises	9 998	9 998	0	0	2 763
b. Participations étrangères	32 171	18 172	0	0	1 319
Total	42 169	28 170	0	0	4 082
TOTAL GENERAL	197 397	183 398	0	185 486	4 082

Comptes Annuels

ÉLÉMENT 4

STOCKS ET TRAVAUX EN-COURS

(en milliers d'euros)	Brut	Dépréciation	31.12.2008 Net	31.12.2007 Net
Matières premières	165 966	-59 881	106 085	129 507
Travaux en-cours de production	2 386 371	0	2 386 371	2 097 948
Produits intermédiaires et finis	433 870	-144 692	289 178	296 657
TOTAL	2 986 207	-204 573	2 781 634	2 524 112

ÉLÉMENT 5

INTÉRÊTS SUR ÉLÉMENTS DE L'ACTIF CIRCULANT

Il n'y a pas d'intérêts inclus dans la valeur des stocks et travaux en cours.

ÉLÉMENT 6

ÉTAT DES ÉCHÉANCES DE L'ACTIF CIRCULANT

(en milliers d'euros)	Montant brut	Dont à un an au plus	Dont à plus d'un an
Créances clients et comptes rattachés	462 039	338 927	123 112
Autres créances	76 554	76 554	0
Charges constatées d'avance	344 551	344 551	0
TOTAL	883 144	760 032	123 112

ÉLÉMENT 7

AUTRES CRÉANCES ET COMPTES DE RÉGULARISATION

(en milliers d'euros)	31.12.2008	31.12.2007
Autres créances	76 554	106 779
Charges constatées d'avance	344 551	301 430
Compte de régularisation actif	1 943	3 330
TOTAL	423 048	411 539

ÉLÉMENT 8**PRODUITS À RECEVOIR**

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan (en milliers d'euros)	31.12.2008	31.12.2007
Créances clients et comptes rattachés	77 806	106 665
Autres créances et comptes de régularisation	62	88
Valeurs mobilières	0	0
Disponibilités	837	727
TOTAL	78 705	107 480

ÉLÉMENT 9**CHARGES ET PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE**

(en milliers d'euros)	Charges	Produits
Charges/produits d'exploitation 31.12.2008	344 551 (1)	20 415
Charges/produits d'exploitation 31.12.2007	301 430 (2)	14 151

(1) IS sur plus values latentes au 31.12.2008 337 763

(2) IS sur plus values latentes au 31.12.2007 297 343

ÉLÉMENT 10**DIFFÉRENCE D'ÉVALUATION SUR ÉLÉMENTS FONGIBLES DE L'ACTIF CIRCULANT**

(en milliers d'euros)		
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT ET INSTRUMENTS DE TRÉSORERIE		
Nature des éléments d'actif circulant	Montant au bilan	Valeur de marché
Valeurs mobilières de placement et instruments de trésorerie au 31.12.2008	3 130 936 (1)	4 086 510
Valeurs mobilières de placement et instruments de trésorerie au 31.12.2007	3 076 488	3 913 584

(1) Compris dans les valeurs mobilières de placement et instruments de trésorerie à l'actif du bilan, l'écart (1 957 milliers d'euros) correspond aux primes payées sur les options de change qui ne sont portées en résultat qu'à l'échéance des dites options (cf. Élément 1, § H)

Comptes Annuels

ÉLÉMENT 11

COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

	Nombre	Valeur nominale
1. Actions/parts sociales composant le capital social au début de l'exercice	10 125 897	8 Euros
2. Actions/parts sociales composant le capital social en fin d'exercice	10 125 897	8 Euros

ÉLÉMENT 12

IDENTITÉ DE LA SOCIÉTÉ MÈRE CONSOLIDANT GLOBALEMENT LES COMPTES DE LA SOCIÉTÉ

	% intégration
GRUPE INDUSTRIEL MARCEL DASSAULT 9, Rond Point des Champs Élysées - Marcel Dassault 75008 PARIS	50,55 %

ÉLÉMENT 13

RÉSERVES

(en milliers d'euros)	31.12.2008	31.12.2007
Ecart de réévaluation	4 305	4 305
Réserve légale	8 101	8 101
Autres réserves	71 332	71 332
Report à nouveau	1 887 675	1 671 514
TOTAL	1 971 413	1 755 252

RÉSERVE D'ÉCARTS DE RÉÉVALUATION

(en milliers d'euros)	Variation de la réserve de réévaluation			Montant à la fin de l'exercice
	Montant au début de l'exercice	MOUVEMENTS 2008		
		Diminutions dues aux cessions	Autres variations	
Terrains	3 784	0	0	3 784
Participations	521	0	0	521
TOTAL	4 305	0	0	4 305
Réserve de réévaluation (1976)	4 305	0	0	4 305

ÉLÉMENT 14**VARIATION DES CAPITAUX PROPRES AU COURS DE L'EXERCICE**

1/ RÉSULTAT DE L'EXERCICE

(en milliers d'euros ou en euros par actions)		
Libellés	2008	2007
RÉSULTAT COMPTABLE		
Milliers d'Euros	352 508	323 496
Euros par action	34,81	31,95
VARIATION DES CAPITAUX PROPRES HORS RÉSULTAT DE L'EXERCICE		
Milliers d'Euros	5 744	8 536
Euros par action	0,57	0,84
DIVIDENDES		
Milliers d'Euros	58 730 (1)	107 335
Euros par action	5,80 (1)	10,60

(1) proposés à l'A.G.O.

2/ TABLEAU DE VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES HORS RÉSULTAT DE L'EXERCICE (en milliers d'euros)

Libellés	Avant affectation résultat 2007 31.12.2008	Après affectation résultat 2007 31.12.2008
A -		
1. Capitaux propres à la clôture de l'exercice 2007 hors résultat de l'exercice	2 123 288	2 123 288
2. Résultat 2007 avant affectation	323 496	
3. Affectation du résultat 2007 à la situation nette par l'A.G.O.		216 161
4. Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice 2008	2 446 784	2 339 449
B - Apports reçus avec effet rétroactif à l'ouverture de l'exercice 2008		0
1. Variation du capital		0
2. Variation des autres postes		0
C (= A4 + B) Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice 2008		2 339 449
D - Variation en cours d'exercice hors résultat 2008		5 744
1. Variation du capital		0
2. Variation des primes, réserves		0
3. Variation des provisions relevant des capitaux propres		0
4. Contreparties de réévaluation - Réserve		0
5. Variation des provisions réglementées et subventions d'équipement		5 744
6. Autres variations		0
E - CAPITAUX PROPRES AU BILAN DE CLÔTURE DE L'EXERCICE 12 / 2008 HORS RÉSULTAT 2008 AVANT A.G.O. (= C + D)		2 345 193
F - VARIATION TOTALE DES CAPITAUX PROPRES AU COURS DE L'EXERCICE 2008 HORS RÉSULTAT 2008 (= E - C)		5 744

3/ IMPÔT LATENT (en milliers d'euros)

Provisions réglementées hors provisions pour investissements : 135 764 x 34,43 % 46 744

Comptes Annuels

ÉLÉMENT 15

ÉTAT DES PROVISIONS

(en milliers d'euros)					
Nature des provisions	Montant au début de l'exercice	Autres mouvements	Augmentations dotations de l'exercice	Diminutions reprises de l'exercice	Montant en fin d'exercice
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES					
Pour investissements	134 773	0	29 841 (3)	-27 184 (3)	137 430
Pour hausse des prix	55 656	0	10 562 (3)	-11 174 (3)	55 044
Amortissements dérogatoires	75 471	0	17 970 (3)	-14 110 (3)	79 331
Pour crédit à moyen terme export	1 533	0	0 (3)	-161 (3)	1 372
Plus-values réinvesties	17	0	0 (3)	0 (3)	17
TOTAL I	267 450	0	58 373	-52 629	273 194
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES					
D'exploitation	604 770	0	303 742 (1)	-129 092 (1)	779 420
Financiers	3 330	0	1 943 (2)	-3 330 (2)	1 943
Exceptionnels	0	0	0 (3)	0 (3)	0
TOTAL II	608 100	0	305 685	-132 422	781 363
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION					
{ - incorporelles	0	0	0 (1)	0 (1)	0
Sur immobilisations { - corporelles	0	0	7 004 (1)	0 (1)	7 004
{ - financières	0	0	14 154 (2)	0 (2)	14 154
Sur stocks et en-cours	121 529	0	204 573 (1)	-121 529 (1)	204 573
Clients et comptes rattachés	156 203	0	139 074 (1)	-156 203 (1)	139 074
TOTAL III	277 732	0	364 805	-277 732	364 805
TOTAL GÉNÉRAL DES PROVISIONS	1 153 282	0	728 863	-462 783	1 419 362

dotations, reprises et transferts de charges	{ - d'exploitation	654 393 (1)	-406 824 (1)
	{ - financières	16 097 (2)	-3 330 (2)
	{ - exceptionnelles	58 373 (3)	-52 629 (3)
		<u>728 863</u>	<u>-462 783</u>

ÉLÉMENT 15 (suite)**DÉTAIL DES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES**

(en milliers d'euros)					
Rubriques	Montant au début de l'exercice	Autres mouvements	Augmentation dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Montant en fin d'exercice
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES					
Pour coûts des départs retraites et médailles du travail	232 000		38 520	-19 520	251 000
Pour garantie	279 040		192 992	-87 399	384 633
Prestations de services et travaux restant à réaliser	93 730		72 230	-22 173	143 787
D'exploitation	604 770	0	303 742	-129 092	779 420
Pour perte de change	3 330		1 943	-3 330	1 943
Financiers	3 330	0	1 943	-3 330	1 943
Divers	0				0
Exceptionnels	0	0	0	0	0
TOTAL GENERAL DES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	608 100	0	305 685	-132 422	781 363

- Provisions pour coûts des départs retraites et médailles du travail :

Les engagements sont provisionnés en totalité pour les obligations restant à courir et calculés pour l'ensemble du personnel suivant la méthode des unités des crédits projetés :

- la simulation de la carrière est pondérée par la table de mortalité du code des assurances et par le taux de rotation du personnel constaté (variable suivant l'âge),
- le coût de départ est retenu au prorata du nombre d'années d'ancienneté du salarié à la clôture de l'exercice par rapport à son espérance totale d'années de carrière,
- le calcul prend en compte les hypothèses annuelles suivantes : augmentation des salaires : 4,1%, taux d'actualisation : 4,3% et taux d'inflation : 2%.

- Provisions pour garantie : les provisions pour garantie tiennent compte de l'évolution de la flotte en service et des marchés livrés.

Comptes Annuels

ÉLÉMENT 16

EMPRUNTS ET DETTES FINANCIÈRES

(en milliers d'euros)	31.12.2008	31.12.2007
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1)	10 292	22 912
Emprunts et dettes financières divers (2)	245 809	238 108
TOTAL	256 101	261 020

(1) Dont soldes créditeurs de banque

10 222 22 831

(2) Dont emprunts participatifs

0 0

ÉLÉMENT 17

ÉTAT DES ÉCHÉANCES DES DETTES

(en milliers d'euros)	Montant brut	Dont à un an au plus	Dont à plus d'un an et 5 ans au plus	Dont à plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1)	10 292	10 234	46	12
Emprunts et dettes financières divers (2)	245 809	37 583	208 226	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	663 449	663 449	0	0
Dettes fiscales et sociales	180 648	179 795	853	0
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	13 126	13 126	0	0
Autres dettes	136 714	136 714	0	0
TOTAL	1 250 038	1 040 901	209 125	12

(1) Dont soldes créditeurs de banque

10 222 10 222 0 0

(2) Dont emprunts participatifs

0 0 0 0

ÉLÉMENT 18

AUTRES DETTES ET COMPTES DE RÉGULARISATION

(en milliers d'euros)	31.12.2008	31.12.2007
Dettes fiscales et sociales	180 648	241 215
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	13 126	7 265
Autres dettes	136 714	115 078
Produits constatés d'avance	20 415	14 151
Compte de régularisation passif	2 774	556
TOTAL	353 677	378 265

ÉLÉMENT 19**CHARGES À PAYER**

(en milliers d'euros)		
Montant des charges à payer inclus dans les postes suivants du bilan	31.12.2008	31.12.2007
Emprunts et dettes financières	7 397	7 073
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	524 104	435 059
Autres dettes et comptes de régularisation	250 127	225 299
TOTAL	781 628	667 431

ÉLÉMENT 20**ÉLÉMENTS RELEVANT DE PLUSIEURS POSTES DU BILAN**

(en milliers d'euros)	Montant concernant les entreprises		Montant des dettes ou créances représentées par des effets de commerce
	Postes du bilan	liées	
Participations	155 228	36 275	0
Prêts	0	0	0
Avances et acomptes versés sur commandes	57 238	0	0
Créances clients et comptes rattachés	80 527	0	0
Créances diverses	1 318	0	0
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	446 379	0	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	71 432	0	64 198
Autres dettes diverses	0	0	0

Comptes Annuels

ÉLÉMENT 21

VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

(en milliers d'euros)	MONTANT 31.12.2008	MONTANT 31.12.2007
A) RÉPARTITION PAR PRODUITS :		
Produits finis	2 719 345	3 123 939
Prestations de services	821 110	481 411
TOTAL	3 540 455	3 605 350
B) RÉPARTITION PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE :		
France	1 231 328	920 218
Étranger	2 309 127	2 685 132
TOTAL	3 540 455	3 605 350
C) RÉPARTITION PAR TRIMESTRE :		
Premier trimestre	704 014	743 958
Deuxième trimestre	771 830	925 444
Troisième trimestre	979 093	721 217
Quatrième trimestre	1 085 518	1 214 731
TOTAL	3 540 455	3 605 350

ÉLÉMENT 22**FRAIS DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT**

Les dépenses de Recherche et de Développement sont enregistrées en charge dans l'exercice au cours duquel elles sont constatées et représentent :

(en milliers d'euros)	2008	2007
CHARGES DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT	-241 789	-229 882

La stratégie et les axes d'efforts de la société en matière de Recherche et de Développement sont décrits dans le rapport de gestion

ÉLÉMENT 23**RÉSULTAT FINANCIER**

(en milliers d'euros)	31.12.2008	31.12.2007
Produits de participation	1 622	2 043
Produits d'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	2 519	56
Autres intérêts et produits assimilés	7 865	12 649
Reprises sur provisions		
- Perte de change	3 330	950
- Titres de participation	0	0
	3 330	950
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement	30 818	14 682
Total produits financiers	46 154	30 380
Dotations et provisions		
- Perte de change	-1 943	-3 330
- Titres de participation	-13 999	0
- Prêts	-155	0
	-16 097	-3 330
Intérêts et charges assimilés	-10 950	-9 929
Total charges financières	-27 047	-13 259
Résultat financier	19 107	17 121

Comptes Annuels

ÉLÉMENT 24

RÉSULTAT EXCEPTIONNEL

(en milliers d'euros)	31.12.2008	31.12.2007
Produits des cessions d'éléments d'actif		
- Immobilisations corporelles	13 256	18 453
- Immobilisations financières	0	69 896
	13 256	88 349
Autres produits exceptionnels	614	198
Reprises sur provisions		
- Investissement	27 184	15 679
- Hausse des prix	11 174	8 649
- Crédit moyen terme export	161	0
- Amortissements dérogatoires	14 110	19 153
- Plus-values réinvesties	0	0
- CASA	0	3 013
	52 629	46 494
	66 499	135 041
Charges exceptionnelles opération de gestion	-217	0
Valeur comptable des éléments cédés		
- Immobilisations incorporelles	0	0
- Immobilisations corporelles	-13 921	-19 018
- Immobilisations financières	0	-43 456
	-13 921	-62 474
Autres charges exceptionnelles (1)	-491	-3 179
Dotations aux provisions réglementées		
- Investissement	-29 841	-22 699
- Hausse des prix	-10 562	-9 554
- Crédit moyen terme export	0	-1 533
- Amortissements dérogatoires	-17 970	-18 231
	-58 373	-52 017
Autres provisions exceptionnelles	0	0
	-73 002	-117 670
Résultat exceptionnel	-6 503	17 371

(1) Dont charges CASA : 0 en 2008
3 013 en 2007

ÉLÉMENT 25**VENTILATION DE LA CHARGE D'IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES**

(en milliers d'euros)	Résultat avant impôts	Impôts (IS)	Impôts(PVLT)	Résultat après impôts
Résultat courant	679 223	-235 118	0	444 105
Résultat exceptionnel (y compris participation et intéressement)	-142 706	51 109	0	-91 597
Résultat comptable	536 517	-184 009	0	352 508
		-184 009		

ÉLÉMENT 26**ENGAGEMENTS FINANCIERS**

ENGAGEMENTS DONNES (en milliers d'euros)	31.12.2008	31.12.2007
- Aval et cautions concernant :		
. les filiales	185 486	142 232
. les participations	0	0
. autres	0	0
TOTAL	185 486	142 232

ENGAGEMENTS REÇUS (en milliers d'euros)	31.12.2008	31.12.2007
Garanties Coface	51 092	190 989
Sûretés réelles (hypothèques, nantissements)	0	0
TOTAL	51 092	190 989

ENGAGEMENTS RECIPROQUES (en milliers d'euros)	31.12.2008	31.12.2007
Marchés à livrer à terme - solde à facturer	15 166 400	13 513 300
Marchés à recevoir à terme - solde à payer	2 395 948	1 992 746
Commandes d'immobilisations	32 451	13 943
TOTAL	17 594 799	15 519 989

ÉLÉMENT 27**DETTES ET CREANCES GARANTIES PAR DES CAUTIONS BANCAIRES**

(en milliers d'euros)	31.12.2008	31.12.2007
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	500 689	557 272
Avances et acomptes versés sur commandes en cours	3 834	1 877
TOTAL	504 523	559 149

Comptes Annuels

ÉLÉMENT 28

INSTRUMENTS FINANCIERS : PORTEFEUILLE D'OPÉRATIONS DE CHANGE EN DOLLARS

DASSAULT AVIATION a un risque de change sur les produits de vente des avions FALCON qui sont pour la quasi-totalité libellés en dollars US. Seule une part de ses dépenses est encourue dans la même devise (achats notamment). DASSAULT AVIATION est donc exposé à un risque de change, que la société couvre partiellement en utilisant des contrats de vente à terme et le cas échéant des options de change.

Les instruments financiers détenus par DASSAULT AVIATION sont valorisés ci-dessous à leur valeur de marché.

La valeur de marché correspond aux montants reçus ou payés en cas de résiliation totale du portefeuille, dont la contre-valeur en euros est calculée sur la base du cours du dollar à la clôture. Ce mode de valorisation ne permet pas d'évaluer les résultats réels qui seront réalisés à la date d'échéance des opérations, dans la mesure où il n'est pas tenu compte des variations futures du cours.

La valeur de marché du portefeuille n'est donnée qu'à titre indicatif.

Au cours de valorisation du portefeuille, le taux de couverture prévu ne génère pas de pertes sur les opérations commerciales couvertes.

VALEUR DE MARCHÉ	Milliers de Dollars	Milliers d' Euros
AU 31.12.2008		
Options de change	-4 181	-3 004
Opérations à terme	622 594	447 362
TOTAL	618 413	444 358
AU 31.12.2007		
Options de change	24 633	16 733
Opérations à terme	731 442	496 870
TOTAL	756 075	513 603

ÉLÉMENT 29

INCIDENCE DES ÉVALUATIONS FISCALES DÉROGATOIRES

(en milliers d'euros)	31.12.2008	31.12.2007
Résultat de l'exercice	352 508	323 496
Impôts sur les bénéfices	184 009	185 786
RÉSULTAT AVANT IMPÔTS	536 517	509 282
VARIATION DES PROVISIONS RÉGLEMENTÉES	3 087	1 516
dont :		
- Amortissements dérogatoires	3 860	-922
- Provision pour hausse des prix	-612	905
- Provision pour plus-values réinvesties	0	0
- Provision pour crédit moyen terme export	-161	1 533
RÉSULTAT HORS ÉVALUATIONS FISCALES DÉROGATOIRES (AVANT IMPÔTS)	539 604	510 798

ÉLÉMENT 30**ACCROISSEMENTS ET ALLÈGEMENTS DE LA DETTE FUTURE D'IMPÔTS**

(en milliers d'euros)	31.12.2008	31.12.2007
ACCROISSEMENTS		
Provisions réglementées :		
- Hausse des prix	55 044	55 656
- Crédit moyen terme export	1 372	1 533
- Amortissements dérogatoires	79 331	75 471
TOTAL	135 747	132 660
ACCROISSEMENTS DE LA DETTE FUTURE D'IMPÔTS	46 738	45 675
ALLÈGEMENTS		
Provisions non déductibles l'année de la comptabilisation :		
- Participation des salariés	122 203	100 747
- Pour coûts des départs retraites et médailles du travail	251 000	232 000
Autres provisions partiellement non déductibles (organics, clients, stocks, garantie, divers,...):	231 096	159 443
TOTAL	604 299	492 190
ALLÈGEMENTS DE LA DETTE FUTURE D'IMPÔTS	208 060	169 461
Moins-values à long terme	0	0

ÉLÉMENT 31**RÉMUNÉRATION DES MANDATAIRES SOCIAUX**

Le montant global des rémunérations perçues par les mandataires sociaux, dont le détail est communiqué dans le rapport de gestion, s'élève à 888 964 euros pour 2008.

ÉLÉMENT 32**EFFECTIF MOYEN**

	Personnel salarié	Personnel intérimaire mis à disposition de l'entreprise
Cadres	4 241	
Agents de maîtrise et techniciens	2 138	
Employés	600	35
Ouvriers	1 370	217
TOTAL	8 349	252
Effectif moyen 2007	8 430	271

Comptes Annuels

ÉLÉMENT 33

INFORMATIONS ENVIRONNEMENTALES

La société Dassault Aviation a comptabilisé à l'actif du bilan au titre des investissements environnementaux un montant de 3 350 milliers d'euros et a porté en charges environ 677 milliers d'euros dans l'exercice, consacrés à des études de risques, d'impacts et de conformité réglementaire.

Dassault Aviation n'a pas eu à comptabiliser de passifs environnementaux.

ÉLÉMENT 34

RÉSULTATS DE LA SOCIÉTÉ AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

(en milliers d'euros à l'exception du 3 en euros / action)					
Nature des indications	2004	2005	2006	2007	2008
1/ SITUATION FINANCIÈRE EN FIN D'EXERCICE					
a. Capital social	81 007	81 007	81 007	81 007	81 007
b. Nombre des actions émises	10 125 897	10 125 897	10 125 897	10 125 897	10 125 897
2/ RÉSULTAT GLOBAL DES OPÉRATIONS EFFECTIVES					
a. Chiffre d'affaires hors taxes	2 810 343	2 969 785	2 853 461	3 605 350	3 540 455
b. Bénéfice avant impôts, amortissements et provisions	375 732	434 310	483 736	690 062	857 547
c. Impôts sur les bénéfices	101 710	117 009	120 085	185 786	184 009
d. Bénéfice après impôts, amortissements et provisions	226 640	260 901	224 943	323 496	352 508
e. Montant des bénéfices distribués	77 969	100 246	74 932	107 335	58 730 (1)
3/ RÉSULTAT DES OPÉRATIONS RÉDUIT À UNE SEULE ACTION EN EURO					
a. Bénéfice après impôts, mais avant amortissements et provisions	27,1	31,3	35,9	49,8	66,5
b. Bénéfice après impôts, amortissements et provisions	22,4	25,8	22,2	31,9	34,8
c. Dividende versé à chaque action	7,7	9,9	7,4	10,6	5,8 (1)
4/ PERSONNEL					
a. Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	8 800	8 774	8 614	8 430	8 349
b. Salaires et traitements	385 616	393 883	407 858	418 125	422 353
c. Charges sociales	188 100	194 380	198 836	209 222	214 547
5/ MONTANT DE LA PARTICIPATION DU PERSONNEL	75 547	86 967	74 981	100 747	122 203
6/ MONTANT DE L'INTÉRESSEMENT	14 000	14 000	14 000	14 000	14 000

(1) proposé à l'A.G.O

ÉLÉMENT 35**INVENTAIRE DES VALEURS MOBILIÈRES DÉTENUES EN PORTEFEUILLE AU 31.12.2008**

(en milliers d'euros)	Nombre de parts ou d'actions	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT				
BONS DE CAISSE/TRÉSOR/CAPITALISATION		10 976	0	10 976
FONDS COMMUN DE PLACEMENT		2 482 688	0	2 482 688
SICAV DE TRÉSORERIE ET DIVERS		637 272	0	637 272
TOTAL I		3 130 936	0	3 130 936
TITRES DE PARTICIPATION				
SECTEUR AÉRONAUTIQUE - SPATIAL				
CORSE COMPOSITES AÉRONAUTIQUES	184 139	996	0	996
DASSAULT AÉRO SERVICE	5 000	106	0	106
DASSAULT AVIATION PARTICIPATION	3 700	37	0	37
DASSAULT FALCON SERVICE	229 990	59 453	0	59 453
DASSAULT INTERNATIONAL	10 960	19 236	0	19 236
DASSAULT INTERNATIONAL(USA) Inc	5 050	3 727	0	3 727
DASSAULT FALCON JET - Actions ordinaires	88 612	3 068	0	3 068
DASSAULT FALCON JET - Actions préférentielles	69 877	4 699	0	4 699
DASSAULT PROCUREMENT SERVICES	1 000	28 965	0	28 965
EMBRAER	6 671 360	32 119	13 999	18 120
EUROTRADIA INTERNATIONAL	21 625	3 099	0	3 099
SECBAT	717	11	0	11
SOGITEC INDUSTRIES	12 478	25 348	0	25 348
DIVERS		50	0	50
SECTEUR DIVERS				
DASSAULT ASSURANCES COURTAGE	9 983	457	0	457
DASSAULT - RÉASSURANCE	261 469	10 132	0	10 132
TOTAL II		191 503	13 999	177 504
AUTRES TITRES IMMOBILISÉS				
ODAS	1 800	1 800	0	1 800
SOFEMA	4 998	161	0	161
SOFRESA	6 000	3 924	0	3 924
DIVERS		9	0	9
TOTAL III		5 894	0	5 894
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III)		3 328 333	13 999	3 314 334

Comptes Annuels

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2008

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2008, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société DASSAULT AVIATION, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

JUSTIFICATION DE NOS APPRECIATIONS

La préparation des états financiers au 31 décembre 2008 a été réalisée dans le contexte financier décrit en conclusion du Rapport de gestion de votre Conseil d'Administration.

C'est dans ce contexte que conformément aux dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce, nous avons procédé à nos propres appréciations que nous portons à votre connaissance.

Nos travaux ont notamment consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent les estimations des provisions pour risques, telles que décrites en note 1-G de l'annexe aux comptes, à revoir les calculs effectués par la société, à comparer les estimations comptables des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes et à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la Direction. Nous avons procédé sur ces bases à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur :

- la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels,
- la sincérité des informations données dans le rapport de gestion relatives aux rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux concernés ainsi qu'aux engagements consentis en leur faveur à l'occasion de la prise, du changement, de la cessation de fonctions ou postérieurement à celles-ci.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Courbevoie et Neuilly-sur-Seine, le 19 mars 2009

Les Commissaires aux Comptes

Mazars

Deloitte & Associés

Serge Castillon

Dominique Jumaucourt

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES ETABLI EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 225-35 DU CODE DE COMMERCE SUR LE RAPPORT DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Exercice clos le 31 décembre 2008

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de la société DASSAULT AVIATION et en application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le Président de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2008.

Il appartient au Président d'établir et de soumettre à l'approbation du Conseil d'Administration un rapport rendant compte des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place au sein de la société donnant les autres informations requises par l'article L. 225-37, relatives notamment au dispositif en matière de gouvernement d'entreprise.

Il nous appartient :

- de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du Président concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, et
- d'attester que le rapport comporte les autres informations requises par l'article L. 225-37 du Code de commerce, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations.

Nous avons effectué nos travaux conformément à la norme d'exercice professionnel applicable en France.

Informations concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

Les normes d'exercice professionnel requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du Président. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du Président ainsi que la documentation existante ;
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du Président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations données concernant les procédures de contrôle interne de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, contenues dans le rapport du Président du Conseil d'Administration, établi en application des dispositions du dernier alinéa de l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Autres informations

Nous attestons que le rapport du Président du Conseil d'Administration comporte les autres informations requises à l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Courbevoie et Neuilly-sur-Seine, le 19 mars 2009

Les Commissaires aux Comptes

Mazars

Serge Castillon

Deloitte & Associés

Dominique Jumaucourt

RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS REGLEMENTES

Exercice clos le 31 décembre 2008

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

Conventions et engagements autorisés au cours de l'exercice

En application de l'article L.225-40 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions et engagements qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre Conseil d'Administration.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions et engagements mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de ceux dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du Code de Commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes professionnelles applicables en France; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

AVEC LA SOCIÉTÉ GROUPE INDUSTRIEL MARCEL DASSAULT (GIMD) ET DEUX DE SES FILIALES IMMOBILIÈRES :

Au cours de sa séance du 27 août 2008, votre Conseil d'Administration a renouvelé l'autorisation de prise en location auprès de la société GIMD et de deux de ses filiales immobilières d'un certain nombre de locaux, terrains et installations industrielles, dans le cadre de nouveaux baux qui ont remplacés avec effet au 1^{er} janvier 2008 ceux signés en 2006.

Ces nouveaux baux d'une durée ferme de 12 ans ont prévu un gel de la formule de révision du loyer pour 2008, ce qui a généré une économie de 1,3 millions d'euros par rapport aux baux précédents.

Les loyers payés en 2008 aux sociétés précitées se sont élevés à un montant total de 29.724.917,52 euros hors taxes.

GIMD a absorbé les deux filiales immobilières précitées le 30 septembre 2008.

Administrateur concerné : Monsieur Serge DASSAULT.

Conventions et engagements approuvés au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice

Par ailleurs, en application du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, approuvés au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

AVEC LA SOCIÉTÉ DASSAULT FALCON JET (USA) :

DASSAULT AVIATION a accepté, à la demande de DASSAULT FALCON JET, de fournir à des clients de cette dernière des garanties de restitution d'acomptes en cas de non exécution par DASSAULT FALCON JET de ses obligations contractuelles, lesdites garanties demeurant en vigueur jusqu'à la livraison des avions commandés.

Au 31 décembre 2008, les montants garantis s'élevaient à 185.485.798,66 euros.

Comptes Annuels

AVEC L'ENSEMBLE DES DIRIGEANTS ET
MANDATAIRES SOCIAUX DE LA SOCIÉTÉ ET SES
FILIALES :

Une police d'assurance « Responsabilité civile des Dirigeants et Mandataires Sociaux » a été souscrite à effet du 1^{er} juillet 1999 auprès de la Compagnie AXA GLOBAL RISKS aujourd'hui dénommée AXA CORPORATE SOLUTIONS. Elle permet de couvrir l'ensemble des Dirigeants et Mandataires sociaux de la société et de ses filiales dans la limite d'un montant de garantie annuelle de base de 25.000.000 euros pour une prime annuelle 2008 de 78.509,90 euros (frais d'émission et taxe d'assurance inclus).

Courbevoie et Neuilly-sur-Seine, le 19 mars 2009

Les Commissaires aux Comptes

Mazars

Deloitte & Associés

Serge Castillon

Dominique Jumaucourt